



# Rapport annuel 2013

**Centre Pour le Contrôle Démocratique  
des Forces Armées – Genève (DCAF)**



**DCAF**

un centre pour la sécurité,  
le développement et  
l'état de droit

## Publié par

### Le Centre pour le contrôle démocratique des forces armées – Genève (DCAF)

#### DCAF Genève

Case postale 1360  
CH-1211 Genève 1  
Suisse  
Tél : +41 (22) 741 77 00  
Fax : +41 (22) 741 77 05

#### DCAF Ramallah

Rue Al-Maaref 34  
Ramallah / Al-Bireh  
Cisjordanie, Palestine  
Tél : +972 (2) 295 6297  
Fax : +972 (2) 295 6295

#### DCAF Bruxelles

Place du Congrès 1  
1000 Bruxelles  
Belgique  
Tél : +32 (2) 229 39 66  
Fax : +32 (2) 229 00 35

#### DCAF Beyrouth

Gefinor Bloc C  
Bureau 604, Ras Beyrouth  
Liban  
Tél : +961 (1) 738 401  
Fax : +961 (1) 738 402

#### DCAF Ljubljana

Dunajska cesta 104  
1000 Ljubljana  
Slovénie  
Tél : + 386 (3) 560 9 300  
Fax : + 386 (3) 560 9 303

#### DCAF Tunis

Rue Ibn Zohr 14  
1082 Tunis  
Tunisie  
Tél : +216 (71) 286 755  
Fax : +216 (71) 286 865

E-mail: [info@dcaf.ch](mailto:info@dcaf.ch)

Website: [www.dcaf.ch](http://www.dcaf.ch)

ISBN 978-92-9222-313-7

© 2014 Centre pour le contrôle démocratique des forces armées – Genève (DCAF)

Le rapport annuel 2013 peut être téléchargé au format PDF en anglais et en français depuis le site web du DCAF à l'adresse : [www.dcaf.ch/2013](http://www.dcaf.ch/2013)

Crédit photo : Beatriz Angélica Ochoa Velázquez (couverture), IPAS Architectes SA, Neuchâtel

Mise en page par Pitch Black Graphic Design, Berlin/La Haye

# Rapport annuel 2013

Centre Pour le Contrôle Démocratique  
des Forces Armées – Genève (DCAF)



**DCAF**

un centre pour la sécurité,  
le développement et  
l'état de droit

# Table des matières

<b>Le DCAF en bref</b>	5
<b>Préface du Directeur : Aller de l'avant</b>	9
<b>I. La coopération avec les organisations internationales</b>	17
Les Nations Unies	19
L'Union européenne	26
L'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe	31
L'OTAN et l'Assemblée parlementaire de l'OTAN	36
La Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest	40
L'Organisation internationale de la Francophonie	42
L'Union interparlementaire	44
<b>II. La coopération régionale</b>	47
L'Europe de Sud-Est	49
Les nouveaux États indépendants	68
Le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord	75
L'Afrique subsaharienne	81
L'Asie	89
L'Amérique latine et les Caraïbes	97
<b>III. Les grands thèmes de la GSS en 2013</b>	101
Le programme de conseil aux parlements	103
La gouvernance des services de sécurité privés	109
Les entreprises et la réforme du secteur de la sécurité	114
La cybersécurité, la politique numérique et la gouvernance de l'Internet	117
Les institutions de médiation pour les forces armées	120
La place du genre dans la réforme du secteur de la sécurité	124
Le renforcement de l'intégrité	128
<b>IV. L'Équipe internationale de conseil au secteur de la sécurité (ISSAT)</b>	131

<b>Annexes</b>	<b>145</b>
Le Conseil de fondation du DCAF	147
Le Bureau du DCAF	153
Le Comité d'experts international du DCAF	154
L'Équipe internationale de conseil au secteur de la sécurité du DCAF (ISSAT)	157
Le Fonds d'affectation pour l'aide au développement du secteur de la sécurité en Afrique du Nord du DCAF	158
Le Centre : organigramme et bureaux	159
Le personnel du DCAF	160
Le personnel en détachement	161
Le bilan financier du DCAF	162
Les donateurs du DCAF	170
Les publications récentes du DCAF et séries de publications:	
- Les publications récentes du DCAF	171
- Les manuels du DCAF	177
- Les boîtes à outils du DCAF	179
- Les documents de travail Horizon 2015	181
- Les « SSR Papers » du DCAF	183
- Les Documents d'information (Backgrounders) du DCAF	186
Les sites web du DCAF	187

# Le DCAF en bref

Le Centre pour le contrôle démocratique des forces armées – Genève (DCAF) est une fondation internationale de droit suisse, créée en octobre 2000 à l’initiative du Gouvernement helvétique.

Le DCAF est réputé dans le monde entier pour son action en matière de réforme et de gouvernance du secteur de la sécurité (RSS et GSS). C’est grâce à la promotion de secteurs de la sécurité efficaces et responsables devant l’État et ses citoyens que le DCAF parvient à améliorer la sécurité et la justice afin de prévenir les conflits violents, de construire une paix durable, de renforcer l’État de droit, et de créer un environnement propice au développement politique, social et économique.

Le DCAF est guidé par les principes de neutralité, d’impartialité, de discrétion, de sensibilisation à la question du genre et d’appropriation locale.

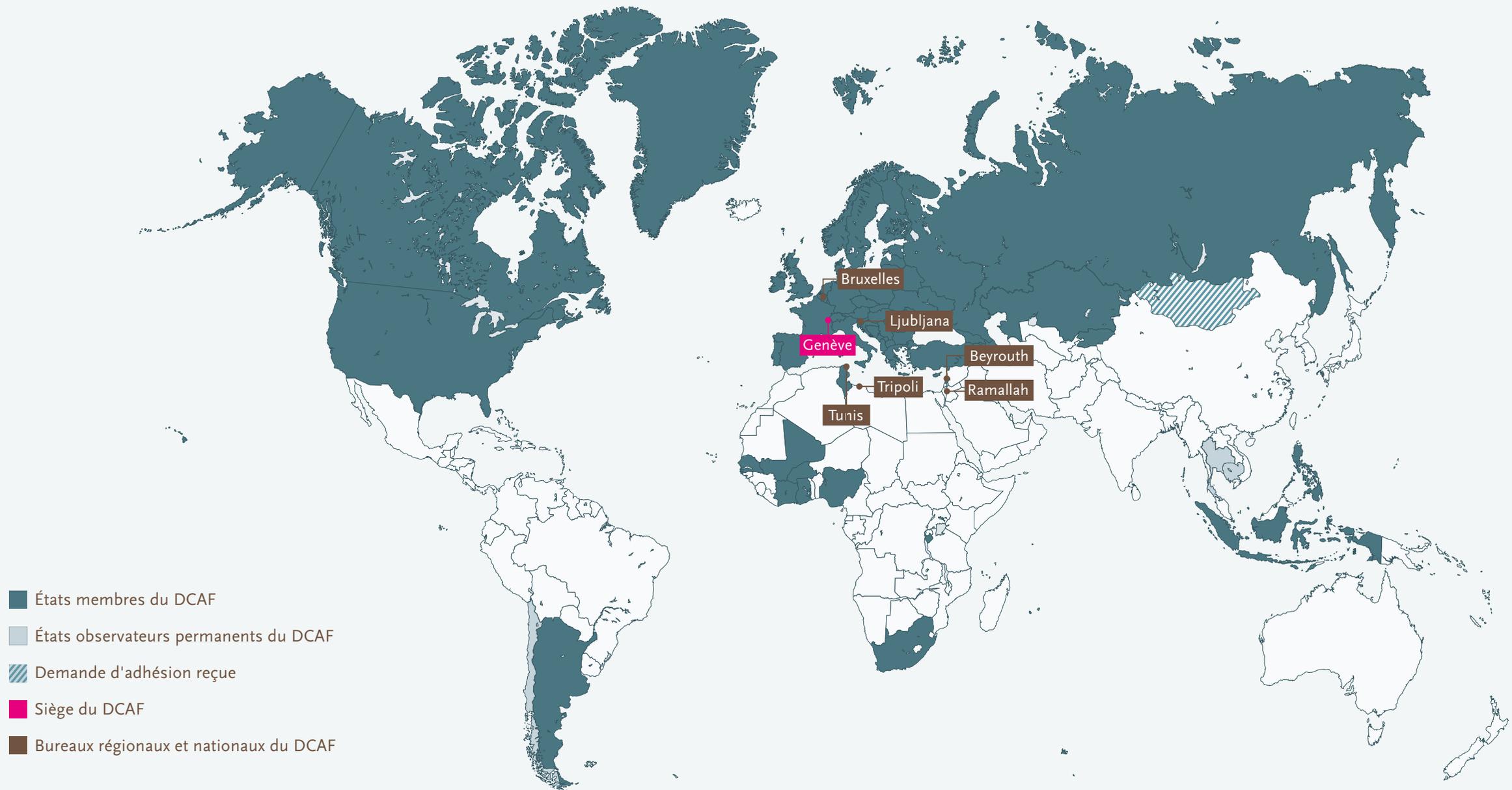
Le Conseil de fondation du Centre, qui est composé d’États membres, comprend 61 gouvernements ainsi que quatre gouvernements et deux organisations internationales admis en tant qu’observateurs permanents.

Le DCAF a son siège à Genève ainsi que des bureaux permanents à Beyrouth, Bruxelles, Ljubljana, Ramallah, Tripoli et Tunis. Le Centre possède une division de recherche et cinq unités opérationnelles (Europe du Sud-Est, Moyen-Orient et Afrique du Nord, Afrique subsaharienne et place du genre dans la RSS, Partenariats publics-privés et l’Équipe internationale de conseil au secteur de la sécurité – ISSAT). Le DCAF emploie plus de 150 collaborateurs issus de près de 40 pays.

En 2013, les revenus du DCAF se sont élevés à 35 millions de francs suisses – dont 51,7 pour cent ont été financés par la Suisse et 48,3 pour cent par d’autres États membres et organisations internationales. Toutes les contributions versées au DCAF sont admissibles à l’APD (aide publique au développement).

Pour de plus amples informations sur le DCAF, voir [www.dcaf.ch](http://www.dcaf.ch)

# États membres du DCAF en 2013



# Préface du Directeur - Aller de l'avant



Chantier de la Maison de la Paix en février 2014

En septembre 2013, la construction des premiers bâtiments de la Maison de la Paix – qui accueillera le DCAF dans un très proche avenir – a été achevée. Petit à petit, cet impressionnant complexe de 230 millions de francs suisses prend forme. Situé en plein centre de la Genève internationale, il se compose de six tours reliées entre elles dénommées « pétales ». Le DCAF prendra possession de ses nouveaux locaux dans les cinquième et sixième pétales de la Maison de la Paix en janvier 2015. A l'heure actuelle, le cinquième pétale s'élève à une bonne cadence, et le sixième pétale le suivra de près. Les avancées remarquables constatées sur le chantier font écho aux progrès – rapides et manifestes – réalisés par le Centre lui-même tout au long de l'année 2013.

Au seuil de sa quatorzième année d'existence, le DCAF peut envisager l'avenir avec confiance. Le Conseil de fondation du DCAF comprend **61 États membres ainsi que six observateurs permanents**. En avril 2014, la Mongolie a déposé une demande d'adhésion, et des négociations sont en cours avec d'autres pays ainsi qu'avec des organisations multilatérales qui devraient aboutir à un accroissement du nombre des adhésions dans les prochaines années. Le Bureau du Conseil de fondation du DCAF est passé de cinq à sept membres en 2013 avec l'arrivée de la France et de la Norvège. Il faut noter que la Suisse, qui a été à l'origine de la création du DCAF,

ne représente plus la majorité des membres, et par conséquent des votes, au sein du Bureau. Ce changement reflète la tendance générale vers une participation de plus en plus marquée de la part des membres non suisses du DCAF dans le financement du Centre et dans la formulation de ses grandes orientations.

En 2013, le personnel du DCAF comptait plus de **150 employés** issus d'une quarantaine de pays. En plus de son siège à Genève, le Centre possède des bureaux à Beyrouth, Bruxelles, Ljubljana, Ramallah, Tripoli et Tunis. Les revenus annuels sont passés de 32,3 millions de francs suisses en 2012 à **35 millions de francs suisses** en 2013 – ce qui représente une augmentation de 8,4 pour cent. La contribution de la Suisse s'est élevée à 18,1 millions de francs suisses en 2013 soit 51,7 pour cent. L'aide financière apportée au DCAF a ainsi doublé depuis 2007. Tout porte à croire que cette tendance va continuer.

Plus important encore, la réputation du DCAF comme l'une des références mondiales en matière de gouvernance du secteur de la sécurité (GSS) et de réforme du secteur de la sécurité (RSS) a continué de se renforcer en 2013. Pour la quatrième année consécutive, le Centre figure au classement *Global Go-To Think Tank Index* établi chaque année par l'Université de Pennsylvanie à partir de l'analyse de 6 800 groupes de réflexion dans 182 pays<sup>1</sup>. Le DCAF est en 17<sup>ème</sup> place dans la catégorie « Meilleurs groupes de réflexion sur la transparence et la bonne gouvernance » et en 34<sup>ème</sup> place dans la catégorie « Meilleurs groupes de réflexion sur la défense et la sécurité nationale ». Par ailleurs, il fait partie des seules six institutions apparaissant à la fois dans les deux classements. Encore plus révélateur est le fait que le DCAF est l'une des deux seules organisations partenaires qui ont obtenu une mention élogieuse dans le second rapport du Secrétaire général des Nations Unies sur la RSS, publié en août 2013.

Les missions toujours plus nombreuses et complexes confiées au Centre – que ce soit au niveau stratégique, analytique ou opérationnel – témoignent clairement de son rôle majeur dans les domaines de la GSS/RSS. Parmi les exemples les plus récents, l'on peut citer :

- le choix du DCAF en tant que partenaire stratégique de la présidence en exercice suisse de l'OSCE pour 2014 ;
- l'engagement du DCAF dans la promotion de l'action de la Suisse sur la réglementation des prestataires de sécurité privés, notamment le Document de Montreux et le Code de conduite international des entreprises de sécurité privées (ICoC) ;

<sup>1</sup> <http://gotothinktank.com>

- la gestion par le DCAF d'importants volets de programmes de soutien aux forces policières en Europe du Sud-Est mis en place par la Direction suisse du développement et de la coopération (DDC) ainsi que plusieurs missions dans le domaine de la réforme de la police en Asie du Sud-Est (notamment au Myanmar), en Asie centrale, en Afrique du Nord et Afrique subsaharienne et en Amérique du Sud ;
- la participation du DCAF à la mise en œuvre de deux grands projets de réforme au sein du ministère de l'Intérieur en Serbie sous l'égide de l'Agence suédoise de coopération internationale pour le développement ;
- la volonté de la Norvège d'étudier la possibilité d'une relation stratégique avec le DCAF ;
- l'aide apportée par le DCAF au Gouvernement malien pour gérer les programmes de RSS mis en place par la communauté internationale dans le pays ;
- l'aide apportée par le DCAF à la toute nouvelle « Plate-forme Internet de Genève » dans la préparation d'une conférence de haut niveau sur le développement des pratiques internationales de gouvernance de l'Internet commanditée par le Département fédéral suisse des Affaires étrangères.

En 2013, le DCAF a continué à consolider son rôle de partenaire principal et de modérateur dans le contexte des efforts déployés par les Nations Unies pour définir leur approche et leur stratégie en matière de GSS/RSS. La coopération avec l'Union européenne sur les aspects opérationnels de la GSS/RSS s'est intensifiée. De la même façon, le DCAF a joué un rôle majeur dans la campagne de l'OTAN pour intégrer la question du genre dans sa structure organisationnelle et ses activités. De plus, l'étude réalisée par le Centre en 2013 sur le rôle de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) dans les domaines de la GSS/RSS a été l'occasion – après plusieurs années infructueuses – de renouer le dialogue sur la question dans le cadre politico-militaire de l'OSCE. Une autre étude du même genre, commanditée par la France en 2013, pourra sans doute servir de base à l'élaboration d'une nouvelle stratégie française sur la GSS/RSS.

Le conseil aux parlements, la gouvernance de la sécurité privée, la cybersécurité, la gouvernance des services du renseignement, les institutions de médiation pour les forces armées, la place du genre dans la GSS/RSS, tels sont entre autres les programmes mis en œuvre par les unités opérationnelles du DCAF, sa division de recherche et sa haute direction en 2013.

### **Le bureau du Directeur adjoint**

Le bureau du Directeur adjoint est chargé de la mise en œuvre des campagnes de sensibilisation du DCAF dans les nouveaux États indépendants, en Asie centrale et en Amérique latine. Il collabore avec l'Union interparlementaire, l'OTAN et l'Assemblée parlementaire de l'OTAN, et veille à la mise en œuvre de certains programmes de la DDC en Europe du Sud-Est.

L'année 2013 a été l'occasion d'une collaboration encore plus étroite avec des acteurs de la GSS en Arménie, en Géorgie, au Kirghizistan et en Mongolie sur tout un éventail de questions liées à la gouvernance de la sécurité.

Le DCAF a continué de jouer un rôle majeur dans la campagne « Renforcer l'intégrité » de l'OTAN et dans celles visant à faire reculer la corruption dans les institutions de défense. Après avoir aidé à lancer le mécanisme d'auto-évaluation du renforcement de la capacité d'intégrité dans les pays qui ont adopté le Processus des réunions des ministres de la Défense du Sud-Est de l'Europe (SEDM), le DCAF a mis en place une suite de mesures destinées à renforcer les capacités par le biais d'un programme d'une durée de deux ans spécialement conçu pour l'Europe du Sud-Est. Le Centre a également poursuivi sa collaboration avec l'Assemblée parlementaire de l'OTAN dans divers domaines.

En 2013, le DCAF a élargi la portée de ses activités de lutte contre la traite des êtres humains (TEH) en supervisant trois programmes financés par la DDC en Roumanie sur l'asile, la migration et la lutte contre la TEH, et en préparant un programme d'une durée de trois ans également financé par la DDC sur la lutte contre la TEH en Bulgarie.

### **La division de recherche**

En 2013, la division de recherche s'est consacrée à trois programmes thématiques bien établis du DCAF : la gouvernance démocratique, les institutions de sécurité, et « L'ONU et la RSS ». Elle a également soutenu un programme régional en Asie du Sud-Est et a fourni des prestations dans des domaines tels que l'édition ou les communications internes/externes.

Durant l'année 2013, la priorité a été donnée aux tâches suivantes : la participation à l'élaboration du second rapport du Secrétaire général des Nations Unies sur la RSS, la finalisation de l'étude sur le rôle de l'OSCE dans la GSS/RSS pour le compte de la présidence en exercice suisse de l'OSCE, et la poursuite de son engagement à soutenir la Conférence internationale des institutions d'ombudsman pour les forces armées.

Au cours de l'année, la division de recherche a également réussi à élargir la portée des activités régionales et nationales du DCAF en Asie du Sud-Est, notamment aux Philippines, en Thaïlande et – tout récemment

– au Myanmar, où le Centre a été chargé de mettre en œuvre le volet « obligation de rendre compte dans les forces de police » d'un important projet d'assistance de l'UE.

Enfin, en 2013, la division de recherche a participé au programme de conseil aux parlements avec un nouveau guide intitulé *La pertinence du contrôle parlementaire pour le secteur de la sécurité*, commandité par le Parlement européen.

#### **L'Équipe internationale de conseil au secteur de la sécurité**

L'Équipe internationale de conseil au secteur de la sécurité (ISSAT) a été créée par le DCAF pour soutenir les programmes de réforme des secteurs de la sécurité et de la justice, notamment dans les États fragiles ou affaiblis par un conflit. En 2013, l'ISSAT a célébré son cinquième anniversaire. Dans ce délai si court, l'ISSAT a démontré sa crédibilité et sa capacité à fournir des conseils de qualité en la matière. Pour avoir aidé à exécuter près de 300 opérations et missions tout au long de cette période, l'ISSAT a approfondi et affiné ses connaissances et ses compétences en GSS/RSS dans toutes sortes de thématiques et contextes géographiques.

En 2013, l'ISSAT a élargi son champ d'action à de nouvelles régions, par exemple en Afrique du Nord pour conseiller la mission d'appui des Nations Unies en Libye, ou en Amérique latine et dans les Caraïbes avec plusieurs missions d'appui à l'UE, l'OCDE et la Suisse.

Toujours en 2013, outre 71 missions entreprises pour 16 membres dans 40 pays différents, l'ISSAT a continué à consolider sa communauté mondiale de praticiens de la justice et de la sécurité. Celle-ci compte désormais plus de 1100 membres, et tous peuvent accéder à un vaste référentiel en ligne contenant des documents d'orientation stratégique et des études de cas, à une nouvelle plateforme d'apprentissage en ligne et à diverses autres ressources.

#### **La division Opérations I : Europe du Sud-Est**

La division Opérations I du DCAF concentre ses efforts sur la mise en place d'institutions judiciaires et sécuritaires responsables et efficaces dans les pays de l'Europe du Sud-Est et encourage la coopération entre les différentes parties prenantes à la gouvernance de la sécurité, notamment dans les rangs de la police et de la police frontalière de la région. Cette tâche est étroitement liée aux efforts nationaux et internationaux pour faire reculer le crime organisé, la corruption et la migration illégale en Europe du Sud-Est, et contribue à instaurer la stabilité et la sécurité de tous dans la région afin de permettre en fin de compte à ces pays de progresser vers la réalisation des objectifs de l'intégration européenne.

En 2013, la division Opérations I a contribué aux prises de décision et aux processus de concertation à l'échelon régional ministériel sur la coopération policière et a participé à plusieurs missions transfrontalières dans les Balkans de l'Ouest. Ses efforts ont également porté sur la mise au point de mécanismes visant à promouvoir l'obligation de rendre compte à l'interne et la surveillance externe ainsi que sur l'amélioration des procédures de gestion et d'encouragement de l'intégrité au sein des ministères dits « de force » et des services de police. Renforcer la capacité des parlements et de la société civile pour superviser le secteur de la sécurité a été un autre aspect important des travaux de la division.

#### **La division Opérations Moyen-Orient et Afrique du Nord**

La division Opérations consacrée au Moyen-Orient et à l'Afrique du Nord dirige les programmes de sensibilisation à la RSS et d'assistance en Egypte, en Iraq, en Libye, au Maroc, dans le territoire palestinien occupé, en Tunisie ainsi que dans les pays membres du Conseil de coopération du Golfe et la région plus vaste du golfe Persique. La division mène ses activités depuis le siège du DCAF à Genève ainsi que depuis les bureaux régionaux et nationaux du DCAF à Ramallah, Beyrouth, Tunis et Tripoli. Elle gère aussi le Fonds d'affectation pour l'aide au développement du secteur de la sécurité en Afrique du Nord du DCAF, qui joue un rôle essentiel dans l'accompagnement et le financement de programmes de RSS en Afrique du Nord. Au fil du temps, la division a accumulé un savoir-faire précieux, tant régional que national, et a établi des relations de confiance avec des parties prenantes importantes dans la région, issues du gouvernement comme du secteur de la sécurité.

En 2013, les efforts du DCAF au Moyen-Orient et en Afrique du Nord ont essentiellement consisté à soutenir des acteurs du secteur de la sécurité – des gouvernements, des parlements, des organisations de la société civile et des médias – en renforçant leur capacité de gouvernance et de supervision, notamment en ce qui concerne la transparence, le contrôle financier, le traitement des plaintes, et sur un plan général, les campagnes de sensibilisation et l'incitation aux débats locaux et régionaux sur la GSS.

#### **La division Opérations III : Afrique subsaharienne et place du genre dans la RSS**

La division Opérations III a été créée en 2012 lorsque le programme du DCAF « Genre et sécurité » et son programme « Afrique subsaharienne » ont fusionné. Durant 2013, la division a mené à bien 92 missions dans 33 pays, principalement en Afrique subsaharienne et dans les Balkans de l'Ouest. L'un des faits marquants de l'année a été le lancement d'un projet d'une durée de trois ans en collaboration avec la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) visant à formuler des directives sur la mise en œuvre du cadre stratégique de la CEDEAO pour promouvoir la GSS/RSS.

Les opérations se sont poursuivies au Mali où le DCAF aide à gérer les programmes de RSS mis en place par la communauté internationale. Un atelier régional – le premier de ce type – consacré à la place du genre dans les services policiers a été organisé en collaboration avec la police de la Sierra Leone et a réuni des représentants de services de police de haut niveau venus de la Côte d'Ivoire, de Guinée, du Libéria et du Sénégal. Pour finir, le projet « Place du genre dans la réforme du secteur de la justice », entrepris il y a deux ans avec la Bosnie-Herzégovine et en coopération avec le Département de la justice américain a continué sur sa lancée pour encourager les juges bosniaques à intégrer le genre dans leur activité professionnelle et soutenir l'Association des femmes juges.

#### **La division Opérations IV : les partenariats public-privé**

La division Opérations IV du DCAF a été créée en janvier 2013 dans l'esprit de renforcer et d'élargir encore davantage la portée des efforts novateurs déployés par le Centre pour aider les partenariats public-privé en matière de GSS. La majeure partie des travaux de la division concerne la réglementation du secteur des entreprises de sécurité privées au niveau international en encourageant l'adoption d'approches communes qui tissent une trame entre les États, le secteur et les organisations de la société civile (OSC). A cet égard, la division joue un rôle essentiel en soutenant la mise en œuvre du Document de Montreux ainsi que celle du Code de conduite international des entreprises de sécurité privées (ICoC).

L'un des temps forts de l'année 2013 aura été l'organisation conjointe par le Département fédéral des Affaires étrangères suisse, le Comité international de la Croix-Rouge et le DCAF de la Conférence Montreux +5, une manifestation qui aura permis de réunir les partisans de cette initiative pour débattre de questions fondamentales liées à sa mise en œuvre. L'année écoulée aura également été marquée par la constitution à Genève d'une association visant à former la structure de gouvernance et de contrôle du ICoC, dont le DCAF assurera le secrétariat intérimaire.

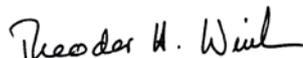
Le DCAF s'efforce aussi d'encourager et d'appuyer d'autres actions multipartites et d'autres partenariats public-privé qui rassemblent le secteur privé, les États, les organisations internationales et les OSC en vue de promouvoir la sécurité, le développement et la protection des droits humains. En tant qu'observateurs des Principes volontaires sur la sécurité et les droits de l'homme, le DCAF et le Comité international de la Croix-Rouge ont formé un partenariat dans le but de formuler une série de directives à l'attention des entreprises et des gouvernements qui adhèrent aux Principes volontaires et qui travaillent avec des forces de sécurité privées ou publiques dans des environnements complexes. Enfin, dans le domaine de la gouvernance de la cybersécurité, le DCAF met à profit son savoir-faire en réunissant différents groupes d'intervenants prêts à unir

leurs efforts pour progresser dans l'élaboration d'approches multipartites efficaces à la gouvernance des échanges internet.

### Gestion et haute direction

Au cours de 2013, le DCAF a entamé un processus interne afin d'intégrer encore davantage la gestion fondée sur les résultats dans tous les services du Centre. Alors que la supervision, l'évaluation et l'élaboration des rapports sur les résultats ont jusqu'ici presque toujours été effectués au niveau d'une division donnée, il semble qu'une plus grande cohérence permettrait au DCAF : d'harmoniser les diverses approches existantes ; de prendre des décisions stratégiques pour choisir quelles actions privilégier, comment mieux exécuter les programmes et allouer les ressources ; et de présenter un tableau plus complet des résultats obtenus aux parties prenantes du DCAF.

Dans le cadre de son processus de gestion axée sur les résultats, le DCAF présentera au Conseil de fondation fin 2014 une Théorie du changement qui affectera tous les services de l'organisation ainsi qu'une série d'indicateurs auxquels le Centre devra se référer régulièrement pour évaluer ses activités. Ce processus encouragera l'adoption de ce type de gestion par la haute direction tout comme l'adoption d'une culture du résultat dans tous les services du Centre. Il mettra également en place une méthode systématique qui permettra de suivre les progrès et d'identifier les marqueurs de la croissance.



Theodor H. Winkler  
Directeur du DCAF, Ambassadeur



Représentation numérique de la Maison de la Paix une fois la construction achevée (© IPAS Architectes SA, Neuchâtel)

# La coopération avec les organisations internationales

# Les Nations Unies

## Dates importantes :

- 
- 2003** En collaboration avec l'Office des Nations Unies à Genève, le DCAF organise une série d'événements annuels sur divers thèmes de la gouvernance du secteur de la sécurité.
- 
- 2005-2009** Le DCAF et le PNUD travaillent à l'élaboration de trois manuels sur la gouvernance démocratique du secteur de la sécurité : *Democratising Security in Transition States*, *Monitoring and Investigating the Security Sector* et *Public Oversight of the Security Sector* (ce dernier a été traduit en français sous le titre *Contrôle public du secteur de la sécurité*).
- 
- 2006-2007** Le DCAF soutient la République slovaque, alors à la présidence du Conseil de sécurité des Nations Unies, dans son initiative pour conduire le premier débat ouvert sur la RSS en février 2007.
- 
- 2006-2009** Le DCAF réalise deux études commanditées conjointement par le DOMP et le PNUD. La première, intitulée *La réforme du secteur de la sécurité et les missions intégrées des Nations Unies*, fournit les bases empiriques pour le rapport du Secrétaire général des Nations Unies sur la RSS, publié en janvier 2008 ; la seconde aboutit à la création d'un module axé sur le lien entre DDR et RSS et qui permettra d'évoluer vers les Normes intégrées des Nations Unies en matière de DDR.
- 
- 2007-2008** Le DCAF effectue pour le compte du Haut-commissariat aux droits de l'homme une étude interne sur les droits humains et la RSS.
- 
- 2008-2010** Le DCAF et le PNUD réalisent une évaluation complète des besoins en matière de RSS dans la région Pacifique et jouent le rôle de modérateur lors de la première conférence régionale sur le sujet.
- 
- 2008-2013** L'ISSAT du DCAF entreprend plus de 55 missions pour diverses agences et programmes des Nations Unies tant au siège que sur le terrain, notamment pour le Département des affaires politiques, le Département des opérations de maintien de la paix (DOMP), le Bureau d'appui à la consolidation de la paix et le PNUD.
- 
- 2009-2010** Sur mandat du Rapporteur spécial des Nations Unies sur la promotion et la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales dans la lutte antiterroriste, le DCAF établit un recueil de bonnes pratiques sur le cadre institutionnel et juridique du contrôle du renseignement, lequel a été adopté par le Conseil des droits de l'homme des Nations Unies en 2010 (A/HRC/14/46).

#### Dates importantes :

<b>2009-2013</b>	Le DCAF apporte son aide au Groupe de travail inter-agences des Nations Unies sur la RSS pour l'élaboration et le lancement de la toute première série de Notes d'orientation techniques intégrées.
<b>2011-2012</b>	Le DCAF aide le Bureau de l'État de droit et des institutions chargées de la sécurité (OROLSI) du DOMP à dresser la liste des méthodologies à utiliser pour évaluer l'impact en ce qui concerne la primauté du droit et les institutions sécuritaires.
<b>2012-2013</b>	Le DCAF initie un dialogue avec des États membres, des organes des Nations Unies et des experts concernant l'élaboration et le lancement du second rapport du Secrétaire général des Nations Unies sur la RSS, publié en août 2013 (A/67/970–S/2013/480).
<b>2013-2014</b>	La responsable du programme « L'ONU et la RSS » du DCAF est détachée au DOMP afin d'aider le Groupe de travail inter-agences des Nations Unies sur la RSS à formuler des directives sur le suivi et l'évaluation du soutien à la RSS.

Tout au long de l'année 2013, le DCAF a aidé la Slovaquie – co-présidente du Groupe des amis de la RSS et du Groupe de travail inter-agences des Nations Unies sur la RSS – à organiser une série de réunions destinées à encourager le dialogue avec des experts et des États membres de l'ONU concernant le second rapport du Secrétaire général des Nations Unies sur la RSS, officiellement publié en août 2013.<sup>2</sup> Le Centre a contribué à la conceptualisation du contenu de ces échanges, à la rédaction des documents définitifs et à la publication des délibérations. Il a ainsi participé à :

- une série d'événements de haut niveau et de réunions d'experts organisés à Genève en mars 2013 par l'Office des Nations Unies à Genève (ONUG) en collaboration avec la Slovaquie et le DCAF, le Département des opérations de maintien de la paix (DOMP) et le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). Intitulée « Les Nations Unies et la réforme du secteur de la sécurité – Aller de l'avant », ces réunions ont abouti à la publication d'une série de recommandations concrètes sur la mise en œuvre des Notes d'orientation techniques intégrées<sup>3</sup> et sur l'élaboration du second rapport du Secrétaire général des Nations Unies sur la RSS. Au programme de ces réunions, l'on a pu noter (i) la première présentation en Europe des notes d'orientation sur la RSS ; (ii) une réunion de

<sup>2</sup> *La gouvernance et la supervision du secteur de la sécurité ; la coordination au niveau international en matière de RSS ; le rôle de la participation nationale dans la RSS ; les politiques et stratégies nationales en matière de sécurité ; stratégie et orientation.* Second rapport du Secrétaire général des Nations Unies sur la RSS (A/67/970–S/2013/480).

<sup>3</sup> <http://unssr.unlb.org/Resources/UNandSSRGuidance/PolicyandGuidance.aspx>

haut niveau sur l'approche de l'ONU à la RSS à laquelle ont assisté le secrétaire d'État slovaque, M. Peter Burian, et les co-présidents du Groupe de travail inter-agences : le Sous-secrétaire général à l'État de droit et aux institutions chargées de la sécurité, M. Dmitry Titov, ainsi que l'Administrateur assistant du PNUD, M. Jordan Ryan ; et (iii) une réunion d'experts sur l'élaboration du second rapport du Secrétaire général des Nations Unies sur la RSS ;

- des concertations entre les États membres à propos de la version préliminaire du second rapport du Secrétaire général des Nations Unies sur la RSS, organisées par les co-présidents du Groupe des amis de la RSS, la Slovaquie et l'Afrique du Sud à New York en juin 2013. Après avoir examiné le projet de rapport soumis par les membres du Groupe de travail inter-agences des Nations Unies sur la RSS, les membres du Groupe des amis de la RSS l'ont approuvé et ont formulé quelques recommandations sur la manière de procéder ;
- une réunion de haut niveau du Groupe des amis de la RSS, ouverte à tous, organisée à New York en novembre 2013 pour lancer officiellement le second rapport du Secrétaire général des Nations Unies sur la RSS, au cours de laquelle les principaux messages contenus dans le rapport ont été analysés et les différentes options pour mettre en œuvre les priorités les plus urgentes ont été étudiées. Entre autres personnalités, le Secrétaire général adjoint des Nations Unies, M. Jan Eliasson, et le premier ministre adjoint/premier ministre des Affaires étrangères et européennes de la République slovaque, M. Miroslav Lajcak, se sont exprimés. Les États membres ont accueilli favorablement le second rapport du Secrétaire général des Nations Unies sur la RSS ainsi que les recommandations.

L'une des priorités mentionnées dans le second rapport du Secrétaire général sur la RSS est la nécessité pour l'ONU d'améliorer sa stratégie de suivi et d'évaluation du soutien à la RSS. En réponse à une demande officielle du Sous-secrétaire général Titov, le Département fédéral suisse des Affaires étrangères a accepté d'aider les Nations Unies sur ce point en détachant temporairement la responsable du programme du DCAF « L'ONU et la RSS » au DOMP. Sa mission consistera à donner suite à l'étude réalisée par le DCAF pour le Bureau de l'État de droit et des institutions chargées de la sécurité (OROLSI) visant à mesurer l'impact des missions de consolidation de la paix sur l'État de droit et les institutions de sécurité (*Measuring the Impact of Peacekeeping Missions on Rule of Law and Security Institutions*).<sup>4</sup> Il s'agit principalement d'aider le Groupe de

<sup>4</sup> <http://www.dcaf.ch/Publications/Measuring-the-Impact-of-Peacekeeping-Missions-on-Rule-of-Law-and-Security-Institutions>

travail inter-agences des Nations Unies à formuler des directives sur le suivi et l'évaluation du soutien de l'ONU à la RSS. Une nouvelle note d'orientation sera probablement rédigée pour aider le personnel de l'ONU à mettre en place un système cohérent de suivi et d'évaluation en matière de RSS, sur le terrain comme au siège.

En 2013, le DCAF a aussi collaboré étroitement avec divers bureaux et agences des Nations Unies sur le plan opérationnel. Le tableau ci-dessous indique les faits marquants de la collaboration entre le DCAF et les Nations Unies sur le terrain en 2013 :

<b>Commanditaires</b>	<b>Missions</b>
<b>Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation de la femme (ONU Femmes)</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Le DCAF a soutenu l'action de ONU Femmes pour mettre en œuvre son programme « Femmes, paix et sécurité » en Albanie en mettant à sa disposition des experts techniques pour appuyer les processus d'auto-évaluation concernant la question du genre dans la police et les forces armées albanaises. Les auto-évaluations ont été réalisées en s'inspirant du Guide d'auto-évaluation sur le genre pour la police, les forces armées et le secteur de la justice, publié par le DCAF.<sup>5</sup></li><li>• Le DCAF a soutenu ONU Femmes au Kosovo<sup>‡</sup> en organisant un atelier de renforcement de la capacité d'une durée de deux jours sur la question du genre, le maintien de l'ordre et les plaidoyers destinés aux civils et aux personnels féminins assermentés appartenant à la police du Kosovo. L'atelier avait pour objectif de favoriser la création d'une association de femmes policières.</li><li>• Le Centre a soutenu le projet interrégional de ONU Femmes intitulé « Women Connect Across Conflicts » en participant à la conférence de clôture du projet à Tbilisi en Géorgie.</li></ul>
<b>Force de police permanente de l'ONU (FPP)</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Le DCAF a dispensé une formation sur « la place de la réforme de la police dans le contexte général de la RSS » à l'usage des personnels de la FPP affectés aux missions de l'ONU sur le terrain.</li></ul>

<sup>5</sup> <http://www.dcaf.ch/Publications/Gender-Self-Assessment-Guide-for-the-Police-Armed-Forces-and-Justice-Sector>

<sup>‡</sup> L'Assemblée du Kosovo a déclaré l'indépendance du territoire le 17 février 2008. Tandis que 36 États membres du Conseil de fondation du DCAF ont reconnu l'indépendance du Kosovo, 24 ne l'ont pas acceptée et continuent de suivre les directives de la Résolution 1244 du Conseil de sécurité de l'ONU.

Commanditaires	Missions
<p><b>Groupe de travail inter-agences des Nations Unies sur la RSS</b></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Le DCAF a aidé le Groupe de travail inter-agences des Nations Unies sur la RSS à organiser un « atelier d'initiation pour le groupe des experts des Nations Unies spécialisés en RSS ». D'une durée de trois jours, il avait pour objectif de sensibiliser les participants à l'approche de l'ONU concernant la RSS, de créer un réseau en encourageant les échanges entre les participants, et de chercher comment optimiser leur travail en équipe.</li> </ul>
<p><b>Mission d'appui des Nations Unies en Libye</b></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Cette année encore, le DCAF a fait part au Bureau de la Mission d'appui des Nations Unies en Libye chargé de la consultation et de la coordination en matière de RSS de ses conseils et commentaires tirés de l'expérience acquise lors de l'élaboration du livre blanc sur la défense. L'objectif était de renforcer le rôle consultatif de l'ONU auprès des autorités libyennes dans la conception et la mise en forme de la première version de leur document intitulé <i>Towards a Defence White Paper</i> (Vers un livre blanc sur la défense).</li> <li>Conjointement avec le ministère de l'Intérieur lybien, le DCAF a organisé, sous l'égide de l'ONU, un atelier de deux jours sur les « principes et grandes étapes de la réforme du secteur de la police et son évolution ». Les travaux de l'atelier ont porté sur les normes et principes généraux à appliquer dans les situations de transition et sur l'analyse des études de cas tirées des expériences de réforme en Afrique du Sud et en Irlande du Nord.</li> </ul>
<p><b>Mission des Nations Unies au Libéria (MINUL)</b></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Le DCAF a aidé le MINUL et le PNUD à analyser les mécanismes utilisés à l'heure actuelle pour traiter la gestion et l'obligation de rendre compte dans les institutions de sécurité et de justice et à dégager des exemples de nouvelles pratiques. L'étude portait principalement sur (i) les mécanismes de responsabilisation au sein des secteurs de la justice et de la sécurité, y compris les mécanismes prévus pour le traitement des plaintes déposées par les citoyens ; (ii) le rôle et la fonction des comités concernés dans les milieux législatifs; et (iii) le rôle de la société civile, notamment les organisations locales et les médias.</li> </ul>
<p><b>Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI)</b></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>En collaboration avec l'ONUCI, le DCAF a organisé un atelier consacré à la RSS et destiné à des acteurs importants du secteur de la défense ivoirien sur le thème : « Comment gérer le leadership partagé et les problèmes de sécurité en Côte d'Ivoire pour améliorer la cohésion entre les participants autour des principes d'un processus de RSS holistique et participatif ».</li> </ul>

Commanditaires	Missions
<b>Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Le DCAF a soutenu les travaux du PNUD et du Centre de documentation d'Europe du Sud-Est et d'Europe de l'Est sur la lutte contre la prolifération des armes légères (SEESAC) en dispensant des cours de sensibilisation aux personnels des ministères de la Défense de Bosnie-Herzégovine, Macédoine*, Monténégro et Serbie concernés par la question du genre.</li><li>• Le DCAF a aidé le PNUD dans sa Mission de police civile en réalisant une étude visant à améliorer la prestation des services de police au Somaliland concernant la question du genre. Le Centre a contribué à l'élaboration d'une stratégie de maintien de l'ordre attentive à l'égalité des sexes et au renforcement de la capacité policière, laquelle permettra d'enquêter sur les cas de violence sexiste et de poursuivre les responsables de ce genre de délit.</li><li>• Le DCAF a fourni des services d'encadrement et de conseil ainsi que des cours de formation au personnel du PNUD affecté au Département de recherche de l'Observatoire somalien de la violence et de la criminalité. L'objectif était d'aider à mettre en place des indicateurs pour la surveillance de la sécurité et des conflits, de rassembler des données fiables et de les analyser, de mettre au point un système d'alerte précoce, et enfin d'accompagner les travaux de recherche aussi bien du point de vue qualitatif que du point de vue quantitatif.</li><li>• Le DCAF a apporté son assistance au Centre du PNUD pour le Pacifique et au Secrétariat du Forum des îles du Pacifique en participant à une réunion sur « la gouvernance du secteur de la sécurité dans le Pacifique », organisée aux îles Fidji pour 30 représentants venus de diverses nations des îles du Pacifique. Le Centre a également contribué à une évaluation des besoins dans le but non seulement d'élaborer des stratégies globales à l'usage de la police, des douanes, de l'immigration et des forces armées, mais encore d'instaurer des mécanismes efficaces de supervision et d'obligation de rendre compte destinés à assurer la protection des droits humains, des processus démocratiques et de l'État de droit par les institutions de sécurité.</li></ul>

\* Désignée à toutes fins utiles au sein de l'UE, de l'OTAN, de l'OSCE et des Nations Unies sous le nom d'« ex-Républiqueyougoslave de Macédoine ».

#### Principaux résultats obtenus en 2013 :

- Le DCAF a participé à l'élaboration et au lancement du second rapport du Secrétaire général de l'ONU sur la RSS, publié officiellement en août 2013.
- Le Centre a assisté l'ONU dans la mise au point d'une stratégie pour le suivi et l'évaluation des activités de RSS en détachant la responsable du programme du DCAF « L'ONU et la RSS ».
- Le DCAF a entrepris plusieurs missions d'appui et de formation afin d'aider par ses conseils diverses agences et départements des Nations Unies, tant au siège que sur le terrain.
- Le DCAF a apporté son assistance technique à ONU Femmes pour la mise en œuvre de projets de RSS et de sensibilisation à la question de l'égalité des genres en Albanie, en Géorgie et au Kosovo.

Pour de plus amples informations sur la coopération entre le DCAF et les Nations Unies, voir [www.dcaf.ch/Partner/United-Nations](http://www.dcaf.ch/Partner/United-Nations)

# L'Union européenne

## Dates importantes :

2004-2006	Le DCAF encourage l'élaboration d'un cadre stratégique global visant à promouvoir la RSS dans l'Union européenne.
2005	Le DCAF ouvre un bureau à Bruxelles. Il est l'un des auteurs du document <i>Promoting Security Sector Governance in the EU's Neighbourhood</i> commandité par l'Institut d'études de sécurité de l'Union européenne.
2007	Le DCAF achève l'étude <i>Parliamentary Oversight of Civilian and Military ESDP Missions: The European and National Levels</i> pour le Parlement européen.
2008	Le DCAF ouvre un bureau à Ljubljana et publie l'étude <i>The European Union and Security Sector Reform</i> .
2009	L'UE rejoint le Comité de direction de l'ISSAT. L'ISSAT se voit confier ses premières missions de formation et de conseil pour les opérations sur le terrain par l'UE.
2009-2013	Le DCAF entreprend plusieurs missions pour diverses agences et délégations de l'UE, notamment la Commission européenne, les délégations de l'UE en République centrafricaine, en République démocratique du Congo, en Guinée, et le Collège européen de sécurité et de défense.
2010-2011	Le DCAF réalise l'étude <i>Parliamentary Oversight of Security and Intelligence Agencies in the European Union</i> pour le Parlement européen.
2011	Le DCAF et Frontex signent un accord de collaboration pour assurer la gestion des frontières.
2012	Le DCAF se voit confier ses premières missions pour assister la Cour des comptes européenne ainsi que la Politique de sécurité et de défense commune (PSDC). Le Parlement européen demande au DCAF de rédiger un ouvrage sur le contrôle parlementaire du secteur de la sécurité dans les États en transition vers la démocratie.
2013	Le DCAF met en œuvre la composante « obligation de rendre compte » du projet de l'UE « Appui à la réforme des forces de police du Myanmar pour les services de police de proximité et la gestion des foules ».
	Sur mandat de la Commission européenne, le DCAF réalise une étude sur le soutien de l'UE à la réforme du secteur de la justice et de la sécurité dans 34 pays en Amérique latine et dans les Caraïbes.

En 2013, le DCAF a poursuivi sa collaboration avec l'Union européenne (UE) ainsi qu'en attestent non seulement les chiffres mais également l'importance des missions comparé aux années précédentes.

Depuis 2013, l'UE accorde une aide financière au programme du DCAF dans le territoire palestinien occupé consacré à l'amélioration de la supervision publique du secteur de la sécurité ainsi qu'à plusieurs projets relatifs à l'éducation et à la formation des forces de police en Europe du Sud-Est. A partir de 2014, l'UE financera également les activités du Centre à Ljubljana liées à l'application de la Convention de coopération policière pour l'Europe du Sud-Est.<sup>6</sup>

Au niveau opérationnel, le DCAF a encouragé la coopération avec l'UE dans les domaines de la migration et de la traite des êtres humains (TEH), la sécurité frontalière et la réforme de la police.

#### Migration et prévention de la traite des êtres humains

- En 2013, le DCAF a organisé conjointement avec le Service spécial pour la sécurité nationale hongrois une conférence régionale sur « la sécurité à l'intérieur de l'Europe et la dynamique des migrations : migration forcée et clandestine dans l'espace Schengen et le continent européen ». Y ont participé 40 représentants gouvernementaux venus d'Algérie, d'Autriche, d'Azerbaïdjan, du Bélarus, de Bosnie-Herzégovine, de Bulgarie, de Croatie, de Géorgie, de Grèce, d'Italie, de Moldavie, du Maroc, de Norvège, de Roumanie, de Russie, de Slovénie, de Suède, de Suisse, de Tunisie, de Turquie, et d'Ukraine.
- En 2014, le DCAF a entrepris un projet de trois ans sur « la problématique de la demande dans les stratégies de lutte contre la traite des êtres humains » en collaboration avec un groupe interdisciplinaire de partenaires issus de l'Institut universitaire européen, du Centre international pour le développement des politiques migratoires, de l'association La Strada International et sa filiale tchèque, de l'Université de Brême, de l'Université de Durham, de l'Université d'Edimbourg et de l'Université de Lund. Le DCAF réalise une étude de cas sur le maintien de l'ordre, plus précisément sur la façon dont les pouvoirs publics font respecter les dispositions respectives du droit pénal et du droit public (par exemple la réglementation relative à la lutte contre la TEH ou à la législation du travail), qui aidera à mieux faire comprendre le rôle et les limitations des acteurs du maintien de l'ordre et de ce secteur en général dans le cadre des efforts déployés pour résoudre le problème de la demande en matière de TEH.

<sup>6</sup> <http://www.pccseesecretariat.si/> Pour de plus amples informations sur la Convention de coopération policière voir la partie Partie II du présent rapport *La coopération régionale / L'Europe du Sud-Est*.

### Sécurité aux frontières

- De concert avec la Mission de l'UE d'assistance à la frontière entre la Moldavie et l'Ukraine, le DCAF a continué de travailler à la mise en œuvre d'un ensemble de cours avancés de formation à distance sur « les pratiques modernes en matière de contrôle des frontières et les normes de l'UE y afférentes » à l'usage des commissaires de postes de police frontalière et des cadres de niveau intermédiaire chargés de la sécurité aux frontières. Entre septembre 2011 et avril 2013, 30 participants employés de postes de police frontalière et élèves d'écoles de sécurité frontalière sont venus de Khmelnytskyi en Ukraine et de Chisinau en Moldavie pour participer à ce cours (15 pour chacun de ces deux pays). La Mission de l'UE d'assistance à la frontière entre la Moldavie et l'Ukraine ainsi que les deux pays précités ont manifesté leur intérêt non seulement d'organiser un second cours de ce type mais aussi de mettre au point avec l'aide du DCAF un cours similaire à l'usage des commissaires régionaux et des cadres supérieurs responsables de la sécurité aux frontières.
- En 2013, le DCAF a continué de travailler avec le Programme de gestion des frontières pour l'Asie centrale du PNUD et de l'UE (BOMCA 8) afin de permettre aux cinq États d'Asie centrale de créer des dispositifs de contrôle des frontières modernes et efficaces. Les négociations avec le BOMCA 8 ont abouti à la rédaction de la première ébauche d'un projet d'assistance mené par le DCAF, dont les diverses activités en matière de sécurité des frontières iraient du renforcement de la capacité au niveau national à l'élaboration de mécanismes de coopération au niveau régional dans les domaines de l'éducation et de la formation, de l'analyse des risques, du renseignement criminel et des enquêtes criminelles. Des négociations plus approfondies, visant à transformer cette ébauche approuvée de projet en un véritable programme qui s'étalera sur plusieurs années, sont en cours.
- Le Centre a également participé à une étude sur la sécurité aux frontières et les mines antipersonnel (*Border Security without Anti-Personnel Mines*) réalisée par l'Unité d'appui à l'application de la Convention sur l'interdiction de mines antipersonnel, qui est hébergée par le Centre international de déminage humanitaire – Genève. L'étude a été commanditée par l'UE suite à la décision du Conseil de l'UE de soutenir le Plan d'action de Carthagène, lequel oblige les États membres à entreprendre une série d'actions spécifiques durant la période 2010–2014 aux fins de promouvoir l'application de la Convention sur l'interdiction des mines et son adoption par tous. L'étude a été publiée pour la 13<sup>ème</sup> réunion des États membres à la Convention qui a eu lieu en décembre 2013.

### Réforme de la police

- En 2013, dans le cadre de l'« Instrument pour la stabilité » de l'UE, le DCAF a commencé à mettre en œuvre la composante « obligation de rendre compte » du projet « Appui à la réforme des forces de police du Myanmar pour les services de police de proximité et la gestion des foules », qui fait partie d'une mission confiée par l'UE au Groupe international de gestion. Le Centre travaille avec des parties prenantes locales sur les trois points suivants : l'énoncé d'une nouvelle conception de la police, l'actualisation du cadre juridique et des codes de fonctionnement, et l'élaboration de pratiques visant à rendre la police plus responsable devant le parlement.

Outre cette coopération sur le terrain, la collaboration du DCAF avec les institutions de l'UE s'est également intensifiée, notamment en ce qui concerne l'élaboration des stratégies et les services de conseil. En 2013, le DCAF a terminé son étude sur « le contrôle parlementaire du secteur de la sécurité » (*Parliamentary Oversight of the Security Sector*), commanditée par le Bureau du Parlement européen pour la promotion de la démocratie parlementaire.<sup>7</sup> Le document traite du rôle des parlements dans la gouvernance du secteur de la sécurité et donne une vue d'ensemble des principales questions qui ont un effet sur le contrôle parlementaire et, plus généralement, la gouvernance démocratique du secteur de la sécurité dans les démocraties nouvelles et émergentes.

En 2013, l'Équipe internationale de conseil au secteur de la sécurité (ISSAT) du DCAF a elle aussi achevé une étude importante pour le compte de l'UE sur « l'appui de l'UE à la réforme du secteur de la justice et de la sécurité en Amérique latine et aux Caraïbes » (*EU Support to Justice and Security Sector Reform in Latin America and the Caribbean.*) L'étude comporte une analyse de la gouvernance du secteur de la sécurité dans 34 pays d'Amérique latine et des Caraïbes bénéficiaires de l'aide de l'UE et formule des recommandations à l'intention de la Commission européenne en vue de son engagement dans la région au titre du prochain cadre financier pluriannuel (2014–2020).

D'autre part, le DCAF a exécuté une mission d'appui sur le terrain ainsi que deux campagnes de sensibilisation pour le compte de l'UE en 2013. L'ISSAT a notamment :

- aidé le Service d'instruments de politique étrangère de la Commission européenne en organisant un séminaire sur « l'utilisation des théories du changement dans le cadre de programmes pour la prévention des conflits, la gestion des crises et la consolidation de la paix » destiné

<sup>7</sup> [http://www.europarl.europa.eu/pdf/oppd/Page\\_1/Oversight-web.pdf](http://www.europarl.europa.eu/pdf/oppd/Page_1/Oversight-web.pdf)

aux personnels de l'UE délégués ou travaillant au siège sur des projets financés par l'Instrument pour la stabilité.

- apporté son aide logistique et didactique lors d'une conférence sur « les crises, la sécurité et la justice en Afrique centrale et de l'Ouest ». L'un des objectifs de la conférence était de présenter les principes fondamentaux de la RSS aux directeurs de programmes, responsables politiques et chefs de délégation de l'UE afin d'assurer leur prise en compte au moment de la formulation des prochains documents de planning stratégique régionaux et par pays destinés au onzième Fonds européen de développement (2014-2020).

#### Principaux résultats obtenus en 2013 :

- Le DCAF a renforcé sa collaboration avec l'UE au niveau opérationnel dans les domaines suivants : migration et traite des êtres humains, sécurité aux frontières (Europe du Sud-Est, Asie centrale) et réforme de la police (Myanmar).
- Le DCAF a obtenu de l'UE les fonds nécessaires pour financer ses programmes dans le territoire palestinien occupé ainsi que plusieurs projets concernant l'éducation et la formation de la police en Europe du Sud-Est et les activités du Centre à Ljubljana relatives à la mise en œuvre de la Convention de coopération policière pour l'Europe du Sud-Est.
- Le DCAF a contribué aux travaux de la Commission européenne en vue d'élaborer le prochain programme de soutien (2014-2020) en Amérique latine et aux Caraïbes en réalisant une étude sur « l'appui de l'UE à la réforme du secteur de la justice et de la sécurité en Amérique latine et aux Caraïbes ».
- Le DCAF a terminé l'ouvrage *Le contrôle parlementaire du secteur de la sécurité*, commandité par le Bureau du Parlement européen pour la promotion de la démocratie parlementaire.

Pour de plus amples informations sur la coopération entre le DCAF et l'UE, voir [www.dcaf.ch/Partner/European-Union](http://www.dcaf.ch/Partner/European-Union)

# L'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe

## Dates importantes :

---

- 1994** Les États membres de l'OSCE adoptent le Code de conduite relatif aux aspects politico-militaires de la sécurité.
- 
- 2004** Le DCAF et l'OSCE signent un protocole d'accord qui établit un partenariat stratégique.
- L'OSCE participe en tant que commanditaire et partenaire opérationnel à deux programmes du DCAF : le Programme de conseil aux personnels parlementaires et le Programme sur la sécurité des frontières dans les Balkans de l'Ouest.
- 
- 2008** Le DCAF et le Bureau des institutions démocratiques et des droits de l'homme (BIDDH) de l'OSCE publient le *Manuel sur les droits de l'homme et les libertés fondamentales du personnel des forces armées*.
- Le DCAF, le BIDDH et l'Institut international de recherche et de formation des Nations Unies pour la promotion de la femme (UN-INSTRAW) publient la boîte à outils *La place du genre dans la réforme du secteur de la sécurité*.
- 
- 2012** Le DCAF conclut un partenariat stratégique avec la Suisse afin de préparer la présidence en exercice suisse de l'OSCE prévue pour 2014.
- Le DCAF, la Direction des menaces transnationales du Secrétariat de l'OSCE et l'École des cadres pour la gestion des frontières de l'OSCE signent un accord de coopération en vue de mettre en place un cours de formation sur la sécurité des frontières et leur gestion.
- 
- 2013** L'OSCE rejoint le Comité de direction de l'ISSAT.
- Le DCAF termine son étude sur le rôle de l'OSCE dans la gouvernance et la réforme du secteur de la sécurité (*The Role of the OSCE in Security Sector Governance and Reform*).

En 2013, le DCAF a poursuivi son partenariat stratégique avec le Gouvernement helvétique afin de préparer la présidence en exercice suisse de l'OSCE prévue pour 2014. A cet effet, le Centre a constitué un groupe de travail dont la tâche exclusive est de fournir à la Suisse un soutien pour ses besoins en matière de programmation et de contenu. Sa contribution prend plusieurs formes : une étude sur le rôle de l'OSCE dans la gouvernance et la réforme du secteur de la sécurité, des débats thématiques de haut niveau « OSCE Focus » avec l'OSCE, l'organisation d'une session ordinaire de l'Assemblée parlementaire de l'OSCE à Genève en octobre 2014, et une série de projets de renforcement de la capacité en GSS dans les Balkans de l'Ouest, le Caucase et l'Asie centrale entrepris depuis janvier 2013. Entre 2013 et 2015, la Direction suisse du développement et de la coopération (DDC) a prévu d'allouer 0,6 million de francs suisses par an au DCAF pour son aide à la présidence en exercice de la Suisse. Fait important, en 2013, l'OSCE s'est jointe au Comité de direction de l'Équipe internationale de conseil au secteur de la sécurité (ISSAT) du DCAF.

Durant l'année 2013, l'une des contributions majeures du Centre à l'OSCE dans le cadre de son partenariat stratégique avec le Gouvernement suisse a été la réalisation de l'étude *The Role of the OSCE in Security Sector Governance and Reform* sur le rôle joué par l'OSCE dans la gouvernance et la réforme du secteur de la sécurité. L'étude, qui avait été commanditée par le Département fédéral suisse des Affaires étrangères avec l'aval du Secrétaire général de l'OSCE, repose à la fois sur une recherche documentaire approfondie, sur l'expérience tirée de missions sur le terrain en Bosnie-Herzégovine, au Kirghizistan, en Serbie et au Tadjikistan, et sur une série d'entretiens avec plus de 170 interlocuteurs. Elle décrit le cadre normatif et les rôles opérationnels de l'OSCE et donne une idée générale de l'approche *de facto* de l'organisation à la GSS/RSS que ce soit au niveau de la stratégie, des thèmes ou des programmes. Elle dégage dix enseignements de l'expérience de l'OSCE en matière de soutien à la GSS/RSS et formule en conclusion une série de recommandations générales et spécifiques. Les versions préliminaires de l'étude ont été revues par des fonctionnaires de l'OSCE, des représentants d'États participants et des experts indépendants. La version définitive a été diffusée aux organes de l'OSCE ainsi qu'aux États participants et a été présentée par le DCAF à la réunion de la Commission sécurité de l'OSCE au début de 2014. Plusieurs des recommandations mises en avant ont été adoptées, notamment la création d'un Groupe des amis de la GSS/RSS, l'organisation conjointement avec les Nations Unies d'une conférence de sensibilisation, et la mise au point de directives sur la GSS/RSS.

En 2013, le partenariat de longue date entre le DCAF et le Bureau des institutions démocratiques et des droits de l'homme (BIDDH) de l'OSCE s'est

poursuivi tout au long des accords pour réaliser une étude exploratoire sur le rôle des institutions de médiation dans le dépôt des plaintes concernant les forces armées dans les pays participants de l'OSCE. L'étude permettra de compléter les connaissances actuelles sur l'efficacité et l'équité des institutions de médiation lors du traitement des plaintes relatives aux violations des droits humains et aux fautes de gestion qui pourraient être commises par les forces armées ou dans leurs rangs. Elle permettra la publication d'une série de recommandations visant à renforcer le fonctionnement des institutions de médiation ayant compétence sur les forces armées. Les résultats serviront également plus tard pour d'autres activités de renforcement des capacités.

Le DCAF a également poursuivi sa collaboration avec le BIDDH et le Bureau du conseiller pour la question du genre de l'OSCE, avec l'élaboration de trois notes d'orientation sur la place du genre dans la supervision du secteur de la sécurité. Ces notes – destinées respectivement à la police, aux forces armées et aux organismes (nationaux ou de médiation) pour la protection des droits humains – préconisent aux institutions du secteur de la sécurité d'intégrer ce souci d'égalité non seulement dans leur façon de concevoir leur propre planification et de gérer leur propre personnel mais également dans leur façon de fournir leurs prestations et d'exécuter leurs missions.

En 2013, dans le cadre de son partenariat stratégique avec le Gouvernement helvétique pour préparer la présidence en exercice suisse de l'OSCE, le DCAF a co-organisé pour la troisième fois la réunion annuelle de haut niveau « OSCE Focus ». Intitulé « Creating a Security Community for the Benefit of Everyone » (Créer un environnement sécuritaire pour le bien de tous), le séminaire a été l'occasion de formuler quelques conseils d'ordre pratique concernant les priorités de la Suisse pour la présidence en exercice et les différentes possibilités de programmes. Les séances ont été consacrées aux questions suivantes : Helsinki +40 – Que reste-t-il à faire d'ici 2015 ? ; La RSS dans l'espace OSCE ; Comment relever les défis environnementaux ; Comment comparer les instruments de l'OSCE et des agences de l'ONU pour la surveillance des droits humains ; Comment améliorer le contrôle des armes ; Les menaces transnationales : la lutte contre le terrorisme dans les pays de l'OSCE. Ont participé à ce séminaire le Secrétaire général de l'OSCE, M. Lamberto Zannier, le directeur du BIDDH de l'OSCE, le directeur du Centre de l'OSCE pour la prévention des conflits, et des représentants des présidences irlandaise, serbe, suisse et ukrainienne.

La collaboration du DCAF avec l'OSCE a également porté sur le renforcement de la coopération pour la sécurité régionale aux frontières, et a abouti en janvier 2013 à la signature d'accords de coopération avec l'Équipe des

frontières de l'OSCE et l'École des cadres pour la gestion des frontières de l'OSCE à Douchanbé. Ces accords permettront de mettre au point un cours de perfectionnement en ligne d'une durée de 12 mois sur la sécurité des frontières et leur gestion à l'attention des hauts responsables. Intitulé « Border Security and Management for Senior Leadership », il sera disponible une fois par an à partir de juin 2014. Il s'adresse aux professionnels de la sécurité des frontières (de niveaux intermédiaire et supérieur) en poste dans toute la région concernée par l'OSCE que ce soit sur le terrain ou dans les bureaux. Il s'appuie sur les matériels didactiques élaborés par le Programme du DCAF pour la sécurité des frontières dans les Balkans de l'Ouest et combine différentes prestations à un niveau avancé, des modules d'apprentissage à distance, des exercices en salle et des séances de formation pratique sur le terrain à l'école BMSC à Douchanbé. Les écoles de sécurité frontalière des cinq États d'Asie centrale ont manifesté leur intérêt pour travailler avec le DCAF à l'élaboration d'un cours similaire, spécifiquement conçu pour l'Asie centrale.

Au cours de l'année 2013, le DCAF a encore davantage élargi son partenariat opérationnel avec les bureaux de l'OSCE à Erevan en Arménie et avec le Centre de l'OSCE à Bichkek au Kirghizistan. Il a également travaillé avec le BIDDH sur plusieurs projets en Géorgie et a participé à une conférence organisée par le Centre de l'OSCE à Astana au Kazakhstan sur le rôle de l'OSCE dans la communauté sécuritaire eurasiatique.

#### Principaux résultats obtenus en 2013 :

- Le DCAF a conclu officiellement un partenariat stratégique (de 2013 à 2015) avec le Gouvernement helvétique afin d'aider à préparer la présidence en exercice suisse de l'OSCE.
- Le DCAF a terminé son étude sur le rôle de l'OSCE dans la gouvernance et la réforme du secteur de la sécurité.
- Conjointement avec le BDDH de l'OSCE, le DCAF a réalisé une étude exploratoire sur le rôle des institutions de médiation pour les forces armées dans les pays participants de l'OSCE.
- Le DCAF a entrepris l'élaboration de notes d'orientation pour l'OSCE sur l'intégration de la question du genre dans la surveillance du secteur de la sécurité.
- Pour la troisième fois, le Centre a organisé la réunion de haut niveau « OSCE Focus ».

- Le DCAF a signé des accords de coopération avec l'Équipe des frontières de l'OSCE et avec l'École des cadres pour la gestion des frontières de l'OSCE à Douchanbé afin de mettre au point un cours de perfectionnement en ligne sur la sécurité des frontières et leur gestion.
- Le DCAF a poursuivi et diversifié sa collaboration avec les bureaux locaux de l'OSCE en Arménie, au Kazakhstan et au Kirghizistan.

Pour de plus amples informations sur la coopération entre le DCAF et l'OSCE, voir [www.dcaf.ch/Partner/The-OSCE](http://www.dcaf.ch/Partner/The-OSCE)

# L'OTAN et l'Assemblée parlementaire de l'OTAN

## Dates importantes :

---

- 1996** La Suisse se joint au programme Partenariat pour la paix de l'OTAN.
- 
- 2001** Le DCAF commence à mettre ses modules de formation à la disposition du Programme des nouveaux parlementaires de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN.
- Le DCAF préside le groupe de travail du Groupement d'institutions d'études de défense et de sécurité du programme Partenariat pour la paix chargé d'étudier la question de la RSS.
- 
- 2003** Le DCAF et l'Assemblée parlementaire de l'OTAN publient l'ouvrage *Oversight and Guidance: The Relevance of Parliamentary Oversight for the Security Sector and its Reform* (Contrôle et orientation – La pertinence du Contrôle parlementaire pour le secteur de la sécurité et sa réforme).
- 
- 2005** Le DCAF et la Direction politique et planification de l'OTAN commencent à travailler ensemble sur la programmation de la gouvernance démocratique du secteur de la sécurité en Ukraine.
- Le DCAF soutient l'OTAN dans son initiative pour promouvoir le Plan d'action du partenariat pour l'établissement d'institutions de défense (Partnership Action Plan on Defence Institution Building, PAP-DIB), présenté au sommet de l'OTAN à Istanbul en 2004.
- 
- 2006** Le DCAF présente au Comité directeur politico-militaire de l'OTAN les rapports d'étape du Plan d'action PAP-DIB pour les pays du Caucase du Sud, d'Asie centrale et la Moldavie.
- 
- 2009** Le DCAF soutient le Programme de l'OTAN pour le renforcement de l'intégrité et met au point le *Recueil des meilleures pratiques – Renforcer l'intégrité et faire reculer la corruption dans les institutions de défense*.
- Le DCAF entame une collaboration suivie avec le Comité OTAN sur la dimension du genre.

- 2010** Le DCAF publie deux ouvrages, le premier (traduit en français) s'intitule *Fondamentaux sur l'élaboration de l'institution de défense*, le second est une boîte à outils parue sous le titre *Defence Institution Building Self-Assessment Kit*. Tous deux traitent du Plan d'action PAP-DIB.
- 
- 2012 - 2013** Le DCAF est chargé de la promotion des processus d'auto-évaluation du renforcement de l'intégrité dans les États qui ont adopté le Processus des réunions des ministres de la Défense du Sud-Est de l'Europe (SEDM).

En 2013, la collaboration entre le DCAF et l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) a porté principalement sur des questions de contrôle parlementaire relatives au secteur de la sécurité, à la place de l'égalité des sexes dans la réforme du secteur de la sécurité et au renforcement de l'intégrité. Le Centre a continué de travailler avec l'Assemblée parlementaire de l'OTAN, le Bureau de liaison de l'OTAN en Ukraine et l'équipe du programme Partenariat pour la paix chargée du dossier renforcement de l'intégrité.

La collaboration avec l'Assemblée parlementaire de l'OTAN s'est poursuivie tout au long de l'année 2013 dans plusieurs domaines :

- Le DCAF a continué à apporter son soutien au « Programme d'orientation » destiné aux membres du parlement nouvellement élus. Il s'agit d'un projet de coopération de longue durée avec l'Assemblée parlementaire de l'OTAN précédemment appelé « Programme des nouveaux parlementaires ». De plus, le DCAF a participé à deux séminaires sur le renforcement de la capacité organisés à l'intention de parlementaires venus d'Arménie et de Géorgie.
- Le DCAF a participé aux 83<sup>ème</sup> et 84<sup>ème</sup> séminaires Rose-Roth en Géorgie et au Kirghizistan ainsi qu'au séminaire conjoint Rose-Roth / Groupe spécial Méditerranée et Moyen-Orient et Sous-commission pour la coopération et la convergence économiques est-ouest sur le thème « les changements politiques en Afrique du Nord ».
- Le Centre a également pris part à la session annuelle de l'Assemblée de l'OTAN à Dubrovnik en Croatie au cours de laquelle il a présenté une étude sur l'engagement des parlements à faire progresser la cause « Femmes, paix et sécurité » dans les pays membres de l'OTAN.<sup>8</sup> Commanditée par la commission de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN chargée de la dimension civile de la sécurité, l'étude propose

<sup>8</sup> <http://www.dcaf.ch/Publications/Involvement-of-Parliaments-in-Advancing-the-Women-Peace-and-Security-Agenda-in-NATO-Member-Countries>

une synthèse analytique des résultats d'une enquête sur la mise en œuvre au niveau national de la résolution 1325 du Conseil de sécurité de l'ONU sur les femmes, la paix et la sécurité dans les pays membres de l'OTAN.

- La version actualisée du manuel de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN et du DCAF *Oversight and Guidance : The Relevance of Parliamentary Oversight for the Security Sector* a été publiée en Arabe et en Français. La version française est parue sous le titre : *Contrôle et orientation – La pertinence du contrôle parlementaire pour le secteur de la sécurité*.<sup>9</sup>

En 2013, le DCAF a continué à soutenir l'OTAN dans sa campagne pour le renforcement de l'intégrité et la lutte contre la corruption dans les milieux de la défense, notamment en encourageant les pays qui ont adopté le Processus des réunions des ministres de la Défense du Sud-Est de l'Europe (SEDM) à réaliser leur auto-évaluation concernant le renforcement de l'intégrité. Les équipes nationales chargées de cette tâche doivent se livrer à une série d'activités visant à améliorer leurs compétences.<sup>10</sup>

L'intégration de la question de l'égalité des sexes dans les institutions et les opérations relevant de l'OTAN a elle aussi été au centre de la collaboration entre le DCAF et l'Organisation en 2013. Le DCAF a pris part à trois conférences de l'OTAN sur le sujet et s'est joint à un groupe d'experts réunis par le Commandement allié Transformation de l'OTAN dans le but de mettre au point un cours préparatoire de niveau supérieur à distance sur ce thème, destiné aux pays membres de l'OTAN et aux pays partenaires.

En tant que président du groupe de travail du Groupement d'institutions d'études de défense et de sécurité du programme Partenariat pour la paix chargé de la question de la RSS, le DCAF a organisé un atelier sur « comment inscrire la question du genre aux programmes des écoles militaires », plus précisément comment résoudre l'importante question de l'égalité des sexes dans l'éducation et la formation militaires dans le cadre du programme Partenariat pour la paix. En outre, le DCAF a partagé son savoir-faire en matière d'égalité des sexes, de diversité et des droits humains avec l'OTAN et avec le programme Partenariat pour la paix en se chargeant de la rédaction du manuel d'instruction militaire de l'OTAN à l'intention des sous-officiers.

<sup>9</sup> <http://www.dcaf.ch/Publications/Oversight-and-Guidance-The-Relevance-of-Parliamentary-Oversight-for-the-Security-Sector>

<sup>10</sup> Pour de plus amples informations sur le renforcement de l'intégrité et les mesures de lutte contre la corruption, voir la Partie III du présent rapport *Les grands thèmes de la GSS en 2013 / Renforcement de l'intégrité*

La mise en œuvre de la résolution du Conseil de sécurité de l'ONU sur les femmes, la paix et la sécurité dans le cadre des opérations de l'OTAN a été l'un des thèmes abordés lors de la visite au DCAF d'une délégation conduite par le Commandant suprême adjoint des forces alliées en Europe en septembre 2013. La visite a été l'occasion d'un échange fructueux pour tous et de renforcer la collaboration entre l'OTAN et le DCAF concernant plusieurs questions de GSS.

#### Principaux résultats obtenus en 2013 :

- Le DCAF a poursuivi sa collaboration avec l'Assemblée parlementaire de l'OTAN sur le renforcement des capacités parmi les parlementaires.
- Dans le cadre d'un mandat de l'OTAN, le DCAF a aidé les pays qui ont adopté le Processus des réunions des ministres de la Défense du Sud-Est de l'Europe (SEDM) à réaliser leur auto-évaluation concernant le renforcement de l'intégrité.
- Le Centre a poursuivi ses activités relatives au renforcement des capacités et a continué à élaborer des matériels didactiques sur le genre pour l'éducation et la formation des militaires dans les pays membres de l'OTAN et les pays partenaires.

Pour de plus amples informations sur la collaboration entre le DCAF et l'OTAN/Assemblée parlementaire de l'OTAN, voir [www.dcaf.ch/Partner/NATO-and-NATO-Parliamentary-Assembly](http://www.dcaf.ch/Partner/NATO-and-NATO-Parliamentary-Assembly)

# La Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest

## Dates importantes :

2004	Le DCAF signe un protocole d'accord avec le Parlement de la CEDEAO, qui établit un partenariat stratégique.
2005	Le DCAF et le secrétariat exécutif de la CEDEAO signent le mandat qui énonce les grandes lignes de la coopération.
2006	Le DCAF participe à la rédaction du Code de conduite de la CEDEAO pour les forces armées et les services de sécurité en Afrique de l'Ouest.
2008	Le DCAF publie l'étude de référence <i>Gouvernance du secteur de la sécurité en Afrique de l'Ouest – Les défis à relever</i> , conduite dans le but d'aider la CEDEAO à mettre en place un cadre stratégique cohérent en matière de RSS.
2010	Le DCAF et la Commission de la CEDEAO signent un protocole d'accord en vue de promouvoir la bonne gouvernance du secteur de la sécurité dans les pays membres de la CEDEAO.
2011	Le Conseil des ministres de la CEDEAO adopte le Code de conduite pour les forces armées et les services de sécurité de la CEDEAO.
2012	Le DCAF et le Parlement de la CEDEAO annoncent la publication de l'ouvrage <i>Contrôle parlementaire du secteur de la sécurité – Guide Parlement de la CEDEAO–DCAF à l'usage des parlementaires ouest-africains</i> .
2013	Le DCAF contribue à l'élaboration de la Stratégie régionale de la CEDEAO sur la réforme et la gouvernance du secteur de la sécurité.

En 2013, le DCAF a élargi encore davantage sa coopération stratégique avec la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) concernant la gouvernance démocratique du secteur de la sécurité dans la région.

Tout au long de l'année, le DCAF a aidé la CEDEAO à élaborer sa Stratégie régionale sur la réforme et la gouvernance du secteur de la sécurité. En 2013, la version préliminaire a été examinée pour assurer sa

conformité avec le Plan directeur de l'Union africaine pour la réforme du secteur de la sécurité, puis elle a été validée par la Commission paix et sécurité de la CEDEAO.

Durant l'année, le DCAF a continué de travailler avec la CEDEAO à l'élaboration de la boîte à outils sur la gouvernance et la réforme du secteur de la sécurité en Afrique de l'Ouest (*Toolkit for Security Sector Reform and Governance in West Africa*). Ce guide fournira des directives et des conseils pratiques spécifiques à la région, à la Commission de la CEDEAO, aux autorités nationales, aux organisations de la société civile et à la communauté internationale quant à la façon de concevoir, mettre en œuvre, encourager les programmes et les activités de RSS, et de créer un « sentiment d'appropriation ». Le guide sera publié en 2014.

#### Principaux résultats obtenus en 2013 :

- Le DCAF a participé à l'examen de la version préliminaire de la Stratégie régionale de la CEDEAO sur la réforme et la gouvernance du secteur de la sécurité.
- Le DCAF a continué de travailler avec la CEDEAO à l'élaboration de la boîte à outils *Toolkit for Security Sector Reform and Governance in West Africa*.

Pour de plus amples information sur la collaboration entre le DCAF et la CEDEAO, voir [www.dcaf.ch/Partner/ECOWAS](http://www.dcaf.ch/Partner/ECOWAS)

# L'Organisation internationale de la Francophonie

## Dates importantes :

---

2006	Les membres de l'OIF adoptent la Déclaration de Saint Boniface, qui met l'accent sur l'aspect politique de l'OIF et dont l'objectif est de promouvoir la prévention des conflits ainsi que la sécurité humaine.
2008	L'OIF obtient le statut d'observateur permanent au Conseil de fondation du DCAF.
2010	L'OIF et le Gouvernement français annoncent la publication de la version française de la boîte à outils <i>La place du genre dans la réforme du secteur de la sécurité</i> .
2011	L'OIF entre au Comité de direction de l'ISSAT.
2011-2013	L'OIF soutient le projet de recherche du DCAF sur les institutions de médiation compétentes pour les forces armées dans les pays francophones d'Afrique.

En octobre 2013, le DCAF et l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) ont organisé une manifestation pour le lancement de l'ouvrage *Les institutions de médiation pour les forces armées en Afrique francophone – Burkina Faso, Burundi et Sénégal*.<sup>11</sup> La publication est le fruit d'un projet de recherche mené par le DCAF en 2011–2012. L'étude porte sur le fonctionnement de ces institutions au sein des forces armées dans trois pays de l'Afrique francophone et a pour objectif de les inciter à faire part de leurs expériences et meilleures pratiques dans le cadre de la Conférence internationale des institutions d'ombudsman pour les forces armées.<sup>12</sup> Préparées par des experts locaux, ces études examinent plusieurs institutions nationales, leur statut juridique, leurs missions, leurs points forts et leurs points faibles, et évaluent leurs besoins en matière de renforcement de la capacité. Les études par pays décrivent

---

<sup>11</sup> [www.dcaf.ch/Publications/Ombuds-Institutions-for-the-Armed-Forces-in-Francophone-Africa-Burkina-Faso-Burundi-and-Senegal](http://www.dcaf.ch/Publications/Ombuds-Institutions-for-the-Armed-Forces-in-Francophone-Africa-Burkina-Faso-Burundi-and-Senegal)

<sup>12</sup> [www.icoaf.org](http://www.icoaf.org)

en détail les procédures de traitement des plaintes et donnent un aperçu non seulement de la situation concernant la gouvernance du secteur de la sécurité mais également des progrès accomplis eu égard aux réformes en cours au Burkina Faso, au Burundi et au Sénégal.

Pour faire suite à ce projet, l'Organisation internationale de la Francophonie a demandé au DCAF de réaliser une étude sur les institutions de médiation pour les forces armées dans tous les pays francophones de l'Afrique subsaharienne. L'étude sera publiée en 2014.

#### Principaux résultats obtenus en 2013 :

- Le DCAF et l'OIF ont publié et diffusé l'ouvrage *Les institutions de médiation pour les forces armées en Afrique francophone – Burkina Faso, Burundi et Sénégal*. Le document est le fruit d'un projet de recherche conduit conjointement par l'OIF et le DCAF en vue d'étudier le fonctionnement des institutions de médiation pour les forces armées dans certains pays francophones de l'Afrique subsaharienne.
- L'OIF a demandé au DCAF de réaliser une étude sur les institutions de médiation pour les forces armées dans tous les pays francophones de l'Afrique subsaharienne. L'étude sera achevée en 2014.

Pour de plus amples informations sur la collaboration entre le DCAF et l'OIF, voir [www.dcaf.ch/Partner/Organisation-Internationale-de-la-Francophonie](http://www.dcaf.ch/Partner/Organisation-Internationale-de-la-Francophonie)

# L'Union interparlementaire

## Dates importantes :

2001	L'UIP et le DCAF commencent leur collaboration sur le contrôle parlementaire du secteur de la sécurité.
2003	Le DCAF et l'UIP publient le guide <i>Contrôle parlementaire du secteur de la sécurité – Principes, mécanismes et pratiques</i> . Il s'agit d'un outil prometteur destiné aux parlementaires chargés des questions de défense et de sécurité. Le guide a été, à ce jour, traduit en 38 langues, et 100 000 exemplaires ont été distribués aux parlements dans le monde entier.
2005	Le DCAF et l'UIP commencent ensemble une série de séminaires régionaux sur le renforcement de la capacité des commissions parlementaires de défense et de sécurité.
2009	L'UIP obtient le statut d'observateur au Conseil de fondation du DCAF.

L'Union interparlementaire (UIP) jouit du statut d'observateur au Conseil de fondation du DCAF depuis 2009. Comme les années précédentes, en 2013, le DCAF a poursuivi sa politique habituelle de coopération avec l'Union interparlementaire (UIP).

En 2013, le DCAF a participé à la 128<sup>ème</sup> Assemblée générale de l'IUP qui s'est tenue à Quito en Équateur en mars 2013. Au cours de l'assemblée, des publications du DCAF (notamment en espagnol et en portugais) ont été mises à disposition et les différentes délégations parlementaires ont été informées des activités du Centre.

D'autre part, en 2013, la version thaïe du guide de l'UIP-DCAF *Contrôle parlementaire du secteur de la sécurité – Principes, mécanismes et pratiques* a été publiée, et la version tadjike réimprimée.<sup>13</sup>

<sup>13</sup> <http://www.dcaf.ch/Publications/Parliamentary-Oversight-of-the-Security-Sector>

#### Principaux résultats obtenus en 2013 :

- Le DCAF a poursuivi sa collaboration avec l'UIP concernant les questions de supervision du secteur de la sécurité.
- Le DCAF a publié la version thaïe du guide de l'UIP–DCAF *Contrôle parlementaire du secteur de la sécurité – Principes, mécanismes et pratiques* ont été réimprimées. La version tadjike du guide a été réimprimée.

Pour de plus amples informations sur la collaboration entre le DCAF et l'UIP, voir [www.dcaf.ch/Partner/Interparliamentary-Union](http://www.dcaf.ch/Partner/Interparliamentary-Union)

# La coopération régionale

# L'Europe du Sud-Est



## Dates importantes :

- 
- 2000-2006** L'Albanie, la Bulgarie, la Macédoine\* et la Roumanie font partie des membres fondateurs du DCAF en 2000. La Bosnie-Herzégovine, la Croatie, la Slovénie et la République fédérale de Yougoslavie rejoignent le DCAF en 2001, suivies par la Moldavie en 2002 et par la Serbie et le Monténégro en 2006.
- 
- 2007** Le DCAF devient partenaire d'exécution pour la Convention de coopération policière pour l'Europe du Sud-Est (CCP).
- 
- 2008** Le DCAF ouvre un bureau à Ljubljana pour accueillir le Secrétariat de la CCP.
- 
- 2011** Le DCAF et Frontex signent un accord de coopération dans le domaine de la gestion des frontières.
- La Direction du développement et de la coopération suisse (DDC) confie au DCAF la responsabilité partagée de programmes déployés en Bulgarie et en Roumanie sur l'asile, les migrations et la traite des êtres humains.
- 
- 2012** Le DCAF lance le Programme de renforcement de l'intégrité de la police.
- Le DCAF lance un Projet-cadre régional pluriannuel pour la promotion du contrôle parlementaire du secteur de la sécurité dans les Balkans de l'Ouest.
- La DDC charge le DCAF de faciliter la mise en œuvre d'un Programme suisse pluriannuel de coopération policière régionale 2012–2016 dans les Balkans de l'Ouest.
- 
- 2013** Sous les auspices de la présidence en exercice suisse de l'OSCE, le DCAF lance des programmes d'assistance bilatéraux dans les Balkans de l'Ouest dans l'objectif de renforcer les capacités des commissions parlementaires de défense et de sécurité et d'appuyer la mise en place de mécanismes sur l'intégrité au sein des services de police.

---

\* Désignée à toutes fins utiles au sein de l'UE, de l'OTAN, de l'OSCE et des Nations Unies sous le nom d'« ex-République yougoslave de Macédoine ».

En Europe du Sud-Est, le DCAF s'emploie à soutenir la transition vers la démocratie en participant au développement des capacités institutionnelles locales et au renforcement de la coopération régionale dans les domaines de la gouvernance du secteur de la sécurité (GSS) et de la réforme du secteur de la sécurité (RSS). Les travaux du DCAF visent à compléter les efforts déployés par la région en vue de l'adoption des normes et bonnes pratiques européennes en matière de GSS.

En 2013, les activités du DCAF en Europe du Sud-Est ont essentiellement porté sur les domaines suivants :

- contribuer à la réforme des ministères de l'Intérieur et des services de police ;
- renforcer la coopération entre les forces de police régionales et la police des frontières ;
- aider les parlements dans leur action en faveur de l'établissement d'un contrôle efficace du secteur de la sécurité ;
- renforcer la coopération parlementaire régionale en matière de GSS ;
- intégrer la question du genre dans la GSS ; et
- donner davantage de moyens d'action à la société civile dans son rôle de contrôle du secteur de la sécurité.

#### **Le Programme de police pour l'Europe du Sud-Est**

Le Programme de police pour l'Europe du Sud-Est du DCAF s'articule autour de trois grands volets : favoriser la coopération policière au niveau régional, renforcer l'intégrité des forces de police et améliorer les capacités de gestion de l'administration publique.

#### **L'appui à la mise en œuvre de la Convention de coopération policière pour l'Europe du Sud-Est**

En 2013, le DCAF a continué de contribuer à la mise en œuvre de la Convention de coopération policière pour l'Europe du Sud-Est (CCP) en hébergeant le Secrétariat de la Convention<sup>14</sup> dans son bureau régional de Ljubljana, en Slovénie. Les Parties contractantes à cette convention sont les suivantes : l'Albanie, l'Autriche, la Bosnie-Herzégovine, la Bulgarie, la Hongrie, la Macédoine\*, la Moldavie, le Monténégro, la Roumanie, la Serbie et la Slovénie. Le Comité des ministres et le Groupe de travail d'experts, les principaux organes de la CCP chargés de l'élaboration des politiques et de la prise de décisions, se sont réunis à deux reprises en 2013 pour suivre l'état d'avancement de la mise en œuvre de la convention, adopter les décisions pertinentes pour le renforcement de la

<sup>14</sup> <http://www.pccseesecretariat.si/>

\* Désignée à toutes fins utiles au sein de l'UE, de l'OTAN, de l'OSCE et des Nations Unies sous le nom d'« ex-République yougoslave de Macédoine ».

coopération et formuler des orientations stratégiques en vue de la pleine application de la convention. Après qu'une évaluation de la protection des données eut été réalisée avec succès, l'approbation de l'échange d'informations contenant des données à caractère personnel entre la Serbie et d'autres Parties contractantes à la convention fut l'une des plus importantes décisions de 2013.

Toujours en 2013, le Secrétariat de la CPP a organisé une réunion des directeurs généraux des services de police nationale et a continué de soutenir les travaux de réseaux et de groupes de travail spéciaux et thématiques composés d'experts nationaux des Parties contractantes, lesquels se réunissent pour définir des mesures normatives et administratives concrètes relatives à la coopération policière dans un domaine précis (à savoir la protection des données, la surveillance transfrontalière, les équipes communes d'enquête, l'éducation et la formation, les télécommunications ou les documents de voyage falsifiés). Au cours de l'année écoulée, ils ont élaboré un cadre pour l'échange de signalements concernant des documents de voyage faux et falsifiés ; plus de 140 signalements ont déjà été transmis. Ils ont également établi des programmes à l'intention d'établissements d'enseignement et d'éducation des agents de police portant sur 15 thèmes liés à la coopération policière, ont peu à peu réussi à satisfaire aux normes sur la protection des données dans le cadre de la coopération transfrontalière et ont formulé des recommandations sur la façon d'améliorer ou de modifier certaines mesures transfrontalières. Parallèlement, ces réseaux de professionnels servent de plateforme solide pour l'échange de données d'expérience, de meilleures pratiques et d'enseignements, ainsi que pour le renforcement de la confiance mutuelle.

Pour faciliter la mise en œuvre concrète de la CPP, de véritables exercices transfrontaliers ont été organisés à l'intention de professionnels sur le terrain. En outre, trois réunions d'experts et ateliers régionaux ont été mis sur pied sur les thèmes de la police au sein des communautés Roms, du lien entre théorie et pratique dans la lutte contre la criminalité transnationale organisée et de l'échange d'informations génétiques. Ces ateliers et exercices aident à garantir la mise en pratique des connaissances acquises et l'harmonisation des procédures opérationnelles et méthodes de travail entre les différentes autorités nationales chargées du maintien de l'ordre, ce qui leur permet d'intervenir sur un pied d'égalité.

Les activités du Secrétariat de la CPP bénéficient du financement de la Direction du développement et de la coopération suisse (DDC), du Liechtenstein et des Parties contractantes. À compter de 2014, elles seront également financées par l'Union européenne.

### **Le Programme sur la sécurité aux frontières dans les Balkans de l'Ouest**

En 2013, le Programme du DCAF sur la sécurité aux frontières dans les Balkans de l'Ouest a continué d'apporter son soutien aux autorités de police de l'Albanie, de la Bosnie-Herzégovine, de la Macédoine, du Monténégro et de la Serbie afin d'instaurer un système moderne et efficace de sécurité aux frontières conforme aux normes européennes de gestion intégrée des frontières. Le DCAF a organisé 22 activités axées sur trois grandes thématiques décrites dans le *Plan d'action régional 2012–2015* du programme :

---

#### **Intégration de Schengen – Présentation aux services de police des Balkans de l'Ouest des normes européennes et des meilleures pratiques en matière de police aux frontières**

- Dans le cadre de cette thématique, le DCAF sert de tribune aux représentants nationaux de ministères de l'Intérieur, de services de police des frontières et d'autres autorités de police des pays bénéficiaires pour débattre des éléments pertinents des acquis de Schengen, notamment des évolutions sur les plans technique et législatif, et pour échanger des données d'expérience. Le DCAF organise des activités à deux niveaux : au niveau des experts nationaux (« Schengen Integration Task Force », Groupe de travail sur l'intégration de Schengen) et au niveau des hauts fonctionnaires (« Strategic Schengen Task Force », Groupe de travail stratégique sur Schengen). Le Groupe de travail sur l'intégration de Schengen s'est réuni à deux reprises en 2013 et a discuté, entre autres, du lancement de l'outil d'auto-évaluation en ligne du DCAF, lequel aiderait les pays bénéficiaires à se préparer en vue d'évaluations concrètes dans le domaine de la sécurité aux frontières. Le Groupe de travail stratégique sur Schengen a quant à lui débattu d'une approche régionale intégrée et coordonnée en ce qui concerne les activités financées par l'UE dans le domaine de l'asile.

---

#### **Éducation et formation – Répondre à des besoins concrets en matière de formation des forces de police pour contribuer au renforcement des connaissances et des compétences en gestion des frontières**

- Le Réseau des Balkans de l'Ouest des établissements responsables de la formation et de l'éducation des agents de police a été créé sous l'égide du Programme du DCAF sur la sécurité aux frontières pour faciliter la coopération régionale et les échanges sur les outils pédagogiques, les méthodes d'enseignement et les normes pertinentes. Dans le cadre de cette thématique, en 2013, le DCAF a organisé la seconde édition du Camp d'été annuel de formation des formateurs à Andermatt, en Suisse. Des instructeurs de police de la région des Balkans de l'Ouest se sont formés aux pratiques modernes de formation des agents de police et ont échangé des données d'expérience concrètes avec leurs collègues d'États membres de l'UE.

- En 2013, le bureau régional du DCAF de Ljubljana a poursuivi la mise en œuvre du projet financé par l'UE intitulé « Élaboration de modules d'apprentissage en ligne sur les outils de coopération policière transfrontalière pour la formation des agents de police », en collaboration avec les autorités de police bénéficiaires de Bulgarie, de Roumanie et de Slovénie et avec le concours du Collège européen de police (CEPOL). Ce projet contribue à la promotion de l'éducation et de la formation des fonctionnaires de police en mettant au point des outils modernes de l'action policière transfrontalière dans le cadre de trois grands modules thématiques d'apprentissage en ligne : poursuite, patrouilles mixtes et échange de données et d'informations. L'élaboration de ces modules s'est achevée en 2013 et leur lancement est prévu en 2014.

---

**Opérations communes et coordonnées – Mise en place d'activités policières transfrontalières et d'outils de contrôle axés sur le renseignement**

- En 2013, le Programme du DCAF sur la sécurité aux frontières a déployé plusieurs initiatives pour répondre à la nécessité de mettre en place davantage d'activités policières communes mieux coordonnées en ce qui concerne la prévention de la criminalité, la lutte contre la criminalité organisée relevant de la responsabilité de la police des frontières et la lutte contre l'immigration illégale. Le programme a aidé les services de police bénéficiaires à planifier et à exécuter deux opérations transfrontalières coordonnées et deux opérations transfrontalières communes à des points de passage frontaliers et à des frontières vertes (terrestres) de la région des Balkans de l'Ouest. À l'occasion de ces opérations, plusieurs dizaines d'officiers de police ont été déployés aux frontières nationales et des activités policières coordonnées ont eu lieu à 28 points de passage et le long de plus de 180 km de frontières terrestres.

**Le Programme pour le renforcement de l'intégrité de la police**

En 2013, le DCAF a poursuivi ses travaux au titre du Programme pour le renforcement de l'intégrité de la police en encourageant les États des Balkans de l'Ouest à établir et à améliorer les systèmes garantissant l'intégrité des forces de police nationales. Les activités du programme ont été menées sous les auspices de la présidence en exercice suisse de l'OSCE et avec le soutien financier de la DDC. Au cours de l'année écoulée, dans le cadre de ce programme, le DCAF a :

- coorganisé la quatrième Conférence régionale des unités de contrôle interne à Skopje, en Macédoine, en coopération avec le ministère de l'Intérieur macédonien et l'OSCE. La conférence a réuni plus de 50 représentants d'unités de contrôle interne des forces de police de 11 pays des Balkans qui ont pu échanger leurs connaissances sur les meilleures pratiques relatives au renforcement de l'intégrité,

s'informer des nouveautés en matière de mise au jour et de lutte contre les risques de corruption et discuter d'une éventuelle coopération future ;

- organisé une table ronde sur l'intégrité et la surveillance des forces de police à Pristina, au Kosovo<sup>‡</sup>, donnant aux principales parties prenantes l'occasion d'échanger leurs points de vue sur la façon de mettre en place un cadre global et viable pour l'intégrité des forces de police du Kosovo ;
- lancé un module d'apprentissage en ligne sur l'intégrité de la police, un outil de formation souple et économique sur le renforcement de l'intégrité à l'intention des chefs de police. Traduit en plusieurs langues, ce module se fonde sur la boîte à outils du DCAF intitulée *Toolkit on Police Integrity*<sup>15</sup> ;
- soutenu le ministère de l'Intérieur macédonien dans la mise en œuvre de sa stratégie de lutte contre la corruption en : i) créant des capacités de formation à long terme en faveur du ministère grâce à la mise en place d'un cours pour formateurs destiné aux membres de l'Unité en charge de l'intégrité du ministère, lequel leur a permis par la suite d'organiser plusieurs ateliers sur l'intégrité de la police destinés à des agents de police, et ii) formant des chefs de police pour accroître leur sensibilisation et leur capacité à traiter des questions d'intégrité.

#### **L'appui aux ministères de l'Intérieur serbe et albanais**

En 2013, le DCAF a continué d'appuyer la mise en œuvre de deux projets pluriannuels dont il avait été chargé par le Gouvernement serbe et l'Agence suédoise de coopération internationale pour le développement dans l'objectif d'encourager les efforts déployés par le ministère de l'Intérieur serbe pour introduire et élaborer des pratiques de gestion modernes du secteur public et contribuer à la mise en œuvre de la Stratégie de développement du ministère pour la période 2011–2016 :

- Le premier projet, intitulé « Renforcement de la capacité en matière de gestion stratégique à l'usage du ministère de l'Intérieur de la République de Serbie », vise à élargir les compétences en matière de gestion stratégique au sein du ministère de l'Intérieur et de la Direction générale de la police de Serbie afin d'améliorer les pratiques

<sup>‡</sup> L'Assemblée du Kosovo a déclaré l'indépendance du territoire le 17 février 2008. Tandis que 36 États membres du Conseil de fondation du DCAF ont reconnu l'indépendance du Kosovo, à la date de la publication du présent rapport, 24 ne l'ont pas acceptée et continuent, s'agissant du Kosovo, de suivre les directives de la Résolution 1244 du Conseil de sécurité de l'ONU.

<sup>15</sup> <http://www.dcaf.ch/Publications/Toolkit-on-Police-Integrity>

de gestion. En 2013, 60 cadres moyens et supérieurs ont participé à une série de huit cours dispensés sur une période de 42 jours et portant sur des questions de gestion spécialisée et sur la réforme actuelle. Toutes les données d'expérience réunies pendant les cours ont été intégrées dans l'Analyse des besoins de formation en gestion qui devrait étayer les politiques de développement du ministère en la matière dans les prochaines années.

- Le second projet, intitulé « Présentation au ministère de l'Intérieur de la République de Serbie d'un concept moderne pour la gestion des ressources humaines », a pour but de préparer les fonctionnaires du ministère à la réforme du système de gestion des ressources humaines (GRH). En 2013, le DCAF a fourni un soutien technique en faveur de l'élaboration de plusieurs documents stratégiques qui feront partie d'un dispositif central à partir duquel la mise en œuvre de la réforme du système de GRH pourra prendre forme ; ces documents comprennent notamment une Proposition de cadre organisationnel pour l'unité chargée de la GRH, un Guide pratique interne sur les procédures de GRH et le projet de stratégie de réforme du système de GRH élaboré par le ministère. Parallèlement, le DCAF a mené une série d'activités de formation sur la norme « Investors in People » applicable à la GRH ; elle permettra de repérer et de former des partisans du changement qui joueront un rôle de premier plan dans la poursuite du processus de réforme du système de GRH au sein du ministère. Tout au long de l'année 2013, dix séances de formation ont été organisées sur 49 jours ; elles ont touché plus de 400 fonctionnaires du ministère, notamment l'ensemble du personnel de la direction des ressources humaines, des cadres de niveau intermédiaire et des collaborateurs du siège de Belgrade ainsi que des hauts fonctionnaires de la Direction générale de la police.

Toutes les activités réalisées au titre de ces deux projets en collaboration avec le ministère de l'Intérieur serbe font l'objet d'un examen et d'une évaluation lors des réunions du Comité directeur organisées en présence des bénéficiaires du projet dans un souci de qualité, de pertinence et d'appropriation au niveau local. L'Équipe internationale de conseil au secteur de la sécurité du DCAF (ISSAT) a également été chargée par l'Agence suédoise de coopération internationale pour le développement de contribuer à un examen à mi-parcours et d'évaluer l'ensemble des progrès accomplis dans les principaux volets de la mise en œuvre du Plan d'action de la Stratégie de développement du ministère de l'Intérieur. Cet examen a pour but d'aider à déceler dans quels domaines il serait possible d'apporter un soutien complémentaire en faveur de la mise en œuvre du Plan d'action. Les travaux du DCAF dans le cadre de ces projets se poursuivront jusqu'à mi-2014.

En 2013, le DCAF a également aidé l'Agence suédoise de coopération internationale pour le développement à procéder à un examen du projet de police communautaire intitulé « Soutien de la Suède en faveur du ministère de l'Intérieur et de la police d'État albanaise ». Pour mener à bien cette mission, le DCAF a effectué des recherches documentaires et des études sur le terrain en Albanie avant de formuler des recommandations précises à l'adresse de l'équipe chargée de la gestion du projet et de l'Agence suédoise de coopération internationale pour le développement sur la qualité des produits et des résultats du programme, lesquelles s'accompagnaient de propositions d'améliorations immédiates.

#### L'intégration du genre dans la gouvernance du secteur de la sécurité en Europe du Sud-Est

L'intégration des questions relatives à la parité des sexes dans la GSS/RSS est restée un domaine important des activités du DCAF en Europe du Sud-Est en 2013. Au niveau régional, le Centre a encouragé la collaboration avec deux grands organismes partenaires : le Centre d'aide régional pour la vérification et la mise en œuvre du contrôle des armements (RACVIAC) basé à Zagreb, en Croatie, et le Centre de documentation d'Europe du Sud-Est sur la lutte contre la prolifération des armes légères (SEESAC) basé à Belgrade, en Serbie. En outre, plusieurs actions axées sur la sensibilisation à la question du genre ont été entreprises au niveau bilatéral :

---

##### Albanie

- En collaboration avec ONU Femmes, le DCAF a aidé la Police nationale et le ministère de la Défense et des Forces Armées albanais à réaliser des auto-évaluations sur l'égalité des sexes au sein de ces institutions fondées sur le *Guide d'auto-évaluation sur le genre pour la police, les forces armées et le secteur de la justice*<sup>16</sup>.

---

##### Bosnie-Herzégovine

- En collaboration avec The Atlantic Initiative, une organisation partenaire basée à Sarajevo, le DCAF a poursuivi la mise en œuvre d'un projet sur trois ans sur le genre et la réforme du système de justice. Ce projet avait pour objectif de renforcer les compétences des juges et des procureurs de sorte qu'ils intègrent la question du genre dans leurs procédures et leurs pratiques afin que les services de justice ne fassent pas preuve de discrimination. Le projet visait aussi à renforcer la place des femmes dans le secteur de la justice, notamment au niveau décisionnel, et à élargir les capacités de

---

<sup>16</sup> <http://www.dcaf.ch/Publications/Gender-Self-Assessment-Guide-for-the-Police-Armed-Forces-and-Justice-Sector>

l'association nationale des femmes juges pour leur donner les moyens d'engager une réforme viable à long terme du système judiciaire. En 2013, les activités déployées dans le cadre de ce projet ont abouti aux principaux résultats suivants :

- Création d'une instance judiciaire chargée des affaires de violence domestique et élaboration de l'ouvrage intitulé *Judicial Benchbook: Considerations for Domestic Violence Case Evaluation in Bosnie-Herzégovine* – un document de travail sur les affaires de violence à l'usage des juges publié en 2014<sup>17</sup> en coopération avec le Département de la justice américain.
- Achèvement d'un projet de recherche à l'échelle nationale visant à mieux cerner la place du genre au niveau des structures, des procédures et des activités judiciaires des tribunaux de Bosnie-Herzégovine et à établir si les questions de genre auraient conduit à désavantager un sexe au profit d'un autre. Cent soixante et un professionnels de la justice de tout le pays ont participé à cette étude, composée notamment d'un questionnaire en ligne et d'entretiens individuels.
- Élaboration et mise en place de deux programmes de formation sur l'intégration du genre et l'apprentissage des adultes à l'adresse des Centres de formation à la magistrature de la Fédération de Bosnie-Herzégovine et de la Republika Srpska.
- Publication de la version bosniaque de l'ouvrage *Guide pour les femmes sur la réforme du secteur de la sécurité*<sup>18</sup>, en coopération avec l'organisation non gouvernementale bosniaque Žene Ženama et The Atlantic Initiative.

---

 Kosovo<sup>‡</sup>

- Organisation d'un atelier de renforcement des capacités sur la place du genre, la police et la promotion du droit à l'intention du personnel féminin civil et assermenté de la police du Kosovo, dans l'objectif d'appuyer les efforts en vue de la création d'une association de policières, en collaboration avec ONU Femmes.

<sup>17</sup> <http://www.dcaf.ch/Publications/Judicial-Benchbook-Considerations-for-Domestic-Violence-Case-Evaluation-in-Bosnia-and-Herzegovina>

<sup>18</sup> <http://www.dcaf.ch/Publications/Vodic-za-zene-kroz-reformu-sektora-sigurnosti>;  
<http://www.dcaf.ch/Publications/A-Women-s-Guide-to-Security-Sector-Reform>

<sup>‡</sup> L'Assemblée du Kosovo a déclaré l'indépendance du territoire le 17 février 2008. Tandis que 36 États membres du Conseil de fondation du DCAF ont reconnu l'indépendance du Kosovo, à la date de la publication du présent rapport, 24 ne l'ont pas acceptée et continuent, s'agissant du Kosovo, de suivre les directives de la Résolution 1244 du Conseil de sécurité de l'ONU.

 **Serbie**

- Déploiement de plusieurs initiatives visant à intégrer le genre dans les procédures et les pratiques du ministère de l'Intérieur serbe, dont un atelier sur la place du genre dans la police coorganisé par l'OSCE à l'occasion d'une formation de quatre jours sur les « Normes internationales pour une police démocratique » et un atelier sur la prise en compte des questions de genre dans l'élaboration de stratégies de ressources humaines.
- Contribution à une table ronde sur la participation des organisations de la société civile au suivi et à l'application du Plan d'action national serbe pour la mise en œuvre de la Résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations Unies sur les femmes, la paix et la sécurité, en collaboration avec le Centre de Belgrade pour la politique de sécurité.

**La promotion du contrôle parlementaire du secteur de la sécurité dans les Balkans de l'Ouest**

En 2013, le DCAF a continué de participer à la consolidation de la gouvernance démocratique du secteur de la sécurité dans les pays des Balkans de l'Ouest en aidant les institutions parlementaires à renforcer leurs capacités et à élaborer des lois et des procédures, à exercer un contrôle sur l'exécutif et à s'assurer que les stratégies et les politiques sécuritaires soient conformes aux priorités nationales et répondent aux besoins des citoyens.

Le DCAF a offert une assistance personnalisée, sur demande, à des commissions parlementaires ayant compétence dans le secteur de la sécurité (par exemple des commissions de défense et de sécurité ou des commissions de contrôle du renseignement) en Bosnie-Herzégovine, au Kosovo, en Macédoine, au Monténégro et en Serbie. Les activités liées à ce projet s'adressaient aussi bien à des élus qu'à des conseillers, l'objectif étant de promouvoir le développement des capacités des commissions de sorte qu'elles puissent en toute autonomie mener une analyse des politiques, élaborer des lois et réaliser un contrôle efficace. Le projet a également pour objectif principal de favoriser le rapprochement des législations, procédures et pratiques nationales et des normes européennes.

Au total, 15 séances de renforcement des capacités et sept missions de coordination et de planification ont eu lieu en 2013 au niveau bilatéral et régional. La plupart des activités ont été organisées au titre du projet-cadre sur la « Promotion du contrôle parlementaire du secteur de la sécurité dans les Balkans de l'Ouest (2012–2015) » financé par le ministère norvégien des Affaires étrangères. Leurs points forts sont présentés dans le tableau ci-dessous.



### Bosnie-Herzégovine

- Fourniture d'un soutien à la mise en place de deux séminaires nationaux destinés au personnel des agences de sécurité organisés par la Commission conjointe de défense et de sécurité de l'Assemblée parlementaire de Bosnie-Herzégovine. A l'occasion de ces deux manifestations, la commission a pu se pencher sur l'efficacité du secteur de la sécurité et évaluer la mise en application par les agences de sécurité des recommandations du parlement.
- Coparrainage de la participation de membres de la commission à un séminaire sur la politique de sécurité organisé par le Centre européen d'études de sécurité George C. Marshall à destination de parlementaires de Bosnie-Herzégovine et de Macédoine. Ce séminaire était axé sur la sensibilisation des participants à leur responsabilité en ce qui concerne l'efficacité du contrôle parlementaire, la promotion de la démocratisation de la culture politique et l'institutionnalisation des meilleures pratiques.
- Maintien de l'appui au Bureau du Commissaire militaire parlementaire aux droits de l'homme de Bosnie-Herzégovine grâce au financement d'un poste de spécialiste engagé par le bureau. Les travaux du Commissaire militaire parlementaire représentent une contribution précieuse au contrôle parlementaire de l'institution de défense et un complément important au système de gouvernance démocratique du secteur de la sécurité.



### Kosovo<sup>‡</sup>

- Organisation de trois tables rondes destinées aux membres et au personnel des commissions de l'Assemblée du Kosovo et aux représentants du système judiciaire, du gouvernement et du secteur de la sécurité. Ces tables rondes portaient sur différents thèmes liés au contrôle du secteur de la sécurité, au renforcement de l'intégrité et à l'examen du budget du secteur de la sécurité au Kosovo. Elles ont permis des échanges et un dialogue approfondi entre les commissions de l'Assemblée du Kosovo et les acteurs des secteurs de la justice et de la sécurité nationales et offert une tribune où traiter de questions clés pour le Kosovo en présence de toutes les parties prenantes.
- Fourniture aux commissions de l'Assemblée du Kosovo de conseils personnalisés sur l'élaboration de politiques et mise en place d'activités d'appui technique destinées à faciliter le suivi du processus d'application des lois au Kosovo.

<sup>‡</sup> L'Assemblée du Kosovo a déclaré l'indépendance du territoire le 17 février 2008. Tandis que 36 États membres du Conseil de fondation du DCAF ont reconnu l'indépendance du Kosovo, à la date de la publication du présent rapport, 24 ne l'ont pas acceptée et continuent, s'agissant du Kosovo, de suivre les directives de la Résolution 1244 du Conseil de sécurité de l'ONU.

- Organisation de deux séminaires de formation technique personnalisés à l'intention des fonctionnaires parlementaires de l'Assemblée du Kosovo. Les activités portaient essentiellement sur l'appui au suivi de la mise en œuvre de la législation relative au secteur de la sécurité et sur le contrôle financier et budgétaire des institutions du secteur de la sécurité.
- Organisation d'une visite d'étude en Slovénie à l'intention des membres et du personnel des commissions de l'Assemblée du Kosovo et de certains représentants du système judiciaire, du gouvernement et du secteur de la sécurité du Kosovo. Un large éventail de sujets a été abordé au cours de cette visite dont le renforcement de l'État de droit et des capacités de répression de la criminalité, la responsabilisation et le contrôle judiciaire et législatif du secteur de la sécurité. En sus d'un échange de connaissances et de bonnes pratiques, cette visite d'étude a permis un véritable transfert de données d'expérience nationales de la part de la Slovénie et d'autres pays des Balkans de l'Ouest et de l'UE.
- Don de plus de 200 publications du DCAF rédigées en albanais, en anglais et en serbe à la bibliothèque de l'Assemblée du Kosovo pour permettre aux fonctionnaires parlementaires d'accéder à toute une série de travaux de recherche liés à l'élaboration de politiques dans le cadre de la RSS.



#### Macédoine\*

- Organisation d'un séminaire d'introduction sur le renforcement des capacités dans le domaine de la « Gouvernance et [de] la réforme du secteur de la sécurité » à destination du personnel de recherche du tout nouvel Institut parlementaire de l'Assemblée de la République de Macédoine et don d'une centaine de publications du DCAF à la nouvelle bibliothèque de l'institut.
- Appui à la publication de l'ouvrage *Comparative Analysis of Regional Practice for Parliamentary Financial Oversight of Intelligence Services* (Analyse comparative des pratiques régionales relatives au contrôle financier parlementaire des services du renseignement), en coopération avec Analytica, une ONG basée en Macédoine<sup>19</sup>.



#### Monténégro

- Organisation en mars 2013 d'une visite d'étude à Zagreb, en Croatie, à l'intention de la Commission de défense et de sécurité du Parlement du Monténégro, laquelle a permis aux députés et fonctionnaires parlementaires de la Commission de découvrir l'expérience de la Croatie en matière de réformes institutionnelles et d'enseignements tirés du processus d'intégration à l'UE.

\* Désignée à toutes fins utiles au sein de l'UE, de l'OTAN, de l'OSCE et des Nations Unies sous le nom d'« ex-République yougoslave de Macédoine ».

<sup>19</sup> [http://analyticamk.org/~analytic/images/stories/files/report/Financial\\_oversight\\_english.pdf](http://analyticamk.org/~analytic/images/stories/files/report/Financial_oversight_english.pdf)

- Soutien apporté au Conseil pour le contrôle civil des opérations de police afin d'accroître son accessibilité et sa visibilité grâce à la création d'un site web et à la publication d'un rapport d'activité pluriannuel ; ce rapport d'activité présentait des informations sur le rôle du conseil en matière de protection des droits de l'homme et des libertés au moyen du contrôle des forces de police et du recours aux pouvoirs de police.
- Parrainage en faveur de la publication et de la diffusion du *Monitoring Report on the second year of implementation of the Law on Parliamentary Oversight of Defence and Security Sector* (Rapport de suivi sur la deuxième année de mise en œuvre de la Loi sur le contrôle parlementaire du secteur de la défense et de la sécurité) portant sur une loi adoptée par le Parlement monténégrin en décembre 2010. Ce rapport a été établi par l'Institut Alternativa, une organisation de la société civile basée au Monténégro. Sa publication a permis de sensibiliser le grand public à la nécessité urgente de mettre en place un contrôle démocratique du secteur de la sécurité et au rôle joué par le parlement national dans le processus de contrôle.



#### Serbie

- Organisation, sous les auspices de la présidence en exercice suisse de l'OSCE et en collaboration avec la mission de l'OSCE en Serbie, d'une visite d'étude en Suisse à l'intention des membres et des collaborateurs de la Commission pour le contrôle des services de sécurité de l'Assemblée nationale de Serbie. Les députés serbes ont eu l'occasion de se pencher sur les bonnes pratiques dans le domaine de la gouvernance du renseignement en Europe et de discuter avec des experts internationaux de l'état d'avancement de la réforme des services du renseignement en Serbie et des besoins en la matière. Au cours de leur visite auprès des autorités fédérales de la Confédération suisse à Berne, ils ont échangé des points de vue avec des pairs et des collègues suisses et se sont informés en détail sur la politique étrangère et de sécurité et sur le programme de la présidence en exercice suisse de l'OSCE.

#### Coopération parlementaire régionale

- Coorganisation et cofinancement d'un séminaire régional sur le contrôle parlementaire du secteur de la défense et de la sécurité à Konjic, en Bosnie-Herzégovine, en collaboration avec l'Assemblée parlementaire de Bosnie-Herzégovine, l'OSCE et l'OTAN. Des parties prenantes au niveau national et des représentants des commissions de défense et de sécurité de six pays voisins ont assisté à ce séminaire qui a donné l'occasion de discuter de l'expérience des différents pays en matière de mise en œuvre du contrôle démocratique des forces armées et permis aux délégations

parlementaires d'évaluer leurs propres activités dans ce domaine et de trouver des solutions et des moyens pour en améliorer l'efficacité.

- Organisation conjointe avec le Parlement monténégrin de la 15<sup>e</sup> réunion du Forum parlementaire de Cetinje, une rencontre qui a permis de créer une plateforme régionale multipartite où échanger des données d'expérience et traiter les défis en matière de budgétisation de la sécurité. Les 48 participants au forum représentaient sept pays, dix commissions parlementaires différentes, trois institutions supérieures de contrôle et trois ministères de la Défense. La rencontre a abouti à une déclaration commune officielle invitant à une plus grande participation des parlements à tous les stades du processus d'établissement du budget du secteur de la sécurité et à un dialogue accru entre les parlements, les institutions de contrôle et la société civile.

#### **Le Programme de renforcement des capacités de la société civile dans les Balkans de l'Ouest**

En 2013, le DCAF a continué de collaborer avec des organisations de la société civile (OSC) des Balkans de l'Ouest sur différents projets de recherche relatifs à la RSS ; il a organisé des séances de renforcement des capacités, appuyé les activités des OSC et œuvré en faveur de leur viabilité.

Au premier semestre 2013, le DCAF a organisé trois ateliers de renforcement des capacités destinés à des chercheurs de la société civile spécialisés dans la lutte contre la corruption policière. Fort de son savoir-faire dans le domaine de l'intégrité de la police, le DCAF a réuni des experts de la région et de pays voisins pour échanger des connaissances et des données d'expérience avec des représentants de neuf OSC des Balkans de l'Ouest.

Le programme annuel « Young Faces » du DCAF a une nouvelle fois réuni plusieurs jeunes professionnels traitant de différentes problématiques relatives au secteur de la sécurité pour s'informer et porter un regard critique sur un sujet d'actualité en lien avec la RSS. En 2013, le programme avait pour thème « La réforme de la police dans les Balkans de l'Ouest ». De jeunes collaborateurs parlementaires, chercheurs de la société civile et fonctionnaires ont débattu des types de réformes entreprises dans les Balkans de l'Ouest, des résultats obtenus et de la façon dont ces réformes peuvent contribuer à la mise en place de services de police démocratiques, efficaces et responsables. Des activités prévues au titre du programme ont eu lieu tout au long de l'année,

notamment des lectures de base, des discussions en ligne, un atelier sur quatre jours et un exercice de rédaction d'un document de politique.

Outre ces programmes, le DCAF a également déployé un certain nombre d'activités bilatérales d'assistance en faveur de projets de recherche, de sensibilisation et de formation menés par des OSC des Balkans de l'Ouest :

 <b>Albanie</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Appui à l'Institut pour la démocratie et la médiation de Tirana dans le cadre de son projet sur 12 mois destiné à offrir une formation complète pour renforcer le rôle du Parlement albanais dans le contrôle du secteur de la sécurité.</li></ul>
 <b>Macédoine*</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Soutien apporté à Analytica, un groupe de réflexion basé à Skopje dans le cadre de son projet de recherche consacré à l'analyse des politiques nationales sur les migrations illégales et les demandeurs d'asile.</li></ul>
 <b>Serbie</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Soutien au Centre de politique de sécurité de Belgrade dans le cadre de son projet de coordination de l'appui proposé par des organisations de la société civile locales en faveur des processus de réforme dans le domaine de l'État de droit, conformément aux chapitres 23 et 24 de l'Acquis communautaire.</li><li>• Soutien au Centre de politique de sécurité de Belgrade en faveur de la publication d'un rapport sur le discours non discriminatoire dans le système d'enseignement militaire de Serbie.</li></ul>
<b>Région des Balkans de l'Ouest</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Appui à un projet de recherche au niveau régional placé sous la direction du Centre de politique de sécurité de Belgrade sur le rôle des organismes d'État indépendants dans le contrôle du secteur de la sécurité.</li><li>• Participation en tant que partenaire stratégique à l'édition 2013 du Forum sur la sécurité de Belgrade, dont le DCAF faisait partie des principaux commanditaires et acteurs, et coorganisation de deux séances du forum, l'une sur l'examen de la question du genre et du rôle de l'État et l'autre sur la cybersécurité.</li><li>• Coorganisation avec le Fonds de Belgrade pour l'excellence politique d'une visite d'étude à Berne et à Genève, en Suisse, à l'intention de jeunes acteurs politiques des Balkans de l'Ouest</li></ul>

\* Désignée à toutes fins utiles au sein de l'UE, de l'OTAN, de l'OSCE et des Nations Unies sous le nom d'« ex-République yougoslave de Macédoine ».

participant à l'Académie régionale pour la démocratie. Financée par le Département fédéral de la défense, de la protection de la population et des sports suisse, cette visite avait pour thème les « Enjeux actuels de la réforme du secteur de la sécurité » et se penchait sur différents modèles de gouvernance du secteur de la sécurité en mettant plus particulièrement l'accent sur la politique de sécurité suisse.

#### **Le soutien en faveur de programmes parrainés par la Suisse en Europe du Sud-Est**

Le DCAF soutient le Gouvernement helvétique en ce qui concerne la mise en œuvre de plusieurs programmes parrainés par la Suisse en Europe du Sud-Est.

#### **L'étude sur le rôle de l'OSCE dans la gouvernance et la réforme du secteur de la sécurité**

Dans le cadre de son partenariat stratégique avec le Gouvernement helvétique pour préparer la présidence en exercice suisse de l'OSCE, le DCAF a réalisé l'étude *The Role of the OSCE in Security Sector Governance and Reform* sur le rôle joué par l'OSCE dans la gouvernance et la réforme du secteur de la sécurité. L'étude, qui avait été commanditée par le Département fédéral suisse des Affaires étrangères, repose à la fois sur une recherche documentaire approfondie et sur l'expérience tirée de missions sur le terrain en Bosnie-Herzégovine et en Serbie notamment.

#### **Le Programme suisse de coopération régionale policière dans les Balkans de l'Ouest**

Le Programme suisse de coopération policière régionale dans les Balkans de l'Ouest (SPCP 2012–16) a démarré en juillet 2012 dans l'objectif de renforcer la coopération policière régionale dans les Balkans de l'Ouest pour lutter de manière plus efficace et plus concrète contre la criminalité organisée et les autres formes graves de criminalité. Le DCAF a été chargé de la gestion et du suivi de la mise en œuvre du programme, financé par la DDC.

Depuis le lancement du SPCP, la principale mission du DCAF a été de se rapprocher de partenaires intéressés et de recevoir et d'évaluer des propositions de projets. En 2013, le Centre a achevé avec succès la phase de mobilisation de nouveaux partenaires et tous les dispositifs internes en vue d'une évaluation efficace et transparente des propositions ont été mis en place. Un Guide pratique a été établi à cet effet, complété par une série de modèles destinés à aider les candidats à soumettre leur candidature et leurs rapports.

Dans un premier temps, le DCAF a évalué et noté toutes les propositions à l'aune de critères prédéfinis comme leur adéquation vis-à-vis des objectifs du programme, l'impact et le caractère pérenne des résultats escomptés, la qualité des projets, leur rapport qualité/prix, leur appropriation au niveau local et le caractère transversal des thèmes abordés. Dans un deuxième temps, le Groupe consultatif du SPCP, composé des institutions suisses compétentes, dont la DDC, la Direction politique, l'Office fédéral de la police (Fedpol) et l'Administration fédérale des douanes, a recommandé à la DDC un certain nombre de propositions afin d'atteindre le niveau de référence pour l'allocation des fonds avant la fin de la première année de mise en œuvre du programme. Les projets retenus ont trait à différents domaines de la coopération policière, comme le renforcement de la coopération régionale pour lutter contre le trafic de drogue et d'autres types de criminalité organisée, la contrebande ou la traite des êtres humains.

Le DCAF continuera d'évaluer des propositions en vue de l'attribution du solde des fonds. En 2014, le programme entrera dans une nouvelle phase et le rôle du Centre évoluera pour être davantage axé sur le suivi de l'exécution des projets agréés de façon à assurer la mise en œuvre efficace du programme<sup>20</sup>.

#### **L'organisme intermédiaire suisse – la Roumanie et la Bulgarie**

En 2011, la DDC a retenu le DCAF pour faire partie de l'Organisme intermédiaire suisse aux fins du « Thematic Fund Security » (Fonds thématique sur la sécurité) et des programmes de coopération helvético-roumain et helvético-bulgare, au titre de la contribution de la Suisse à l'élargissement de l'UE. Dans le cadre de ces projets, le DCAF est responsable du contrôle des projets relatifs aux migrations, aux demandes d'asile et à la lutte contre la traite des êtres humains en Bulgarie et en Roumanie. L'objet de ce fonds est de renforcer les capacités des autorités et des acteurs bulgares et roumains compétents grâce à un partage des connaissances sur les données d'expérience et les meilleures pratiques avec les partenaires suisses, notamment avec le Service suisse de coordination contre la traite d'êtres humains et le trafic de migrants (SCOTT) et l'Office fédéral des migrations.

En 2013, le DCAF a assuré la gestion de trois projets de renforcement des capacités opérationnelles et de formation interne destinés à l'Inspection générale de l'immigration et à l'Agence nationale contre la traite des personnes de Roumanie ; ces projets se rapportaient aux questions liées aux migrations illégales, à l'asile et à la traite des êtres humains. Le projet sur un an relatif aux migrations illégales a été finalisé en août 2013.

<sup>20</sup> Pour de plus amples informations, voir [www.SPCP2012-16.ch](http://www.SPCP2012-16.ch)

En outre, dans le cadre de sa mission auprès de l'Organisme intermédiaire suisse, le DCAF contribue aux préparatifs de la deuxième phase des projets aussi bien en Bulgarie qu'en Roumanie au titre du volet suivant du Fonds thématique sur la sécurité, lequel se concentrera sur la lutte contre la traite des êtres humains, un thème prioritaire pour la Suisse en tant que pays de destination et pour les deux pays susmentionnés en tant que pays d'origine. L'un des projets sur l'assistance aux victimes et leur réintégration en Roumanie, en collaboration avec l'organisation non gouvernementale Reaching Out, a été approuvé par la DDC et sa mise en œuvre sous la supervision du DCAF a démarré au printemps 2014.

**L'appui de la Suisse en faveur du Centre de formation pour les opérations de maintien de la paix en Bosnie-Herzégovine**

En 2013, le DCAF a soutenu le Département fédéral de la défense, de la protection de la population et des sports suisse dans l'organisation d'un atelier de formation de niveau supérieur et d'un atelier de formation de formateurs sur la RSS pour le compte du Centre de formation pour les opérations de maintien de la paix en Bosnie-Herzégovine (Peace Support Operations Training Centre, PSOTC). Cette formation s'inscrivait dans le cadre de la stratégie progressive sur trois ans du Gouvernement suisse visant à renforcer les capacités du PSOTC de façon à ce qu'il puisse offrir des formations sur la RSS.

**Principaux résultats obtenus en 2013 :**

- Le DCAF a assuré la gestion de la mise en œuvre du Programme suisse de coopération policière régionale dans les Balkans de l'Ouest (SPCP 2012–16) et contribué au lancement de quatre projets destinés à renforcer la coopération policière régionale pour lutter contre la criminalité organisée et les autres formes graves de criminalité transfrontalière.
- Dans le cadre de son Programme sur la sécurité aux frontières, le DCAF a appuyé la mise en place de quatre opérations de police transfrontalières à 28 points de passage et le long de plus de 180 km de frontières terrestres dans la région des Balkans de l'Ouest, preuve de la volonté des services de police régionaux d'intégrer les meilleures pratiques européennes dans leur activités conjointes de lutte contre la criminalité organisée et les autres formes graves de criminalité.
- Le DCAF a fourni un soutien technique au ministère de l'Intérieur serbe en faveur de l'élaboration de plusieurs documents stratégiques en matière de gestion des ressources humaines, dont le projet de stratégie de réforme du système de gestion des ressources humaines du ministère.

- Le DCAF a lancé un module d'apprentissage en ligne sur l'intégrité de la police ; fondé sur la boîte à outils du DCAF intitulée *Toolkit on Police Integrity*, cet outil de formation traduit en plusieurs langues est destiné aux professionnels de la police des Balkans de l'Ouest.
- Le Centre a fourni des avis et des compétences techniques à la Police nationale et au ministère de la Défense et des Forces Armées albanais pour aider ces institutions à réaliser des auto-évaluations sur l'égalité des sexes.
- Le DCAF a achevé un projet de recherche à l'échelle nationale visant à mieux cerner la place du genre au niveau des structures, des procédures et des activités judiciaires des tribunaux de Bosnie-Herzégovine.
- Le Centre a organisé conjointement avec le Parlement monténégrin une conférence régionale multipartite sur le contrôle parlementaire des budgets alloués au secteur de la sécurité sous les auspices du Forum parlementaire de Cetinje.
- Le DCAF a appuyé la participation d'organisations de la société civile des Balkans de l'Ouest à plusieurs projets de recherche et de sensibilisation relatifs à la RSS.

Pour de plus amples informations sur les programmes du DCAF en Europe du Sud-Est, voir <http://www.dcaf.ch/Region/Southeast-Europe>

# Les nouveaux États indépendants



## Dates importantes :

2000	La Russie et l'Ukraine font partie des membres fondateurs du DCAF.
2001	La Géorgie rejoint le DCAF.  Le DCAF soutient l'Assemblée interparlementaire de la Communauté des États indépendants (CEI) dans la rédaction d'une législation type sur le contrôle parlementaire des opérations militaires et de maintien de la paix.
2002	L'Arménie, l'Azerbaïdjan, le Bélarus et la Moldavie rejoignent le DCAF.  Publication par le DCAF du répertoire d'instruments juridiques intitulé <i>Russian Federation Legal Acts on Civil-Military Relations: Collection of Documents</i> .
2004-2009	Collaboration étroite avec la Commission de la sécurité et de la défense de la Verkhovna Rada (le Parlement ukrainien).
2005	Organisation d'une conférence parlementaire régionale pour les parlementaires de la CEI, en collaboration avec le PNUD.  Première Conférence régionale sur les questions relatives au renforcement des institutions de défense du Caucase.  Publication par le DCAF du répertoire d'instruments juridiques intitulé <i>The Security Sector Legislation of Ukraine</i> , contenant quelque 30 lois dont le DCAF a contribué à la rédaction.
2006	Première Table ronde régionale pour les médiateurs de la CEI, en collaboration avec le PNUD.
2006-2009	Collaboration étroite avec les Services de sécurité ukrainiens sur le contrôle et la réforme des services du renseignement.
2006-2012	Gestion par le DCAF du « Programme de jumelage d'experts » pour les fonctionnaires du ministère de la Défense ukrainien.
2009-2012	Organisation des premières tables rondes nationales sur les droits de l'homme dans les forces armées avec les Gouvernements de l'Arménie, de l'Azerbaïdjan, de la Géorgie, du Tadjikistan et du Turkménistan, en collaboration avec l'OSCE.

<b>2011</b>	Le Kirghizistan rejoint le DCAF.
<b>2012</b>	Le Kazakhstan rejoint le DCAF avec le statut d'observateur permanent.  Des institutions de médiation du Kirghizistan et du Tadjikistan participent pour la première fois à la Conférence internationale des institutions d'ombudsman pour les forces armées.
<b>2013</b>	Le DCAF jette les bases d'une coopération avec les services nationaux de sécurité aux frontières de pays d'Asie centrale.

En 2013, le Conseil de fondation du DCAF comptait huit pays d'Europe de l'Est et d'Asie centrale, à savoir l'Arménie, l'Azerbaïdjan, le Bélarus, la Géorgie, le Kirghizistan, la Moldavie, la Russie et l'Ukraine. La République du Kazakhstan a également rejoint le DCAF avec le statut d'observateur permanent.

Tout au long de l'année, le Centre a poursuivi sa coopération avec les services nationaux de sécurité aux frontières de pays d'Asie centrale. Plusieurs négociations bilatérales et multilatérales ont eu lieu à cet effet à Achgabat, Bichkek et Helsinki dans le cadre du Programme de gestion des frontières pour l'Asie centrale (BOMCA 8) du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et de l'Union européenne (UE). Ces négociations ont abouti à la rédaction de la première ébauche d'un projet complet d'assistance sur la sécurité des frontières dont les diverses activités iront du renforcement des capacités au niveau national à l'élaboration de mécanismes de coopération au niveau régional dans les domaines de l'éducation et de la formation, de l'analyse des risques, du renseignement criminel et des enquêtes criminelles.

Dans le même esprit, le DCAF a soutenu l'École des cadres pour la gestion des frontières de l'OSCE à Douchanbé dans la mise au point d'un cours de formation de 12 mois sur la sécurité des frontières et leur gestion. Ce cours s'adresse aux professionnels de la sécurité des frontières (de niveaux intermédiaire et supérieur) en poste dans toute la région de l'OSCE.

Comme les années précédentes, en 2013, les activités du DCAF dans les nouveaux États indépendants, en dehors du cadre de l'OSCE, de l'OTAN ou de l'UE, ont été menées sur un plan bilatéral. L'essentiel de ces activités a concerné l'Arménie, la Géorgie, le Kirghizistan et l'Ukraine. Les principales d'entre elles sont décrites ci-après :

 **Arménie**

- Suite à la formulation d'un plan annuel de coopération tripartite avec le Parlement arménien et le bureau de l'OSCE
- à Erevan, le DCAF a coorganisé plusieurs séances de renforcement des capacités à l'intention des parlementaires et de leurs collaborateurs. Celles-ci comprenaient notamment des audiences parlementaires sur les thèmes suivants :
  - (i) « Les relations civilo-militaires dans les sociétés démocratiques » et « La réforme de la police et le renforcement de la confiance du public envers les autorités de police » ; ces audiences s'accompagnaient d'une séance de formation sur les questions liées à la gouvernance de la sécurité destinée aux fonctionnaires parlementaires ;
  - (ii) « La transparence dans la gestion de la défense », « Le rôle du parlement dans la passation de marchés de défense » et « L'établissement d'institutions de défense et l'intégrité dans la gestion de la défense » ; des tables rondes sur « La réforme de la police en Arménie » et « La gestion de la police militaire » ont également été organisées ; et
  - (iii) « Les droits de l'homme dans les forces armées ».
- Coorganisation d'une visite d'étude en Suisse destinée à des cadres de niveau intermédiaire provenant d'Arménie afin que la police militaire arménienne se familiarise avec les activités de ses homologues suisses et découvre les meilleures pratiques en termes de stratégies, de politiques et de mise en œuvre de programmes de réforme. La délégation a visité le siège du DCAF à Genève, l'Institut suisse de police et la Sécurité militaire.
- Mise en place d'un module de sensibilisation de haut niveau et d'une formation de base à la réforme du secteur de la sécurité à destination de cadres des institutions gouvernementales et des ministères arméniens compétents. Ces stages ont bénéficié du soutien du bureau de l'OSCE à Erevan et du ministère des Affaires étrangères arménien.
- Participation à une conférence internationale sur « La lutte contre la corruption et le renforcement de l'intégrité et de la responsabilisation de la police » organisée par le bureau de l'OSCE à Erevan et la police arménienne.
- Traduction en arménien et publication des ouvrages du DCAF intitulés *Toolkit on Police Integrity*<sup>21</sup> et *Introduction à la gestion de la défense*<sup>22</sup> par le bureau de l'OSCE à Erevan.

<sup>21</sup> <http://www.dcaf.ch/Publications/Toolkit-on-Police-Integrity>

<sup>22</sup> <http://www.dcaf.ch/Publications/Defence-Management>

 <b>Azerbaïdjan</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Publication et diffusion de la version en azéri de l'ouvrage <i>Développement de l'intégrité et réduction de la corruption dans le secteur de la défense – Recueil des meilleures pratiques</i><sup>23</sup>.</li> </ul>
 <b>Géorgie</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Coorganisation avec le Parlement et le ministère de la Défense géorgiens d'une table ronde de deux jours sur « La transparence dans la gestion de la défense » comprenant notamment un exposé sur les résultats préliminaires d'une enquête sur les pouvoirs du parlement et la gouvernance de la sécurité en Géorgie.</li> <li>• Démarrage d'une étude sur <i>Le contrôle parlementaire en Géorgie</i> et sur <i>La législation relative au secteur de la sécurité en Géorgie</i> à paraître en 2014.</li> <li>• Appui au projet interrégional d'ONU Femmes intitulé « Women Connect Across Conflicts » axé sur la responsabilisation vis-à-vis de la mise en œuvre de la Résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations Unies sur les femmes, la paix et la sécurité et participation à la cérémonie de clôture du projet à Tbilissi, en Géorgie.</li> <li>• Organisation et participation à une réunion d'orientation du Bureau des institutions démocratiques et des droits de l'homme (BIDDH) à Erevan, de la Commission de la défense et de la sécurité du Parlement de Géorgie et du ministère de la Défense géorgien sur le thème « Contrôle, droits de l'homme et questions de genre dans les forces armées ».</li> <li>• Publication de la version en géorgien des ouvrages <i>Développement de l'intégrité et réduction de la corruption dans le secteur de la défense – Recueil des meilleures pratiques</i><sup>24</sup> et <i>Introduction à la gestion de la défense</i><sup>25</sup> ; traduction en géorgien et préparation en vue de sa publication en 2014 du manuel <i>Ombuds Institutions for the Armed Forces: A Handbook</i><sup>26</sup>.</li> </ul>
 <b>Kazakhstan</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Participation à une conférence sur « La communauté eurasiennne de la sécurité et le rôle de l'OSCE » organisée par l'Institut d'études de sécurité du Kazakhstan et le Centre de l'OSCE à Astana.</li> <li>• Organisation de réunions entre le président de la Commission des affaires étrangères, de la défense et de la sécurité du Parlement du Kazakhstan et le président du groupe de coopération interparlementaire Suisse-Kazakhstan de l'Assemblée fédérale suisse.</li> <li>• Lancement de la traduction en kazakh des publications <i>Transforming Police in Central and Eastern Europe</i><sup>27</sup> et <i>Parliamentary Powers in Security Sector Governance</i><sup>28</sup>.</li> </ul>

<sup>23</sup> <http://www.dcaf.ch/Publications/Building-Integrity-and-Reducing-Corruption-in-Defence>

<sup>24</sup> <http://www.dcaf.ch/Publications/Building-Integrity-and-Reducing-Corruption-in-Defence>

<sup>25</sup> <http://www.dcaf.ch/Publications/Defence-Management>

<sup>26</sup> <http://www.dcaf.ch/Publications/Ombuds-Institutions-for-the-Armed-Forces-A-Handbook>

<sup>27</sup> <http://www.dcaf.ch/Publications/Transforming-Police-in-Central-and-Eastern-Europe>

<sup>28</sup> <http://www.dcaf.ch/Publications/Parliamentary-Powers-in-Security-Sector-Governance>



### Kirghizistan

- Publication et diffusion des ouvrages *Almanac on Security Sector Reform in the Kyrgyz Republic*<sup>29</sup> et *Security Sector Legislation in the Kyrgyz Republic: A Review*<sup>30</sup>.
- Organisation d'une table ronde sur deux jours consacrée aux « Enseignements tirés de la réforme du secteur de la sécurité et de la défense » en collaboration avec le Secrétariat du Conseil de la défense du Kirghizistan.
- Coorganisation, sous l'égide du Conseil de la défense, d'une réunion de haut niveau sur « La lutte contre la corruption » à l'intention de fonctionnaires de la défense et de professionnels civils.
- Participation au 84<sup>e</sup> séminaire Rose-Roth de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN organisé à Bichkek sur le thème « L'Afghanistan, la sécurité régionale et l'avenir de la coopération internationale », et contribution à la session sur « Les priorités des politiques de sécurité et de défense du Kirghizistan ».
- Collaboration avec le Centre de l'OSCE à Bichkek sur une série de questions relatives à la création possible d'une « salle d'opérations » pour le bureau du Premier ministre du Kirghizistan. Organisation d'une réunion de professionnels civils de la gestion de crise dans le cadre de la « salle d'opérations » envisagée.
- Réalisation d'études de cas au Kirghizistan en vue d'une analyse du Rôle de l'OSCE *dans la gouvernance et la réforme du secteur de la sécurité*.



### Moldavie

- Quinze cadres moldaves chargés de la sécurité aux frontières ont terminé le cours avancé de formation à distance sur « Les pratiques modernes en matière de contrôle des frontières et les normes de l'UE y afférentes » conçu conjointement par le DCAF et la Mission de l'UE d'assistance à la frontière entre la Moldavie et l'Ukraine (EUBAM).
- Publication de la traduction en roumain des ouvrages *Développement de l'intégrité et réduction de la corruption dans le secteur de la défense – Recueil des meilleures pratiques*<sup>31</sup>. Traduction et préparation en vue de sa parution en 2014 de la boîte à outils *Toolkit on Police Integrity*<sup>32</sup>. Début de la traduction en roumain du manuel *Ombuds Institutions for the Armed Forces: A Handbook*<sup>33</sup> et de l'ouvrage *Overseeing Intelligence Services: A Toolkit*<sup>34</sup>.

<sup>29</sup> <http://www.dcaf.ch/Publications/Almanac-on-Security-Sector-Reform-in-the-Kyrgyz-Republic>

<sup>30</sup> <http://www.dcaf.ch/Publications/Security-Sector-Legislation-in-the-Kyrgyz-Republic-A-Review>

<sup>31</sup> <http://www.dcaf.ch/Publications/Building-Integrity-and-Reducing-Corruption-in-Defence>

<sup>32</sup> <http://www.dcaf.ch/Publications/Toolkit-on-Police-Integrity>

<sup>33</sup> <http://www.dcaf.ch/Publications/Ombuds-Institutions-for-the-Armed-Forces-A-Handbook>

<sup>34</sup> <http://www.dcaf.ch/Publications/Overseeing-Intelligence-Services-A-Toolkit>

 <b>Tadjikistan</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Réalisation d'études de cas au Tadjikistan en vue d'une analyse du Rôle de l'OSCE dans la gouvernance et la réforme du secteur de la sécurité.</li><li>• Publication de l'ouvrage <i>Security Sector Legislation in the Republic of Tajikistan: A Review</i><sup>35</sup> et réédition en langue tadjike du manuel <i>Parliamentary Oversight of the Security Sector: Principles, Mechanisms and Practices</i><sup>36</sup>.</li><li>• Début de la traduction en langue tadjike des ouvrages <i>Understanding Military Justice</i><sup>37</sup>, <i>Amnesty International – 10 principes de base relatifs aux droits humains</i> à destination des responsables de l'application des lois, <i>Commentaires sur le Code de conduite de l'OSCE</i>, <i>Guide de l'OSCE pour une police démocratique</i> et <i>Code européen d'éthique de la police</i>.</li></ul>
 <b>Ukraine</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Coorganisation avec le Centre Razoumkov et animation d'une conférence internationale sur « La réforme du secteur de la défense et de la sécurité en Ukraine » à l'intention de spécialistes du gouvernement et d'ONG.</li><li>• Organisation en collaboration avec le Bureau de liaison de l'OTAN et le Centre d'information et de documentation de l'OTAN d'une conférence sur « La coopération dans le domaine des droits de l'homme et de la sécurité de l'État » à destination du Service de sécurité d'Ukraine, de l'Institut national d'études stratégiques, de l'Université nationale technique d'Ukraine et de l'Institut polytechnique de Kiev.</li><li>• Coorganisation avec l'Institut national d'études stratégiques et le Bureau de liaison de l'OTAN d'une table ronde sur les « Questions relatives à la politique technico-militaire de l'Ukraine pendant la transformation du secteur de la sécurité » axée sur des aspects concrets de la coopération avec des pays partenaires de l'OTAN.</li><li>• Quinze cadres ukrainiens chargés de la sécurité aux frontières ont terminé le cours avancé de formation à distance sur « Les pratiques modernes en matière de contrôle des frontières et les normes de l'UE y afférentes » conçu conjointement par le DCAF et l'EUBAM.</li><li>• Publication et diffusion de l'ouvrage <i>Almanac on Security Governance in Ukraine</i><sup>38</sup>, établi en collaboration avec le Centre Razoumkov ainsi que de l'étude intitulée <i>Challenges Facing Arms Control Export in Ukraine and the Russian Federation</i><sup>39</sup> ; publication de la version en anglais de <i>Security Sector Legislation of Ukraine</i><sup>40</sup> au nom du Parlement et de partenaires internationaux.</li></ul>

<sup>35</sup> <http://www.dcaf.ch/Publications/Security-Sector-Legislation-in-the-Republic-of-Tajikistan-a-Review>

<sup>36</sup> <http://www.dcaf.ch/Publications/Parliamentary-Oversight-of-the-Security-Sector>

<sup>37</sup> <http://www.dcaf.ch/Publications/Guidebook-Understanding-Military-Justice>

<sup>38</sup> <http://www.dcaf.ch/Publications/Almanac-on-Security-Sector-Governance-in-Ukraine-2012>

<sup>39</sup> <http://www.dcaf.ch/Publications/Challenges-Facing-Arms-Export-Control-in-Ukraine-and-the-Russian-Federation>

<sup>40</sup> <http://www.dcaf.ch/Publications/Security-and-Defence-Sector-Legislation-of-Ukraine>

- Organisation en collaboration avec le ministère de la Défense, la Commission de sécurité nationale et la Direction des services d'audit d'un atelier de développement des capacités axé sur le « Renforcement de l'intégrité ».
- Le DCAF a également participé et contribué à plusieurs rencontres et débats sur une série de questions liées à la gouvernance de la sécurité en Ukraine, notamment le Forum sur la sécurité de Kiev, la conférence sur le thème « La gouvernance interne du secteur de la sécurité en Ukraine » axée sur les plateformes de coopération Ukraine–UE–OTAN, la conférence internationale du Centre Razoumkov sur « Le rôle des organisations internationales dans la sécurité nationale de l'Ukraine », le séminaire thématique à l'intention des fonctionnaires sur « La rédaction de documents de sécurité nationale », consacré à la planification stratégique, la réunion d'experts entre l'OTAN et le Service de sécurité d'Ukraine sur la cyberdéfense et la conférence organisée par le Bureau de liaison de l'OTAN sur « La réforme des autorités de police : l'expérience de l'Europe ».
- Le DCAF suit de très près l'évolution de la situation politique en Ukraine et reste disposé à fournir des conseils et une aide pratique sur la gouvernance de la sécurité par le biais de plusieurs plateformes de coopération.

#### Principaux résultats obtenus en 2013 :

- Le DCAF a entretenu une coopération soutenue avec des acteurs de la gouvernance du secteur de la sécurité dans le Caucase, en Asie centrale, en Moldavie et en Ukraine aux niveaux national et régional.
- Le DCAF a renforcé sa coopération avec le Bureau de l'OSCE à Erevan sur une série de questions liées à la gouvernance du secteur de la sécurité, notamment en ce qui concerne l'élargissement des capacités des parlementaires et la réforme des autorités de police.
- Le Centre a entamé une coopération systématique avec le Conseil de la défense du Kirghizistan.
- Des cadres moldaves et ukrainiens chargés de la sécurité aux frontières ont terminé le cours avancé de formation à distance sur « Les pratiques modernes en matière de contrôle des frontières et les normes de l'UE y afférentes » conçu conjointement par le DCAF et l'EUBAM.

Pour de plus amples informations sur les programmes du DCAF dans les nouveaux États indépendants, voir [www.dcaf.ch/Region/Eastern-Europe-and-Central-Asia](http://www.dcaf.ch/Region/Eastern-Europe-and-Central-Asia)

# Le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord



## Dates importantes :

- 
- 2005** Création par le DCAF du Programme Moyen-Orient et Afrique du Nord.  
Lancement d'un programme global sur la gouvernance du secteur de la sécurité dans le territoire palestinien occupé et ouverture d'un bureau du DCAF à Ramallah.
- 
- 2006** Début de la coopération entre le DCAF et les autorités marocaines sur la mise en œuvre des recommandations formulées par l'Instance marocaine Équité et Réconciliation.
- 
- 2007** Le Liban rejoint le DCAF.
- 
- 2009** Ouverture d'un bureau du DCAF à Beyrouth.
- 
- 2011** Des révoltes populaires entraînent des changements politiques en Tunisie, en Égypte, en Libye et au Yémen, faisant de la réforme du secteur de la sécurité une priorité.  
La Tunisie rejoint le DCAF. Le Centre ouvre un bureau à Tunis et noue une relation stratégique avec les ministères de l'Intérieur, de la Justice et de la Défense de Tunisie. Parallèlement, il lance au niveau national un programme complet d'assistance sur la gouvernance du secteur de la sécurité.
- 
- 2012** Le DCAF propose ses services au Gouvernement libyen et établit une présence à Tripoli.  
Création par le DCAF d'un Fonds d'affectation pour l'aide au développement du secteur de la sécurité en Afrique du Nord. Les Gouvernements du Luxembourg, des Pays-Bas, de la République slovaque, de la Suède et de la Suisse sont les premiers à soutenir cette initiative.
- 
- 2013** Le DCAF ouvre un bureau national à Tripoli, en Libye.

Les changements politiques entamés en 2011 et connus sous le nom de « printemps arabe » ont continué d'exercer une pression sur les gouvernements, les administrations civiles, les parlements et les sociétés de la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord.

En juillet 2013, en Égypte, les forces armées ont destitué le président démocratiquement élu et mis en place un gouvernement de transition. En décembre 2013, l'Égypte a adopté une nouvelle constitution qui confère aux forces armées des pouvoirs politiques et judiciaires très étendus. Peu de temps après, en janvier 2014, la Tunisie a elle aussi adopté une nouvelle constitution. À la différence de la constitution égyptienne, ce texte affirme – conformément aux normes et pratiques démocratiques – la suprématie du pouvoir civil ; il en fait le principe directeur de ses relations entre l'armée et la société civile et soumet toutes les activités du gouvernement, y compris dans les domaines de la sécurité et de la défense, à la gouvernance et au contrôle démocratiques. En Syrie, des divisions persistantes n'ont pas permis de mettre un terme aux affrontements militaires. Après trois années de conflit armé, le pays compte 130 000 morts – autant qu'en Iraq après 10 ans de guerre – et la moitié de sa population est déplacée. En outre, dans plusieurs pays de la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord, la fragilité du secteur de la sécurité s'est accentuée en 2013 du fait d'une remise en cause de la légitimité des forces de sécurité et/ou de leur efficacité. Cette situation illustre bien le rôle essentiel que joue la bonne gouvernance du secteur de la sécurité en matière de règlement des conflits, de développement durable et de gestion de la transition vers la démocratie.

En 2013, le DCAF a élargi ses programmes d'assistance en Afrique du Nord avec une attention particulière accordée à la Tunisie et à la Libye. Le Fonds d'affectation pour l'aide au développement du secteur de la sécurité en Afrique du Nord a continué de jouer un rôle clé et a permis d'accompagner et de financer les programmes de réforme du secteur de la sécurité dans la région. Durant l'année écoulée, il a bénéficié du soutien du Luxembourg, des Pays-Bas, de la République slovaque, de la Suède et de la Suisse.

En 2013, le DCAF a aussi poursuivi ses activités dans le territoire palestinien occupé en aidant l'Autorité nationale palestinienne, le Conseil législatif palestinien et diverses forces de sécurité à améliorer leurs capacités en matière de gouvernance, avec un accent particulier sur le renforcement de la transparence, le contrôle financier et le traitement des plaintes. Ainsi, au niveau des gouvernorats, le DCAF a contribué à l'institutionnalisation de Conseils de sécurité communautaire en Cisjordanie et à la mise en œuvre de stratégies de sécurité communautaire élaborées localement.

Le DCAF a également collaboré avec des gouvernements, des parlements et des organisations de la société civile et participé, aux niveaux local et régional, à des discussions sur la gouvernance du secteur de la sécurité dans les États membres du Conseil de coopération du Golfe et, plus largement, de la région du golfe Persique.

Pour appuyer les programmes en cours, le DCAF publie et diffuse régulièrement des traductions en arabe d'ouvrages et de matériels didactiques parmi lesquels ont figuré, en 2013 : *La place du genre dans la réforme pénale – Mise à jour sur les règles de Bangkok*<sup>41</sup>; le *Guide pour les femmes sur la réforme du secteur de la sécurité*<sup>42</sup>; le *Guide d'auto-évaluation sur le genre pour la police, les forces armées et le secteur de la justice*<sup>43</sup>; *Les collections juridiques palestiniennes: Le contrôle financier et administratif du secteur de la sécurité*<sup>44</sup>; *Le projet de loi palestinien sur l'accès à l'information: La mise en conformité aux normes démocratiques internationales*<sup>45</sup>; et *Le développement de la politique nationale de sécurité en Afrique du Nord-Ouest: S'adapter au contexte changeant*<sup>46</sup>.

Les principaux projets nationaux du DCAF menés à bien en 2013 au Moyen-Orient et en Afrique du Nord sont présentés dans le tableau ci-dessous.

 <b>Égypte</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Mise en place d'un Observatoire du secteur de la sécurité – Marsad pour mieux éclairer le débat national sur la RSS. Le Marsad est un outil en ligne rassemblant des informations récentes et des articles sur le secteur de la sécurité.</li><li>• Lancement d'un appel à contributions sur la structure des relations civilo-militaires en Égypte dans l'objectif d'informer les parties intéressées.</li></ul>
 <b>Iraq</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Participation à un programme de renforcement des capacités des parlementaires destiné aux membres du Conseil des représentants iraquien (l'organe parlementaire du pays).</li></ul>

<sup>41</sup> <http://www.dcaf.ch/Publications/Penal-Reform-and-Gender-Update-on-the-Bangkok-Rules>

<sup>42</sup> <http://www.dcaf.ch/Publications/A-Women-s-Guide-to-Security-Sector-Reform>

<sup>43</sup> <http://www.dcaf.ch/Publications/Gender-Self-Assessment-Guide-for-the-Police-Armed-Forces-and-Justice-Sector>

<sup>44</sup> <http://www.dcaf.ch/Publications/Palestinian-Legal-Collections-Financial-and-Administrative-Oversight-in-the-Security-Sector>

<sup>45</sup> <http://www.dcaf.ch/Publications/Palestinian-Draft-Law-on-Access-to-Information-Bringing-access-to-information-legislation-in-line-with-international-civil-democratic-standards>

<sup>46</sup> <http://95.142.163.84/dcaf/adminDcaf/upload/ejournal/EN-NSP-Report-Final-21.pdf>

 <b>Libye</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Ouverture d'un nouveau bureau du DCAF à Tripoli aux effectifs renforcés.</li><li>• Lancement d'un processus de recensement des priorités vis-à-vis de la législation relative au secteur de la sécurité en Libye.</li><li>• Poursuite du dialogue engagé avec le Congrès général national sur le soutien aux commissions parlementaires ayant compétence dans le secteur de la sécurité, notamment les commissions traitant de la sécurité nationale, de la défense, de l'intérieur, de la législation et des affaires étrangères.</li><li>• Poursuite du dialogue engagé avec le ministère de l'Intérieur et fourniture d'avis sur différents thèmes comme la protection des missions diplomatiques et des personnalités de marque, la sécurité communautaire ou la communication stratégique entre le ministère, la police et les citoyens.</li><li>• Création d'un Observatoire du secteur de la sécurité – Marsad pour éclairer le débat national sur la RSS.</li><li>• Participation à la conférence de la Voix des femmes libyennes intitulée « Une voix – de nouveaux horizons » traitant du rôle des organisations féminines dans la mise en place de services de justice et de sécurité efficaces, transparents et respectueux des droits de l'homme.</li></ul>
 <b>Maroc</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Poursuite de l'assistance spéciale fournie au Gouvernement marocain, au Parlement et à la société civile concernant la mise en œuvre des recommandations de l'Instance Équité et Réconciliation.</li><li>• En collaboration avec le Centre d'études en droits humains et démocratie, organisation d'une consultation auprès du Gouvernement marocain pour fournir des exemples comparatifs et des compétences internationales sur l'établissement et le fonctionnement de Conseils nationaux de sécurité.</li><li>• Élaboration et mise en œuvre d'un programme de formation sur « La place du genre dans la bonne gouvernance du secteur de la sécurité » dans le cadre du programme de maîtrise en Sciences de la sécurité et gestion du risque de l'Université Hassan Premier de Settat.</li></ul>
 <b>Territoire palestinien occupé</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• En collaboration avec le cabinet du Président de l'Autorité palestinienne, aide à la mise en œuvre de Plans stratégiques de sécurité communautaire dans plusieurs circonscriptions de Cisjordanie.</li><li>• En collaboration avec le Conseil des ministres de l'Autorité palestinienne, appui à l'amélioration du système de traitement des plaintes déposées à l'encontre des forces de sécurité et formation dispensée au personnel des organismes chargés de l'instruction des plaintes.</li></ul>

- Soutien apporté au Centre contemporain d'étude et d'analyse des politiques en vue de la création d'une unité d'analyse des politiques chargée d'offrir des services d'analyse et de conseil aux décideurs de l'Autorité palestinienne et à d'autres acteurs.
- Appui à l'élaboration de textes et à l'examen de la législation sur le secteur de la sécurité pour assurer leur conformité avec les normes internationales relatives à la bonne gouvernance.
- En collaboration avec l'Université Al-Istiqlal, réalisation d'une évaluation sur la façon d'intégrer les besoins des agents militaires et des employés civils, hommes et femmes, dans les forces de sécurité palestiniennes.
- Formation de journalistes à la couverture de questions de sécurité et au suivi des activités des forces de sécurité et de police.
- En collaboration avec le Bureau du contrôle administratif et la Cour des comptes, évaluation des besoins de formation des institutions de contrôle financier du secteur de la sécurité en vue de la mise en place d'un programme de renforcement des capacités.
- Consolidation de la capacité de contrôle informelle des organisations de la société civile participant à la gouvernance du secteur de la sécurité grâce à un renforcement de leurs compétences en matière de suivi et d'évaluation.
- Renforcement et élargissement du Marsad, un outil en ligne qui rassemble des informations récentes et des articles sur le secteur de la sécurité.

---

 Tunisie

- Renforcement de la capacité de communication du ministère de l'Intérieur grâce à la formation de porte-parole et à une assistance en faveur de la mise au point d'outils de communication interne, notamment un code de conduite sur la communication entre les services de police et les médias. Inventaire et publication des textes de loi tunisiens régissant la communication et l'information.
- Formation de hauts-fonctionnaires du ministère de l'Intérieur en gestion stratégique et développement institutionnel.
- Aide au Gouvernement tunisien dans l'engagement d'une réforme des services de renseignement nationaux et fourniture d'un appui à un groupe de travail interministériel chargé de la réforme des services de renseignement sous l'égide du ministère de la Bonne gouvernance.
- Signature d'un protocole d'accord avec le ministère des Droits de l'homme et de la Justice transitionnelle axé sur la coopération dans quatre domaines principaux : i) le renforcement du contrôle du système de détention et de réinsertion ; ii) l'amélioration des mécanismes d'instruction des plaintes déposées par les citoyens ; iii) le renforcement des capacités de gestion stratégique du ministère ; et iv) l'intégration de la réforme du secteur de la sécurité dans le processus de justice transitionnelle.

- Poursuite du dialogue avec le ministère de la Défense en vue de l'établissement d'institutions nationales d'ombudsman pour les forces armées. Participation d'une délégation tunisienne à la cinquième Conférence internationale des institutions d'ombudsman pour les forces armées organisée à Oslo en octobre 2013.
- En collaboration avec l'Institut arabe des droits de l'homme, lancement d'une étude nationale sur l'évolution de l'intégration des questions de genre dans les cadres juridique et institutionnel du secteur de la sécurité en Tunisie.
- Poursuite du développement et de la mise à jour d'une base de données en ligne sur la législation tunisienne relative au secteur de la sécurité.<sup>47</sup> De nouvelles fonctions permettent aux internautes de déposer des commentaires sur les projets de textes de loi et de consulter les dossiers de presse y afférents.
- Élaboration et mise en ligne d'une nouvelle version du Marsad, un observatoire en ligne du secteur de la sécurité en Tunisie.<sup>48</sup>

#### Principaux résultats obtenus en 2013 :

- Le DCAF a entamé un processus en vue de l'élaboration d'une stratégie de réforme destinée au ministère de l'Intérieur tunisien et contribué à l'engagement d'une réforme du système de renseignement tunisien.
- Le Centre a contribué à l'institutionnalisation de Conseils de sécurité communautaire en Cisjordanie et à la mise en œuvre de stratégies de sécurité communautaire élaborées localement.
- Le DCAF a ouvert un bureau national à Tripoli, en Libye, et établi une collaboration avec le Congrès général national, le ministère de l'Intérieur et plusieurs autres acteurs du secteur de la sécurité.

Pour de plus amples informations sur les programmes du DCAF au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, voir [www.dcaf.ch/Region/Middle-East-and-North-Africa](http://www.dcaf.ch/Region/Middle-East-and-North-Africa) et <http://dcaf-tunisie.org/>

<sup>47</sup> [www.legislation-securite.tn](http://www.legislation-securite.tn)

<sup>48</sup> [www.observatoire-securite.tn](http://www.observatoire-securite.tn)

# L'Afrique subsaharienne



## Dates importantes :

- 
- |             |   |
|-------------|---|
| <b>2000</b> | Le Nigéria figure parmi les membres fondateurs du DCAF.   |
| <b>2001</b> | L'Afrique du Sud et la Côte d'Ivoire rejoignent le DCAF.  |
| <b>2004</b> | Signature d'un protocole d'accord instaurant un partenariat stratégique entre le DCAF le Parlement de la CEDEAO.<br><br>Organisation d'une réunion régionale du Conseil de fondation du DCAF au Nigéria.  |
| <b>2009</b> | Le Burkina Faso rejoint le DCAF.<br><br>Signature d'un protocole d'accord entre le DCAF et le Réseau pour la défense et la gestion de la sécurité en Afrique australe (SADSEM) ainsi qu'avec le Réseau africain pour le secteur de la sécurité afin de faciliter la collaboration au niveau opérationnel.<br><br>Signature entre le DCAF et le ministère de la Défense sud-africain d'un accord commun sur la réforme et la gouvernance du secteur de la sécurité.<br><br>Organisation d'une réunion régionale du Conseil de fondation du DCAF en Afrique du Sud. |
| <b>2010</b> | Signature entre le DCAF et la Commission de la CEDEAO d'un protocole d'accord visant à encourager la bonne gouvernance du secteur de la sécurité au sein des États membres de la CEDEAO.<br><br>Le Burundi rejoint le DCAF ; participation de l'Union africaine avec le statut d'observateur à une réunion du Comité de direction de l'Équipe internationale de conseil au secteur de la sécurité du DCAF (ISSAT).  |
| <b>2011</b> | Le Ghana, le Mali et le Sénégal rejoignent le DCAF ; participation de la Banque africaine de développement avec le statut d'observateur à une réunion du Comité de direction de l'ISSAT.<br><br>Le Conseil des ministres de la CEDEAO adopte le Code de conduite pour les forces armées et les services de sécurité de la CEDEAO.   |

### Dates importantes :

- 
- 2012** Le DCAF et le Parlement de la CEDEAO annoncent la publication de l'ouvrage : *Contrôle parlementaire du secteur de la sécurité – Guide Parlement de la CEDEAO–DCAF à l'usage des parlementaires ouest-africains.*
- Première participation des institutions de médiation du Burkina Faso, du Burundi et du Sénégal à la Conférence Internationale des institutions d'ombudsman pour les forces armées.
- Le DCAF signe un protocole d'accord avec le Centre international Kofi Annan de formation au maintien de la paix dans le but de faciliter la collaboration sur le plan opérationnel.
- 
- 2013** Le DCAF lance un projet sur trois ans en vue de formuler des orientations sur la mise en œuvre en Afrique de l'Ouest des cadres politiques de la CEDEAO relatifs à la GSS/RSS.
- Le DCAF est chargé par le Gouvernement malien de soutenir le processus de gouvernance et la réforme du secteur de la sécurité du pays.

L'Afrique subsaharienne reste au premier rang des priorités du DCAF en termes d'activités sur le terrain. Depuis sa création, le Centre a apporté son soutien dans le domaine de la GSS/RSS à 20 pays de la région (Afrique du Sud, Botswana, Burkina Faso, Burundi, Côte d'Ivoire, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Kenya, Libéria, Mali, Ouganda, République centrafricaine, République démocratique du Congo, Rwanda, Sénégal, Sierra Leone, Somalie, Soudan du Sud et Zimbabwe). Le DCAF mène des activités aux niveaux continental, régional et bilatéral.

Au niveau continental, en 2013, le DCAF a chargé un groupe d'experts d'examiner les ébauches des premières Notes d'orientation techniques élaborées par le Réseau africain pour le secteur de sécurité au nom de l'Union africaine. Ces notes visent à rendre opérationnelle la politique relative à la réforme du secteur de la sécurité récemment adoptée par l'Union africaine.

Au niveau régional, le DCAF a élargi encore davantage sa coopération stratégique avec la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) concernant la gouvernance démocratique du secteur de la sécurité dans la région. En avril 2013, le Centre a procédé à un examen du projet de Stratégie régionale de la CEDEAO sur la réforme et la gouvernance du secteur de la sécurité pour assurer sa conformité avec le Plan directeur de l'Union africaine pour la réforme du secteur de la sécurité. Les États membres de la CEDEAO sont en train d'examiner le projet et devraient le valider en 2014. Durant l'année, le DCAF a continué de travailler avec la CEDEAO à l'élaboration de la boîte à outils

sur la gouvernance et la réforme du secteur de la sécurité en Afrique de l'Ouest (*Toolkit for Security Sector Reform and Governance in West Africa*). Ce guide fournira des directives et des conseils pratiques spécifiques à la région, à la Commission de la CEDEAO, aux autorités nationales, aux organisations de la société civile et à la communauté internationale quant à la façon de concevoir, mettre en œuvre, encourager les programmes et les activités de RSS, et de créer un « sentiment d'appropriation ». Le guide sera publié en 2014.

Toujours au niveau régional, l'Équipe internationale de conseil au secteur de la sécurité du DCAF (ISSAT) a apporté son concours au Centre international Kofi Annan de formation au maintien de la paix (KAIPTC) dans la prestation de son deuxième programme de formation semestriel sur la RSS et la réforme de la police. Elle a également aidé le KAIPTC à élaborer une version en ligne du programme de formation à la RSS à l'intention des pays d'Afrique. Cette formation a pour objectif d'élargir la base de connaissances, le savoir-faire et les compétences techniques du personnel de maintien de la paix travaillant sur le terrain. En 2013, le DCAF a aussi appuyé une formation sur « Le développement, la justice et la réforme du secteur de la sécurité » organisée par la Banque africaine de développement à destination de ses employés et organisations partenaires.

Comme les années précédentes, en 2013, le DCAF a consacré une grande partie de ses activités régionales sur le continent africain à l'intégration des questions de genre dans la GSS. De fait, depuis 2011, le DCAF mène un projet de « Renforcement de la capacité en matière d'égalité des sexes dans les pays du Sud », dont l'objectif est de réduire la dépendance des établissements d'enseignement et de formation en matière de sécurité vis-à-vis d'experts appartenant à des pays donateurs en améliorant au niveau local la capacité des institutions, des formateurs et des praticiens à intégrer la question du genre dans leurs programmes. Dans le cadre de ce projet, le DCAF a continué de soutenir sur les plans technique et financier le Réseau pour la défense et la gestion de la sécurité en Afrique australe (SADSEM). En 2013, le Centre a apporté son concours à la mise en place de trois ateliers sur l'intégration des questions de genre dans les programmes d'études sur la sécurité et la défense, lesquels ont réuni des participants venus de l'Afrique du Sud, de l'Angola, du Botswana, du Lesotho, du Malawi, du Mozambique, de la Namibie, de Tanzanie, de Zambie et du Zimbabwe. Le DCAF a également aidé le KAIPTC à passer en revue ses programmes pour intégrer les questions de genre ; parallèlement, il a fourni un appui financier et apporté une contribution substantielle en faveur d'un atelier d'orientation destiné aux enseignants de troisième cycle du KAIPTC sur les questions de genre, la paix et la sécurité.

Dans le cadre du soutien apporté aux services de police nationaux en faveur de l'intégration des questions de genre dans leurs opérations, le Centre a organisé à Freetown, en Sierra Leone, un séminaire sous-régional sur l'intégration des questions de genre dans les services de police, en coopération avec la police sierra-léonaise. Ce séminaire avait pour objectif de servir de tribune où échanger des bonnes pratiques et des enseignements et de permettre aux services de police de Côte d'Ivoire, de Guinée, du Libéria, du Sénégal et de la Sierra Leone de renforcer leurs connaissances techniques dans différents domaines clés liés à la place du genre dans la réforme de la police.

Le DCAF a également apporté son soutien à l'organisation au Centre international de formation pour les opérations de maintien de la paix de Nairobi d'une formation pilote intitulée « Une approche globale de la place du genre dans les opérations sur le terrain » à l'intention de policiers et de fonctionnaires civils et militaires de niveau intermédiaire venus de plusieurs pays d'Afrique, en collaboration avec les ministères de la Défense et des Affaires étrangères espagnols et hollandais et le Commandement des États-Unis pour l'Afrique.

Parallèlement à ces activités régionales, le DCAF a soutenu plusieurs initiatives nationales en matière de GSS et de RSS. Il a notamment accordé une attention particulière au renforcement des capacités de contrôle des parlements et à la coopération avec les institutions du secteur de la sécurité pour les aider à mettre en place des structures, des politiques et des pratiques soucieuses des questions de genre. L'Afrique est également restée une région prioritaire s'agissant des activités de l'ISSAT, laquelle a continué d'apporter son concours aux États membres et aux organisations multilatérales en ce qui concerne l'élaboration et la mise en œuvre de plusieurs programmes de RSS sur l'ensemble du continent.

Les principaux projets nationaux du DCAF exécutés en 2013 en Afrique subsaharienne sont présentés dans le tableau ci-dessous :



#### Afrique du Sud

- Appui au Centre de formation aux opérations de maintien de la paix de la Force de défense nationale sud-africaine au moyen d'un atelier pilote sur la question du genre destiné aux instructeurs et d'une formation sur deux semaines intitulée « Gender for Instructors » co-animés par le DCAF. À la demande de la Force de défense nationale sud-africaine, le DCAF contribue à l'élaboration et au déroulement de ces formations depuis 2012. Cette activité fait partie du projet « Renforcement de la capacité en matière d'égalité des sexes dans les pays du Sud » et vise à doter les instructeurs de la Force de défense nationale sud-africaine

/ du Centre de formation aux opérations de maintien de la paix des connaissances et des compétences nécessaires pour créer un cadre de formation non discriminatoire et intégrer la perspective du genre dans les programmes d'instruction militaire.

 <b>Burkina Faso</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Organisation d'un atelier d'auto-évaluation pour le compte de l'Assemblée nationale du Burkina Faso en vue d'entamer un programme de renforcement des capacités des commissions parlementaires dans le domaine de la défense et de la sécurité, en coopération avec le Réseau africain pour le secteur de la sécurité<sup>49</sup>.</li></ul>
 <b>Burundi</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Soutien aux Pays-Bas en vue d'aider le Gouvernement du Burundi à examiner l'évolution du processus de RSS du pays, y compris des réformes au niveau des forces armées, des services de police, du système judiciaire et de la gouvernance – ainsi que le dispositif national de sécurité et le secteur du renseignement. Le Centre s'est également employé à recenser les lacunes, entraves et insuffisances actuelles du processus de réforme du secteur de la justice et de la sécurité.</li><li>• Soutien à la planification d'un audit/d'une évaluation de l'Inspection générale de la sécurité publique du Burundi prévu(e) pour 2014. Demandée par les Pays-Bas et menée en collaboration avec la Police fédérale belge, cette évaluation portera sur l'organisation et le fonctionnement de l'Inspection générale, formulera des recommandations visant à améliorer son fonctionnement et contribuera à la prise de décisions relatives aux activités prévues pour la troisième phase à venir du Programme de développement du secteur de la sécurité parrainé par les Pays-Bas.</li></ul>
 <b>Côte d'Ivoire</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Soutien à la Police nationale de Côte d'Ivoire dans les préparatifs d'une auto-évaluation sur l'égalité des sexes au sein de l'institution.</li><li>• Contribution d'experts à un projet sur l'intégration de la question du genre dans les forces armées et la gendarmerie de Côte d'Ivoire, dans le cadre d'une mission du Gouvernement ivoirien et avec l'appui de l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI).</li><li>• Appui à l'organisation d'un atelier sur la RSS à l'intention de grands acteurs ivoiriens du secteur de la défense. Cet atelier était essentiellement axé sur la RSS, le leadership partagé et les problèmes de sécurité du moment et visait à renforcer la cohésion entre les participants autour du principe d'un processus de RSS global et participatif.</li></ul>

<sup>49</sup> <http://www.dcaf.ch/Event/Self-evaluation-workshop-on-parliamentary-oversight-of-the-security-sector-with-the-National-Assembly-of-Burkina-Faso>

 <b>Kenya</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Appui à la police suédoise et à l'Agence suédoise de développement international dans la réalisation d'une étude visant à établir si les conditions nécessaires au renforcement du soutien actuellement fourni en faveur de la réforme de la police étaient réunies. Participation à l'élaboration d'un projet en vue d'un programme de soutien à la réforme de la police d'une durée de trois ans.</li> </ul>
 <b>Liberia</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Organisation d'un atelier de renforcement des capacités sur la défense et la sécurité à l'intention des membres du Comité de la sécurité nationale du Parlement du Libéria, dans le cadre d'un mandat de la Chambre des représentants et en coopération avec le Réseau africain pour le secteur de la sécurité.</li> <li>• Appui technique en faveur de l'organisation d'un séminaire de haut niveau sur la sensibilisation à la question du genre destiné à la Police nationale libérienne (PNL), en réponse à une demande de l'Unité sur la parité des sexes de la PNL et du Conseiller de la police civile des Nations Unies (UNPOL) sur les questions de genre. Ce séminaire a réuni une trentaine de participants provenant de différentes unités de la PNL qui ont étudié les moyens de améliorer l'efficacité de la police grâce à une approche inclusive et à l'intégration des questions de genre.</li> <li>• Appui à la Mission des Nations Unies au Libéria (MINUL) et au Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) afin d'examiner les dispositifs en place en termes de gestion et de responsabilisation au sein des forces de police, du ministère public et de l'appareil judiciaire, et de mettre en avant des exemples de nouvelles pratiques.</li> </ul>
 <b>Mali</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Appui au ministère de la Sécurité afin de soutenir la bonne gouvernance et la réforme du secteur de la sécurité au Mali.</li> </ul>
 <b>République démocratique du Congo (RDC)</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Soutien au Royaume-Uni dans le cadre de l'évaluation de son programme de cinq ans sur la responsabilité du secteur de la sécurité et sur les forces de police en RDC.</li> </ul>
 <b>Sénégal</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Soutien au ministère des Forces armées dans la mise en œuvre de sa stratégie sur le genre pour les forces armées grâce à un appui en faveur de la réalisation d'un manuel de formation sur la parité hommes-femmes et du renforcement des capacités des instructeurs militaires.</li> <li>• Organisation de séances de renforcement des capacités et de sensibilisation concernant le Plan d'action national pour la mise en œuvre de la Résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations Unies sur les femmes, la paix et la sécurité et pour la mise en place d'un processus de GSS sensible à la dimension de genre à l'intention des autorités locales et des acteurs de la société civile de la région de Saint-Louis ; cette initiative a été réalisée en partenariat avec l'Alliance pour la migration, le leadership et le développement (AMLD).</li> </ul>

---

 **Sierra Leone**

- Maintien de l'appui à la nouvelle Division du genre récemment créée au sein de la Police nationale sierra-léonaise (PNS) en vue de la mise en œuvre des recommandations découlant de l'auto-évaluation sur le genre.
- Soutien à l'unité en charge des questions de genre de la PNS grâce à la mise en place d'une formation et au parrainage d'un conseiller local sur les questions de genre détaché auprès de l'unité ; renforcement de l'appui à la formation proposée par l'unité à l'intention des coordonnateurs chargés des questions de genre au sein des forces de police de l'ensemble du pays.
- Fourniture à l'association des Femmes dans le secteur de la sécurité en Sierra Leone (WISS-SL) d'une deuxième micro-subvention et d'une assistance technique en faveur de la mise en œuvre de la seconde phase d'un projet sur 12 mois destiné à favoriser la participation et la promotion des femmes dans toutes les institutions du secteur de la sécurité du pays. Ce projet prévoyait la réalisation d'un inventaire des lacunes et des besoins pour le personnel féminin du secteur de la sécurité, des activités de sensibilisation et de mobilisation auprès des décideurs politiques et du grand public (notamment des étudiants) ainsi qu'un programme de tutorat et d'encadrement à l'intention des nouvelles recrues féminines de quatre institutions du secteur de la sécurité.
- En partenariat avec l'Organisation internationale pour les migrations, maintien de la coopération avec le ministère sierra-léonais de l'Aide sociale, de la Condition féminine et de l'Enfance en faveur de la mise en œuvre d'un projet communautaire sur 12 mois visant à faire participer les communautés rurales à la gouvernance de la sécurité dans les régions frontalières de la Sierra Leone et à promouvoir le dialogue avec les agents locaux de sécurité. Ce projet a notamment abouti à l'élaboration d'un manuel de formation sur les questions de genre et la gouvernance du secteur de la sécurité à l'intention des femmes des différentes communautés.

---

 **Somalie**

- Encadrement et formation en faveur de membres du personnel du PNUD détachés auprès du Département de recherche de l'Observatoire somalien de la violence et de la criminalité pour aider à l'élaboration d'indicateurs sur le suivi des conflits ainsi qu'à un recueil et une analyse efficaces de données dans les domaines de la justice et de la sécurité.
- Maintien de l'appui au PNUD dans sa Mission de police civile en Somalie dans la réalisation d'une étude visant à améliorer la prestation des services de police dans le Somaliland en tenant compte des questions de genre. Aide à l'élaboration d'une stratégie de maintien de l'ordre attentive à l'égalité des sexes et de renforcement de la capacité policière à enquêter sur les crimes à caractère sexiste et à poursuivre les responsables de ce genre de délit.

- |  |  |
|--|--|
|  <b>Soudan du Sud</b> | <ul style="list-style-type: none"><li>• À la demande du Gouvernement suisse, réalisation d'une évaluation de la situation du contrôle démocratique des forces armées au Soudan du Sud dans l'objectif d'élaborer, le cas échéant, un programme suisse de soutien au contrôle démocratique des forces armées. Cette étude avait pour objet de recenser les sources de l'aide internationale actuellement fournie et de réfléchir à la possibilité d'une collaboration entre le Soudan du Sud et la Suisse sur la question du contrôle démocratique des forces armées.</li></ul> |
|  <b>Zimbabwe</b>      | <ul style="list-style-type: none"><li>• À la demande du Programme sur la paix et la sécurité du Zimbabwe et d'ONU Femmes, mise en place par le DCAF de plusieurs séances de formation à l'intention d'organisations de la société civile du Zimbabwe dans le cadre d'une consultation et d'un atelier sur « La place du genre dans la transformation du secteur de la sécurité ».</li></ul>  |

#### Principaux résultats obtenus en 2013 :

- Des experts du DCAF ont procédé à un examen du projet de Stratégie régionale de la CEDEAO sur la réforme et la gouvernance du secteur de la sécurité.
- Le DCAF a contribué à l'auto-évaluation de la commission parlementaire chargée des questions de sécurité au sein de l'Assemblée nationale du Burkina Faso et a formulé des recommandations pour surmonter les obstacles à la mise en place d'un contrôle efficace du secteur de la sécurité.
- Le DCAF a organisé un séminaire régional sur la place du genre dans la réforme de la police à l'intention des services de cinq pays d'Afrique de l'Ouest (Côte d'Ivoire, Guinée, Libéria, Sénégal et Sierra Leone).
- Le DCAF a soutenu les efforts déployés par la Police nationale sierra-léonaise pour renforcer l'intégration des questions de genre au moyen notamment d'une auto-évaluation sur l'égalité des sexes et de la mise en œuvre des recommandations en découlant, ce qui a abouti à la création, en décembre 2013, d'une toute nouvelle Division du genre au sein de la Police nationale sierra-léonaise.
- Le DCAF a aidé la Police nationale de Côte d'Ivoire à mener à bien son auto-évaluation sur la question du genre, grâce notamment à un recueil d'informations en interne, à la réalisation d'une étude sur la façon dont la population perçoit la police et à l'organisation d'un atelier interne sur l'intégration de la dimension du genre dans les activités des services de police.

Pour de plus amples informations sur les programmes du DCAF en Afrique subsaharienne, voir [www.dcaf.ch/Region/Africa](http://www.dcaf.ch/Region/Africa)

# L'Asie



## Dates importantes :

- 
- |                  |   |
|------------------|---|
| <b>2006</b>      | Le DCAF facilite la création du Forum interparlementaire sur la gouvernance du secteur de la sécurité en Asie du Sud-Est.   |
| <b>2007</b>      | L'Indonésie rejoint le DCAF.  |
| <b>2007-2010</b> | Le DCAF met en place un programme complet de réforme du secteur de la sécurité et de renforcement des capacités de la société civile en Indonésie.  |
| <b>2008</b>      | <p>Le DCAF appuie la création du Groupe d'étude multipartite des Philippines sur la réforme du secteur de la sécurité, placé sous la présidence du Centre international pour l'innovation, la transformation et l'excellence en matière de gouvernance (INCITEGov).</p> <p>Le DCAF entame la série d'ateliers de formation conjointe à l'intention du personnel de sécurité des Philippines, en coopération avec le Collège de la défense nationale philippin et la FES Philippines.</p> <p>Le DCAF, en collaboration avec la FES Philippines, entame des activités avec le Quartier général de la police royale thaïlandaise et l'Institut des études de défense nationale des Forces armées royales thaïlandaises sur le renforcement des capacités en matière de GSS à l'intention des services de la défense et du maintien de l'ordre thaïlandais.</p> |
| <b>2009</b>      | <p>Première étude et première table ronde régionale sur les besoins en gouvernance du secteur de la sécurité dans la région Pacifique en collaboration avec le PNUD.</p> <p>Le Cambodge, la Thaïlande et les Philippines rejoignent le DCAF avec le statut d'observateurs permanents.</p>   |

**Dates importantes :**

	Le DCAF soutien l'instauration d'un dialogue multipartite sur la RSS en Thaïlande sous les auspices, dans un premier temps, du Comité sénatorial permanent des forces armées thaïlandais puis, dans un second temps, sous l'égide de l'Institut du roi Prajadhipok.
<b>2009-2011</b>	Le DCAF met en place un programme de renforcement de la capacité pour le contrôle du secteur de la sécurité au Népal.
<b>2011</b>	Les Philippines rejoignent le DCAF en qualité d'État membre.
<b>2012</b>	Le DCAF appuie l'instauration d'un dialogue multipartite sur la RSS et la GSS au Cambodge.
<b>2013</b>	Le DCAF entame une collaboration avec le Myanmar et est chargé par l'UE de soutenir la réforme de la police dans ce pays.  Début d'une coopération entre le DCAF et des institutions démocratiques, des organismes du secteur de la sécurité et des organisations de la société civile de Mongolie.
<b>2014</b>	La Mongolie dépose une demande d'adhésion au Conseil de fondation du DCAF.

La coopération entre le DCAF et ses partenaires d'Asie du Sud-Est s'est considérablement accrue ces dernières années. L'Indonésie est membre du Conseil de fondation depuis 2007 et a été rejointe par les Philippines en 2011. Le Cambodge et la Thaïlande jouissent quant à eux du statut d'observateur permanent depuis 2009. En avril 2014, la Mongolie a déposé une demande d'adhésion au Conseil de fondation du DCAF.

Au titre de son Programme pour l'Asie du Sud-Est, le DCAF appuie la bonne gouvernance du secteur de la sécurité et favorise la réforme du secteur de la sécurité au moyen d'un dialogue multipartite, de recherches axées sur les politiques et d'initiatives en faveur du renforcement des capacités. Ses activités s'adressent essentiellement aux institutions offrant des services de sécurité, comme les forces armées ou la police, ainsi qu'aux organismes de contrôle et de direction, comme le pouvoir exécutif, le parlement, l'appareil judiciaire, les instances de contrôle indépendantes ou les organisations de la société civile et le milieu universitaire. En Asie du Sud-Est, le DCAF intervient aussi bien au niveau régional qu'au niveau national, en mettant plus particulièrement l'accent sur le Cambodge, l'Indonésie, le Myanmar, les Philippines et la Thaïlande.

Au niveau régional, les activités du DCAF en 2013 ont eu pour thème principal le soutien au Forum interparlementaire sur la gouvernance du secteur de la sécurité en Asie du Sud-Est (Inter-Parliamentary Forum on

Security Sector Governance in Southeast Asia, IPF-SSG)<sup>50</sup>. L'IPF-SSG cherche à promouvoir le dialogue entre les parlementaires du Sud-Est asiatique dans l'intention de renforcer le contrôle civil, la responsabilité publique et la participation des parlements à la gouvernance du secteur de la sécurité. Le forum prévoit un dialogue, des publications et des ateliers sur des questions d'actualité ou plus générales en lien avec le contrôle parlementaire du secteur de la sécurité en Asie du Sud-Est. Le DCAF lui apporte son soutien en collaboration avec la Friedrich Ebert Stiftung (FES) et, en 2013, les deux organisations ont organisé conjointement le 11<sup>ème</sup> atelier de l'IPF-SSG à Bangkok, en Thaïlande. Plus de 40 députés, conseillers parlementaires, représentants de ministères, des forces armées, des services de police, de groupes de réflexion et d'organisations non gouvernementales du Cambodge, d'Indonésie, de Malaisie, des Philippines et de Thaïlande ont participé à cet atelier consacré à la façon dont différents pays d'Asie du Sud-Est conçoivent la RSS dans le cadre de la démocratisation des institutions, avec un accent particulier sur le rôle des parlements. L'état d'avancement des projets de GSS/RSS et les perspectives qu'ils offrent dans différents pays du Sud-Est asiatique ont également été examinés au cours de l'atelier.

Depuis 2007, l'IPF-SSG a permis l'instauration de processus de concertation multipartites à l'échelle nationale dans plusieurs États membres de l'ANASE dont les Philippines (depuis 2007), la Thaïlande (2009), et le Cambodge (2012). Ces initiatives ont pris différentes formes et certaines ont déjà abouti à des résultats tangibles, en particulier aux Philippines où le gouvernement a fait de la RSS une politique officielle.

Au niveau national, en 2013, les activités prévues au titre du Programme pour l'Asie du Sud-Est du DCAF se sont concentrés sur les Philippines et la Thaïlande, tandis que le programme était élargi au Myanmar. En 2013, le DCAF a commencé à mettre en œuvre la composante « obligation de rendre compte » du projet de l'UE intitulé « Appui à la réforme des forces de police du Myanmar », financé par l'« Instrument pour la stabilité » de l'UE pour une durée de 18 mois. Dans le cadre de sa contribution à ce projet, le Centre travaille avec des parties prenantes locales sur les trois points suivants : l'énoncé d'une nouvelle conception de la police, l'actualisation du cadre juridique et des codes de fonctionnement, et l'élaboration de pratiques visant à rendre la police plus responsable devant le parlement. En décembre 2013, l'ancien responsable du Programme de police du DCAF a pris ses fonctions d'expert référent du DCAF pour ce volet du projet à Rangoon, au Myanmar.

<sup>50</sup> <http://ipf-ssg-sea.net>

Outre ses activités en Asie du Sud-Est, le DCAF est présent au niveau régional et national dans l'ensemble de la région asiatique. Il a notamment engagé une coopération avec des institutions démocratiques, des organismes du secteur de la sécurité et des organisations de la société civile de Mongolie. Il a également participé à la rencontre régionale du Secrétariat du Forum des îles du Pacifique (FIP) et du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) consacré à « La gouvernance du secteur de la sécurité dans le Pacifique ». Cette réunion était destinée à cerner les besoins en matière d'élaboration de politiques globales pour les services de police, des douanes, de l'immigration et de la défense dans les États insulaires du Pacifique et à établir des mécanismes efficaces en matière de contrôle et d'obligation de rendre compte. Elle a également permis de faire connaître les enseignements tirés de l'élaboration de la politique de sécurité nationale de la Papouasie Nouvelle-Guinée, un processus entamé au titre d'une coopération entre le PNUD, le FIP et le DCAF.

L'Asie est également restée au cœur des activités de l'Équipe internationale de conseil au secteur de la sécurité du DCAF (ISSAT), avec plusieurs missions de formation ou de soutien sur le terrain réalisées notamment en Indonésie et au Japon.

Les principaux projets nationaux du DCAF menés à bien en Asie en 2013 sont présentés dans le tableau ci-dessous :

 <b>Cambodge</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Appui à l'Institut cambodgien pour la coopération et la paix (CICP) en faveur de la traduction et de la publication du compte rendu d'un dialogue multipartite sur la GSS et la RSS au Cambodge engagé en 2012 ; élaboration d'un projet de Groupe d'étude cambodgien sur la GSS/RSS établi en mars 2014.</li></ul>
 <b>Indonésie</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Soutien au lancement de l'édition 2014 de l'<i>Almanac on Human Rights and the Indonesian Security Sector</i> (Almanach sur les droits de l'homme et le secteur de la sécurité en Indonésie) en coopération avec l'Institut d'études de sécurité, de paix et de défense.</li><li>• Soutien aux Pays-Bas dans le recensement des domaines qui feront l'objet de futures programmes à l'appui des réformes entamées dans le secteur judiciaire indonésien, pour faire suite à l'évaluation des programmes de coopération bilatérale entre l'Indonésie et les Pays-Bas réalisée en 2012.</li></ul>
 <b>Japon</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Appui à un ensemble d'activités de sensibilisation et de mobilisation mises en place par le Gouvernement japonais et des ONG dans l'objectif de faire mieux connaître et comprendre les enjeux de la RSS à différentes parties prenantes.</li></ul>



## Mongolie

- Instauration d'un vaste cadre de coopération avec le Grand Khoural (parlement) mongol, laquelle a débouché sur la mise en place d'une semaine entière de formations et de conférences dont :
  - des tables rondes sur « La réforme de la sécurité et de la justice » et « Les rôles et responsabilités des commissions parlementaires dans le contrôle du secteur de la sécurité et la gouvernance du secteur de la sécurité » organisées à l'intention de parlementaires et de leurs collaborateurs ;
  - une table ronde organisée en collaboration avec les Services du renseignement sur « Le contrôle parlementaire des services du renseignement » ; et
  - une table ronde à destination des organisations de la société civile sur « Le rôle des organisations de la société civile dans la gouvernance du secteur de la sécurité ».
- Organisation d'une visite en Suisse à l'intention de membres du Groupe de travail sur la réforme du secteur de la sécurité et d'institutions du secteur de la justice et de la sécurité. Cette visite était axée sur l'élaboration de programmes relatifs à la gouvernance de la sécurité et sur les rôles et responsabilités des acteurs du secteur de la sécurité, notamment en ce qui concerne le contrôle du secteur du renseignement et des services de police.
- En 2014, la Mongolie a déposé une demande d'adhésion au Conseil de fondation du DCAF.



## Myanmar

- Sur invitation du Centre pour le dialogue humanitaire, détachement de deux experts en vue d'un « Atelier de partage de données d'expérience destiné aux forces armées et à la police du Myanmar pour appuyer la gestion des conflits » organisé par le ministère de l'Immigration et de la Population à Naypyidaw. Deux ateliers de 60 participants chacun avaient été prévus dans le cadre de cette manifestation, le premier destiné aux officiers supérieurs de l'armée et le second aux officiers de police de haut rang.
- À la demande de M. U Aung Min, Ministre à la présidence chargé des négociations de paix, appui aux travaux du Centre pour la paix du Myanmar sur des questions ayant trait à la RSS, notamment la rédaction d'un document de travail sur les défis que présente la RSS dans le cadre de la démocratisation.
- Au titre d'un mandat de l'Union européenne par le biais du Groupe international de gestion, début de la mise en œuvre de la composante « obligation de rendre compte » du projet de l'Instrument pour la stabilité de l'UE intitulé « Appui à la réforme des forces de police du Myanmar pour les services de police de proximité et la gestion des

foules ». Le DCAF travaille avec des parties prenantes locales sur les trois points suivants : la formulation d'une vision d'avenir pour la police, l'actualisation du cadre juridique et des codes de fonctionnement, et l'élaboration de pratiques visant à rendre la police plus responsable vis-à-vis du parlement. Ce projet, de même que le détachement d'un expert référent du DCAF à Rangoon, s'étaleront sur une durée de 18 mois.

- Participation à un stage de formation de trois semaines mis en place par le Centre de politique de sécurité de Genève (GCSP) et le DCAF à l'intention de 24 jeunes professionnels d'organisations de la société civile, de partis politiques, de parlements et de ministères du Myanmar sur « Les relations internationales, la démocratisation et la sécurité des personnes ». Suite aux réactions positives des participants, le Département fédéral des Affaires étrangères suisse, l'ambassade suisse au Myanmar, le GCSP et le DCAF ont conjointement organisé un second stage en mars-avril 2014.



#### Philippines

- En coopération avec le Cabinet du Conseil présidentiel pour le processus de paix (OPAPP) et la Friedrich Ebert Stiftung (FES), coorganisation d'un atelier de présentation sur « Le désarmement, la démobilisation et la réintégration (DDR) et la réforme du secteur de la sécurité (RSS) » à l'intention de 40 représentants de neuf organismes gouvernementaux des Philippines. Il s'agissait du premier atelier d'une série consacrée aux questions de DDR dans le cadre d'un programme plus vaste de l'OPAPP visant à renforcer les capacités du Gouvernement philippin en ce qui concerne le langage, la technique et l'orientation nécessaires à la réussite de tout processus de DDR.
- Coorganisation d'un atelier de présentation sur « La réforme du secteur de la sécurité et les négociations de paix », le troisième d'une série d'ateliers sur la RSS mis en place en collaboration avec le Collège de la défense nationale philippin, l'OPAPP, le Conseil de la sécurité nationale et la FES. Cet atelier traitait de la mise en relation possible de la RSS avec les processus de paix et des données d'expérience ; il a réuni 50 représentants de différentes institutions du secteur de la sécurité.
- Participation à une conférence sur « Les droits de l'homme – dialogue entre l'État et la société civile aux Philippines » organisée par la Fondation Hanns Seidel à Bruxelles et contribution à un échange de données d'expérience sur la façon de relier gouvernance du secteur de la sécurité et protection des droits de l'homme dans le contexte des Philippines.

 **Thaïland**

- Signature d'un protocole d'accord avec la Commission nationale de la radiodiffusion et des télécommunications de la Thaïlande (NBTC), sur « La coopération en matière de renforcement des capacités dans le domaine de la gouvernance du secteur de la sécurité et des médias » qui a ouvert la voie à l'élaboration de projets communs destinés à donner aux médias des moyens d'action en matière de gouvernance du secteur de la sécurité en Thaïlande.
- Élaboration et animation de six ateliers de présentation et de renforcement des capacités sur la GSS/RSS à l'intention d'organismes de radiodiffusion communautaires de provinces frontalières du Sud de la Thaïlande, en collaboration avec la NBTC. Ces ateliers traitaient du rôle des médias dans la couverture des questions liées à la GSS/RSS ainsi que des difficultés relatives à la gouvernance et à la réforme du secteur de la sécurité thaïlandais dans le cadre du processus de paix en cours.
- Lancement de la version thaïe du manuel de l'Union interparlementaire et du DCAF intitulé *Contrôle parlementaire du secteur de la sécurité – Principes, mécanismes et pratiques*. Ce manuel a été traduit et annoté par des chercheurs de l'Université Chulalongkorn de Bangkok et servira à la mise en place future d'activités de renforcement des capacités sur la GSS/RSS en Thaïlande.
- Sous l'égide de l'Institut du roi Prajadhipok et en collaboration avec la FES, organisation de la quatrième réunion du Forum thaïlandais sur la gouvernance du secteur de la sécurité, un processus de dialogue multipartite visant à débattre et à mettre au point un modèle de GSS pour la Thaïlande accompagné des réformes nécessaires, en se fondant sur des données d'expérience nationales et internationales. Ce forum a réuni 30 représentants de ministères, du parlement, des forces armées, de la police, de la commission des droits de l'homme et de la société civile.
- Coorganisation d'un atelier de présentation sur « La réforme et la gouvernance du secteur de la sécurité : échange de données d'expérience de la région du Sud-Est asiatique » à destination de 60 officiers de rangs supérieur et intermédiaire des Forces armées royales thaïlandaises, en collaboration avec le Centre national de développement stratégique thaïlandais, le Centre d'excellence allemand et du Sud-Est asiatique en politique publique et bonne gouvernance et la FES Thaïlande. Les participants à l'atelier ont traité de l'état d'avancement de la RSS et de la GSS en Thaïlande par rapport au Cambodge, à l'Indonésie et aux Philippines, en prenant appui sur des comptes rendus d'études établis par des experts provenant de ces pays.
- Contribution à un séminaire sur « La mise en œuvre de la RSS pendant les processus de paix : difficultés et opportunités » qui s'est tenu à l'Université Chulalongkorn. Des professeurs et étudiants de cycles

supérieurs du Japon, du Myanmar et de la Thaïlande ont assisté à ce séminaire, ainsi que la présidente d'une ONG de femmes présente dans les provinces frontalières du Sud de la Thaïlande.

- Participation à un séminaire sur « La bonne gouvernance des services de police » organisé à l'intention de 150 étudiants de la Royal Police Cadet Academy de Thaïlande. Ce séminaire était axé sur les difficultés et les opportunités liées à la réforme des services de police dans l'objectif d'établir une bonne gouvernance de ces services.

#### Principaux résultats obtenus en 2013 :

- Au titre d'un mandat de l'UE, le DCAF a collaboré avec les Services de police du Myanmar, le Parlement du Myanmar et d'autres parties prenantes au renforcement de la responsabilisation et de la vision d'avenir des services de police, du cadre juridique applicable et du contrôle parlementaire.
- À la demande du Ministre à la présidence chargé des négociations de paix, le DCAF a offert un appui au Centre pour la paix du Myanmar sur des questions ayant trait à la RSS.
- Le DCAF a mis sur pied et animé six ateliers de renforcement des capacités sur la GSS/RSS à l'intention d'organismes de radiodiffusion communautaires de provinces frontalières du Sud de la Thaïlande, en collaboration avec la Commission nationale de la radiodiffusion et des télécommunications de la Thaïlande.
- Le Centre a lancé la version thaïe du manuel de l'Union interparlementaire et du DCAF intitulé *Contrôle parlementaire du secteur de la sécurité – Principes, mécanismes et pratiques*.
- Le DCAF a participé à la conception et à la mise en place de deux ateliers de présentation à l'intention de responsables du gouvernement et du secteur de la sécurité aux Philippines sur « Le désarmement, la démobilisation et la réintégration (DDR) et la réforme du secteur de la sécurité (RSS) » et « La réforme du secteur de la sécurité et les négociations de paix ».
- Le DCAF a instauré un vaste cadre de coopération avec le Parlement de Mongolie et les institutions du secteur de la sécurité du pays.

Pour de plus amples informations sur les programmes du DCAF en Asie du Sud-Est, voir [www.dcaf.ch/Region/Asia](http://www.dcaf.ch/Region/Asia)

# L'Amérique latine et les Caraïbes



## Dates importantes :

- 
- |             |  |
|-------------|--|
| <b>2002</b> | Le DCAF entame une coopération avec des institutions démocratiques, des prestataires de services de sécurité et des acteurs de la société civile en Amérique latine et aux Caraïbes sur des questions relatives à la gouvernance du secteur de la sécurité.  |
| <b>2009</b> | L'Argentine rejoint le DCAF.   |
| <b>2011</b> | Le Chili rejoint le DCAF avec le statut d'observateur permanent.<br><br>Le DCAF publie l'ouvrage intitulé <i>Política de Defensa en América Latina</i> (La politique de défense en Amérique latine).   |
| <b>2012</b> | Le DCAF entame une étude sur « Le soutien de l'UE en faveur de la réforme du secteur de la sécurité et de la justice en Amérique latine et aux Caraïbes » pour le compte de la Commission européenne.  |
| <b>2013</b> | Le DCAF contribue aux travaux de la Commission européenne en vue d'élaborer le prochain programme de soutien (2014-2020) en Amérique latine et dans les Caraïbes en réalisant une étude sur « L'appui de l'UE à la réforme du secteur de la justice et de la sécurité en Amérique latine et dans les Caraïbes ». |
- 

Le DCAF mène des projets en Amérique latine et aux Caraïbes depuis 2002. Deux pays de la région sont représentés au Conseil de fondation du DCAF, à savoir l'Argentine en qualité de membre du Conseil et le Chili avec le statut d'observateur permanent.

En 2013, l'Équipe internationale de conseil au secteur de la sécurité du DCAF (l'ISSAT) a poursuivi ses activités dans la région de l'Amérique latine et des Caraïbes et achevé une étude sur *L'appui de l'UE à la réforme du secteur de la justice et de la sécurité en Amérique latine et dans les Caraïbes*. L'étude comporte une analyse de la gouvernance du secteur de la sécurité dans 34 pays d'Amérique latine et des Caraïbes bénéficiaires de l'aide de l'UE et formule des recommandations à l'intention de la Commission européenne en vue de son engagement dans la région au titre du prochain cadre financier pluriannuel (2014–2020).

Depuis 2013, l'ISSAT apporte également son concours au bureau du Honduras de la Direction suisse du développement et de la coopération (DDC) dans la mise en œuvre de la nouvelle Stratégie de coopération de la Suisse pour l'Amérique centrale 2013–2017. Cette aide prend la forme d'une assistance en matière de RSS, d'analyse des conflits et de sensibilité aux conflits.

Au niveau bilatéral, en 2013, le DCAF a mené à bien des projets en Équateur, au Guatemala et au Mexique, comme indiqué dans le tableau ci-dessous :

 <b>Équateur</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Participation à la 128<sup>e</sup> Assemblée générale de l'Union interparlementaire organisée à Quito. Des publications du DCAF (notamment en espagnol et en portugais) sont mises à disposition et les différentes délégations parlementaires sont informées des activités du DCAF.</li></ul>
 <b>Guatemala</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Participation à une conférence de la Friedrich Ebert Stiftung sur la sécurité régionale, laquelle débouche sur la Déclaration d'Antigua sur « Le renforcement de l'intégration régionale afin d'établir et de consolider les mécanismes régionaux nécessaires pour donner lieu à des mesures de confiance et appuyer le règlement pacifique des conflits ».</li><li>• À la demande du ministère hollandais des Affaires étrangères, appui à l'Institut pour le développement durable du Guatemala dans la mise sur pied d'une formation initiale sur la RSS à l'intention de professionnels des secteurs de la sécurité et de la justice.</li><li>• Appui au Secrétariat du Réseau international pour les conflits et les situations de fragilité de l'Organisation de coopération et de développement économiques dans l'examen du « Programme d'appui à la réforme de l'appareil judiciaire » de l'UE et du « Programme de lutte contre les violences et l'impunité » d'USAID, dans l'objectif de trouver des solutions concrètes pour améliorer les programmes relatifs aux secteurs de la sécurité et de la justice. La mission principale consistait à recenser et à analyser les éléments de ces programmes mis en œuvre</li></ul>

au Guatemala et d'établir dans quelles conditions ils pouvaient être reproduits dans d'autres pays.

 Mexique

- Publication en 2013, sous le titre *Controles Democráticos del Sistema de Seguridad en el Ámbito Legislativo*<sup>51</sup>, du compte rendu de la conférence sur les pratiques régionales en matière de contrôle du secteur de la sécurité. Organisée en mars 2012 par le sénat mexicain et présidée par le DCAF, cette conférence portait sur « La gouvernance parlementaire du secteur de la sécurité ».

**Principaux résultats obtenus en 2013 :**

- Le DCAF a maintenu son appui au bureau du Honduras de la Direction suisse du développement et de la coopération (DDC) en faveur de la mise en œuvre de la nouvelle Stratégie de coopération de la Suisse pour l'Amérique centrale 2013–2017.
- Le Centre a poursuivi sa collaboration avec des parlementaires d'Amérique latine, des parties prenantes au niveau national et des ONG dans différents domaines touchant à la sécurité nationale et régionale.
- Le DCAF a contribué aux travaux de la Commission européenne en vue d'élaborer le prochain programme de soutien (2014–2020) en Amérique latine et dans les Caraïbes en réalisant une étude sur *L'appui de l'UE à la réforme du secteur de la justice et de la sécurité en Amérique latine*.

Pour de plus amples informations sur les programmes du DCAF Latin America and the Caribbean, see [www.dcaf.ch/Region/Latin-America-and-the-Caribbean](http://www.dcaf.ch/Region/Latin-America-and-the-Caribbean)

<sup>51</sup> <http://www.dcaf.ch/Publications/Controles-Democraticos-del-Sistema-de-Seguridad-en-el-Ambito-Legislativo>

# Les grands thèmes de la GSS en 2013

# Le programme de conseil aux parlements

## Dates importantes :

- |      |  |
|------|--|
| 2001 | Le DCAF commence à travailler avec l'UIP et l'Assemblée parlementaire de l'OTAN sur le renforcement du rôle des parlements dans le contrôle du secteur de la sécurité.   |
| 2003 | Le DCAF et l'UIP publient le guide <i>Contrôle parlementaire du secteur de la sécurité – Principes, mécanismes et pratiques</i> . Il s'agit d'un outil destiné aux parlementaires chargés des questions de défense et de sécurité. Le guide a été, à ce jour, traduit en 38 langues, et 100 000 exemplaires ont été distribués aux parlements dans le monde entier.  |
| 2004 | Le DCAF lance le Programme de conseil aux personnels parlementaires en Europe du Sud-Est.  |
| 2005 | Le DCAF et le Parlement norvégien publient <i>Making Intelligence Accountable: Legal Standards and Best Practice for Oversight of Intelligence Agencies</i> .  |
| 2006 | Le DCAF participe à la création du Forum interparlementaire sur la gouvernance du secteur de la sécurité en Asie du Sud-Est.   |
| 2007 | Le DCAF achève son étude sur le contrôle parlementaire des missions de la PESD intitulé <i>Parliamentary Oversight of Civilian and Military ESDP Missions: The European and National Levels</i> pour le Parlement européen.  |
| 2011 | Le DCAF et la CEDEAO publient l'ouvrage <i>Contrôle parlementaire du secteur de la sécurité – Guide Parlement de la CEDEAO-DCAF à l'usage des parlementaires ouest-africains</i> .<br><br>Le DCAF termine son étude, commanditée par le Parlement européen, sur le contrôle parlementaire des agences de renseignement dans l'UE, intitulée <i>Parliamentary Oversight of Security and Intelligence Agencies in the European Union</i> . |
| 2012 | Le DCAF lance son projet-cadre régional sur le contrôle parlementaire du secteur de la sécurité dans les Balkans de l'Ouest.<br><br>Le DCAF publie la boîte à outils <i>Overseeing Intelligence Services</i> .   |
| 2013 | Le Centre entame un processus de coopération pluriannuel avec le Parlement de Mongolie et l'Assemblée nationale arménienne.<br><br>Le DCAF et le Parlement européen publient l'ouvrage <i>Contrôle parlementaire du secteur de la sécurité</i> .   |

Les parlements sont indispensables pour garantir la transparence des institutions de sécurité et leur responsabilité devant les citoyens. Dans le cadre de sa mission de renforcement de la démocratie parlementaire, le DCAF s'emploie à améliorer la capacité des parlements à jouer un rôle efficace en matière de contrôle et de gouvernance du secteur de la sécurité. Les programmes parlementaires du DCAF ont été conçus pour informer, conseiller et travailler sur différents aspects du secteur de la sécurité en collaboration avec des parlements nationaux et régionaux, des assemblées interparlementaires et des organes exécutifs. Ils traitent d'un large éventail de questions touchant à la gouvernance du secteur de la sécurité (GSS) et prévoient des services de renforcement des capacités qui s'articulent autour des trois grands axes suivants :

- le développement des compétences et l'élaboration de produits du savoir auxquels les parlements et les parlementaires peuvent se référer dans l'exercice de leurs fonctions de contrôle (manuels, documents de travail, supports pédagogiques, études, etc.) ;
- le développement organisationnel fondé sur la mise au point de processus et de procédures au sein même des institutions parlementaires ;
- l'élaboration de cadres juridiques et institutionnels visant à modifier les lois et les règlements pour permettre aux organisations, institutions et agences d'améliorer leurs capacités.

#### Produits du savoir et publications

En plus de dix ans, le DCAF a publié de nombreux ouvrages de référence sur le conseil aux parlements, notamment :

- Le manuel UIP-DCAF *Contrôle parlementaire du secteur de la sécurité : principes, mécanismes et pratiques*, 2003 (disponible en 38 langues) ;
- *Making Intelligence Accountable: Legal Standards and Best Practices for Oversight of Intelligence Agencies*, 2005 (disponible en 15 langues) ;
- *La place du genre dans le contrôle parlementaire du secteur de la sécurité*, 2008 ;
- *Contrôle et orientation : la pertinence du contrôle parlementaire pour le secteur de la sécurité*, 2010 ;
- *Parliamentary Oversight of Security and Intelligence Agencies in the European Union*, 2011 ;
- *Contrôle parlementaire du secteur de la sécurité : Guide Parlement de la CEDEAO-DCAF à l'usage des parlementaires ouest-africains*, 2011 ;
- *Overseeing Intelligence Services: A Toolkit*, 2012 ;
- *Training toolkit for parliamentary staffers*, 2012 ; et
- *Parliamentary Oversight of the Security Sector*, 2013.

Tout au long de l'année 2013, le DCAF a participé à de multiples activités de conseil auprès de nombreuses instances parlementaires multilatérales. Elles sont décrites dans le tableau ci-dessous :

Partenaire	Mission
<b>Parlement européen</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li data-bbox="611 622 1268 846">• Achèvement de l'ouvrage <i>Parliamentary Oversight of the Security Sector (Contrôle parlementaire du secteur de la sécurité)</i> établi au titre d'un mandat du Bureau de promotion de la démocratie parlementaire du Parlement européen<sup>52</sup>. L'objectif de cette publication était d'insister sur l'importance du rôle des parlements dans la gouvernance du secteur de la sécurité au sein des États en transition vers la démocratie.</li> <li data-bbox="611 869 1268 1093">• Formulation de commentaires sur le projet de rapport de la Commission des affaires étrangères du Parlement européen sur « La corruption dans les secteurs public et privé : incidences sur les droits de l'homme dans les pays tiers »<sup>53</sup>. Parallèlement, le DCAF a fourni des avis à la Commission des libertés civiles, de la justice et des affaires intérieures du Parlement européen sur le projet de règlement EUROPOL entré en vigueur en 2013.</li> </ul>
<b>Assemblée parlementaire de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE)</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li data-bbox="611 1108 1268 1205">• Appui à l'organisation d'une session de l'Assemblée parlementaire de l'OSCE à Genève en octobre 2014, dans le cadre de la contribution du DCAF à la présidence en exercice suisse de l'OSCE.</li> </ul>
<b>Assemblée parlementaire de l'OTAN (AP-OTAN)</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li data-bbox="611 1249 1268 1570">• Au titre d'un mandat du Gouvernement suisse, appui et participation du DCAF au financement des séminaires Rose-Roth régulièrement organisés par l'AP-OTAN<sup>54</sup> ; en 2013, ces séminaires se sont tenus au Maroc (sur le thème « Les changements politiques en Afrique du Nord »), où le DCAF a présenté un exposé sur « L'appui au contrôle démocratique du secteur de la sécurité : les États en transition » ; à Tbilissi, en Géorgie, sur « Le Caucase du Sud : géopolitique, intégration euro-atlantique et défis internes » ; et à Bichkek, au Kirghizistan sur « L'Afghanistan et l'avenir de la région : la coopération mondiale ».</li> </ul>

<sup>52</sup> [http://www.europarl.europa.eu/pdf/oppd/Page\\_1/Oversight-web.pdf](http://www.europarl.europa.eu/pdf/oppd/Page_1/Oversight-web.pdf)

<sup>53</sup> <http://www.europarl.europa.eu/sides/getDoc.do?pubRef=-//EP/ NONSGML+REPORT+A7-2013-0250+0+DOC+PDF+Vo//EN>

<sup>54</sup> <http://www.nato-pa.int/Default.asp?SHORTCUT=2730>

Partenaire	Mission
	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Participation à la session annuelle de l'AP-OTAN à Dubrovnik, en Croatie, et présentation à la Commission sur la dimension civile de la sécurité AP-OTAN de l'étude intitulée <i>Rôle des parlements dans la promotion de l'agenda « Femmes, paix et sécurité » dans les pays membres de l'OTAN</i><sup>55</sup>.</li> <li>• Poursuite de la collaboration en faveur du « Programme d'orientation » de l'AP-OTAN destiné aux députés nouvellement élus et précédemment appelé « Programme des nouveaux parlementaires », lequel constitue une plateforme de coopération de longue date avec l'AP-OTAN. Le DCAF a contribué à deux séminaires de renforcement des capacités organisés à l'intention de parlementaires de Géorgie et d'Arménie.</li> <li>• Contribution à la conférence annuelle AP-OTAN–Parlement européen sur « La sécurité post-2014 : quel rôle pour l'UE et l'OTAN ? ».</li> <li>• Soutien en faveur de la traduction en arabe et en français du manuel <i>Contrôle et orientation : la pertinence du contrôle parlementaire pour le secteur de la sécurité</i><sup>56</sup>.</li> </ul>
<p><b>Union interparlementaire (UIP)</b></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Participation aux 128<sup>e</sup> et 129<sup>e</sup> réunions de l'Assemblée générale de l'Union interparlementaire organisées respectivement à Quito, en Équateur, et à Genève, en Suisse.</li> <li>• Publication de la version thaïe du manuel UIP-DCAF intitulé <i>Contrôle parlementaire du secteur de la sécurité – Principes, mécanismes et pratiques</i> et réimpression de la version tadjike<sup>57</sup>.</li> </ul>
<p><b>Forum interparlementaire sur la gouvernance du secteur de la sécurité en Asie du Sud-Est (IPF-SSG)</b></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Coorganisation du 11<sup>e</sup> atelier de l'IPF-SSG auquel ont assisté plus de 40 participants : des parlementaires et leurs collaborateurs, des représentants de ministères, des forces armées, de la police, de groupes de réflexion et d'ONG venus du Cambodge, de l'Indonésie, de la Malaisie, des Philippines et de la Thaïlande. L'atelier était consacré à la façon dont différents pays d'Asie du Sud-Est conçoivent la RSS dans le cadre de la démocratisation, avec un accent particulier sur le rôle des parlements. Les participants se sont également penchés sur l'état d'avancement des projets de GSS/RSS et sur les perspectives qu'ils offrent dans différents pays</li> </ul>

<sup>55</sup> <http://www.dcaf.ch/Publications/Involvement-of-Parliaments-in-Advancing-the-Women-Peace-and-Security-Agenda-in-NATO-Member-Countries>

<sup>56</sup> <http://www.dcaf.ch/Publications/Oversight-and-Guidance-The-Relevance-of-Parliamentary-Oversight-for-the-Security-Sector>

<sup>57</sup> <http://www.dcaf.ch/Publications/Parliamentary-Oversight-of-the-Security-Sector>

## Partenaire

## Mission

du Sud-Est asiatique. Ces six dernières années, l'IPF-SSG a permis l'instauration de processus de concertation multipartites – avec le concours et l'appui du DCAF – dans plusieurs États membres de l'ANASE dont les Philippines (depuis 2007), la Thaïlande (2009), et le Cambodge (2012).

Le DCAF a également participé à diverses activités de conseil aux parlements dans pratiquement toutes les régions où il est présent. Ces activités se déroulaient aussi bien au niveau national, où elles traitaient de priorités nationales précises, qu'au niveau régional, où elles mettaient l'accent sur la coopération et le partage de données d'expérience et de bonnes pratiques entre parlements :

- En Europe du Sud-Est, au total, 15 séances de renforcement des capacités ont été organisées en 2013 auprès de commissions parlementaires ayant compétence dans le secteur de la sécurité en Albanie, en Bosnie-Herzégovine, au Kosovo<sup>‡</sup>, en Macédoine\*, au Monténégro et en Serbie.
- Dans les nouveaux États indépendants, le DCAF a appuyé la tenue d'auditions parlementaires sur la GSS/RSS et l'organisation de séminaires de formation destinés à des parlementaires en Arménie, en Azerbaïdjan, en Géorgie, au Kirghizistan et en Ukraine.
- Au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, le DCAF a encouragé le dialogue avec le Conseil des représentants iraquien, le Congrès général national libyen, le Conseil législatif palestinien et l'Assemblée constituante de Tunisie.
- En Afrique subsaharienne, le DCAF a poursuivi ses activités en appui à l'Assemblée nationale du Burkina Faso et à la Législature du Libéria.
- En Asie, le DCAF a instauré un vaste cadre de coopération avec le Parlement de Mongolie et a poursuivi sa coopération avec les Parlements du Cambodge, de l'Indonésie, de la Malaisie, des

<sup>‡</sup> L'Assemblée du Kosovo a déclaré l'indépendance du territoire le 17 février 2008. Tandis que 36 États membres du Conseil de fondation du DCAF ont reconnu l'indépendance du Kosovo, à la date de la publication du présent rapport, 24 ne l'ont pas acceptée et continuent, s'agissant du Kosovo, de suivre les directives de la Résolution 1244 du Conseil de sécurité de l'ONU.

\* Désignée à toutes fins utiles au sein de l'UE, de l'OTAN, de l'OSCE et des Nations Unies sous le nom d'« ex-République yougoslave de Macédoine »

Philippines et de la Thaïlande au titre du Forum interparlementaire sur la gouvernance du secteur de la sécurité en Asie du Sud-Est.

- En Amérique latine, le Centre poursuit sa coopération avec le Sénat uruguayen et le Sénat mexicain.

#### Principaux résultats obtenus en 2013 :

- Le DCAF a appuyé le renforcement des capacités des parlements nationaux et favorisé les échanges professionnels en Albanie, en Arménie, en Bosnie-Herzégovine, au Burkina Faso, en Géorgie, au Kosovo, au Kirghizistan, au Libéria, en Macédoine, en Mongolie, au Monténégro, en Serbie, en Thaïlande et en Ukraine.
- Le DCAF a renforcé le rôle des parlements dans la gouvernance du secteur de la sécurité au niveau régional grâce à un soutien constant apporté au Parlement européen, à l'UIP, à l'Assemblée parlementaire de l'OTAN et au Forum interparlementaire sur la GSS en Asie du Sud-Est.
- Le Centre a publié l'ouvrage *Oversight of the Security Sector* conjointement avec le Bureau de promotion de la démocratie parlementaire du Parlement européen, ainsi qu'un rapport intitulé *Rôle des parlements dans la promotion de l'agenda « Femmes, paix et sécurité » dans les pays membres de l'OTAN*.

Pour de plus amples informations sur le Programme de conseil aux parlements du DCAF, voir [www.dcaf.ch/Programmes/Parliamentary-Oversight](http://www.dcaf.ch/Programmes/Parliamentary-Oversight)

# La gouvernance des services de sécurité privés

## Dates importantes :

- 
- 2006** Dans le cadre de sa série d'études annuelles « Yearly Books », le DCAF publie *Private Actors and Security Governance*.
- 
- 2008** Le DCAF aide le Gouvernement suisse et le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) à rédiger le *Document de Montreux sur les obligations juridiques pertinentes et les bonnes pratiques pour les États en ce qui concerne les opérations des entreprises militaires et de sécurité privées opérant pendant les conflits armés* (le « Document de Montreux »). Dix-sept États adoptent le document.
- 
- 2010** Le Code de conduite international des prestataires privés de services de sécurité (ICoC) est signé par 58 sociétés de sécurité privées de 15 pays. Il a été élaboré par le DCAF à la demande du Gouvernement suisse. Le Centre appuie ce processus complémentaire dans le cadre de l'initiative de la Suisse relative à la réglementation des entreprises de sécurité privée.
- 
- 2011-2013** Le DCAF apporte un soutien constant au Gouvernement suisse et au CICR en organisant des ateliers régionaux pour promouvoir le Document de Montreux. Des ateliers de ce type ont d'ores et déjà eu lieu en Amérique latine, en Asie du Nord-Est, en Océanie et en Asie du Sud-Est.
- Le DCAF appuie le Comité de pilotage provisoire de l'IcoC dans l'élaboration d'un Mécanisme de contrôle visant à faire respecter le Code.
- 
- 2013** Le DCAF crée la division Opérations IV pour servir de centre de gravité institutionnel aux travaux du Centre relatifs à la promotion des partenariats public-privé en matière de GSS. La gouvernance des services de sécurité privée fait partie des principaux thèmes de travail de la division.
- En association avec le Département fédéral des Affaires étrangères suisse et le CICR, le DCAF coorganise la Conférence Montreux +5. À la veille de son cinquième anniversaire, 48 États et trois organisations internationales ont adopté le Document de Montreux.
- Le Code de conduite compte plus de 700 sociétés de sécurité privées signataires appartenant à 72 pays. Le DCAF organise une conférence multipartite à Montreux qui convient des statuts portant création d'une structure de contrôle et de gouvernance pour l'ICoC : l'Association de l'ICoC.

En 2013, le DCAF a continué d'appuyer activement les initiatives internationales ayant trait à la réglementation efficace des entreprises de sécurité privées. Il a notamment apporté son soutien à l'initiative de la Suisse visant à encourager les prestataires privés de services de sécurité à respecter le droit international en rendant les normes internationales plus explicites et en renforçant la supervision et l'obligation de rendre compte dans cette branche d'activité. Pour mener à bien cette mission, le DCAF s'appuie sur deux grands mécanismes :

- le Code de conduite international des prestataires privés de services de sécurité (« ICoC ») ; et
- Le Document de Montreux sur les obligations juridiques pertinentes et les bonnes pratiques pour les États en ce qui concerne les opérations des entreprises militaires et de sécurité privées opérant pendant les conflits armés (le « Document de Montreux »).

#### **Le Code de conduite international des prestataires privés de services de sécurité**

En février 2013, un accord a été conclu entre l'industrie, la société civile et les instances gouvernementales sur les statuts portant création d'un mécanisme de contrôle pour l'ICoC. Ces statuts présentent la structure de gouvernance et de contrôle d'une association basée à Genève chargée d'agréer et de contrôler l'application et le respect des normes et principes de l'ICoC par les prestataires privés de services de sécurité. L'association examinera également les plaintes liées à de possibles infractions. Le DCAF, en tant que partenaire d'exécution stratégique de l'initiative, participe à la mise en place de l'Association de l'ICoC (l'ICoCA).

En septembre 2013, une étape importante a été franchie avec l'inauguration officielle de l'ICoCA au cours d'une conférence d'ouverture de haut niveau organisée à Genève. Au total, 135 entreprises de sécurité privées, 13 organisations de la société civile et cinq gouvernements figurent parmi les membres fondateurs de l'association. L'inauguration de l'ICoCA a été suivie de la première Assemblée générale de l'association au cours de laquelle fut approuvé le Conseil d'administration de l'association composé de 12 membres élus représentant à parts égales le secteur public, l'industrie et la société civile.

En 2013, dans le cadre de ses activités à l'appui de l'initiative de l'ICoC, le DCAF a organisé trois séances d'information (à Genève, Londres et Washington DC) et contribué à trois réunions de spécialistes (à La Haye, Londres et Montreux). Parallèlement, le Centre a assuré la mise à jour constante du site web de l'ICoC<sup>58</sup>, un portail qui permet la

communication de nouvelles et d'informations, et un nouveau site a été développé pour l'ICoCA à l'occasion de son inauguration<sup>58</sup>.

#### Le Document de Montreux

En 2013, le DCAF a continué d'apporter son concours au Département fédéral des Affaires étrangères suisse (DFAE) et au Comité international de la Croix-Rouge (CICR) en lançant une campagne de sensibilisation sur les obligations des États envers les entreprises militaires et de sécurité privées (EMSP), tel que stipulé dans le Document de Montreux. Pour faire mieux connaître et encourager l'adoption du Document de Montreux, le DCAF – en collaboration avec le Gouvernement philippin, le DFAE et le CICR – a organisé un séminaire régional à Manille, aux Philippines, en juillet 2013. Ce séminaire a rassemblé plus de 50 participants venus de huit pays du Sud-Est asiatique et de l'ANASE, ainsi que des membres d'organisations de la société civile et du secteur privé de la sécurité au niveau local. Il avait pour principal objectif de recueillir les points de vue de différents pays d'Asie du Sud-Est et d'échanger des données d'expérience vis-à-vis des EMSP au moyen de débats sur les difficultés et les opportunités liées à l'application de bonnes pratiques et à l'amélioration des régimes de contrôle.

En décembre 2013, en collaboration avec le DFAE et le CICR, le DCAF a coorganisé la Conférence Montreux +5. Mise en place pour marquer le cinquième anniversaire de la signature du Document de Montreux, cette rencontre internationale majeure était axée sur les difficultés liées à la mise en œuvre de l'initiative, sur les activités de sensibilisation et sur la possibilité d'institutionnaliser un dialogue régulier dans le but de coordonner les efforts déployés par les États dans le domaine de la réglementation des EMSP. Les débats s'appuyaient sur des travaux de recherche approfondis réalisés par le DCAF en association avec l'Université de Denver. Réunis sous le titre *Progress and Opportunities Five Years on: Challenges and Recommendations for Montreux Document Endorsing States*<sup>60</sup>, ces travaux passent en revue les réglementations des pays signataires, examine les progrès accomplis et dans quels domaines précis la mise en application des bonnes pratiques énoncées dans le Document de Montreux pourrait être améliorée.

Dans le cadre de sa mission plus large d'appui au processus de réglementation du secteur privé de la sécurité, le DCAF a également continué de fournir des prestations de conseil au Groupe de travail

<sup>58</sup> [www.icoc-psp.org](http://www.icoc-psp.org)

<sup>59</sup> [www.icoca.ch](http://www.icoca.ch)

<sup>60</sup> <http://www.dcaf.ch/Publications/Progress-and-Opportunities-Five-Years-On-Challenges-and-Recommendations-for-Montreux-Documents-Endorsing-States>

des Nations Unies sur l'utilisation des mercenaires ainsi qu'au Groupe de travail intergouvernemental à composition non limitée dans le but d'élaborer un cadre stratégique international pour la réglementation, le suivi et le contrôle de l'impact des activités des EMSP sur les droits humains. À caractère complémentaire, le Document de Montreux, l'ICoC et les Groupes de travail des Nations Unies œuvrent à la réalisation d'un objectif commun : la mise en place d'un cadre réglementaire efficace pour le secteur privé de la sécurité à l'échelle mondiale.

Le DCAF a également poursuivi son action en faveur d'une réglementation efficace des EMSP au niveau régional. Il a notamment collaboré avec le Centre de coopération pour la sécurité basé en Croatie (RACVIAC) à l'organisation, en avril 2013, d'un atelier régional sur les EMSP et le secteur de la sécurité nationale en Europe du Sud-Est.

Le rôle de chef de file joué par la Suisse dans le domaine de la réglementation des services de sécurité privés se reflète également au niveau national. Ainsi, en 2013, le Parlement suisse a adopté une nouvelle loi fédérale sur les prestations de sécurité privée fournies à l'étranger. Pour appuyer sa mise en œuvre, le DFAE a demandé au DCAF de réaliser une étude de marché sur les services de sécurité privée fournis à l'extérieur de la Suisse.

#### Principaux résultats obtenus en 2013 :

- Le Code de conduite international des prestataires privés de services de sécurité (ICoC) compte plus de 700 sociétés de sécurité privées signataires appartenant à 72 pays.
- Des statuts sont adoptés portant création de la structure de gouvernance nécessaire au contrôle de l'application de l'ICoC, y compris un mécanisme de suivi novateur concernant les entreprises de sécurité privées.
- L'Association de l'ICoC (l'« ICoCA ») a été légalement constituée en Suisse. Suite à l'adoption de ses statuts et à la tenue de sa première Assemblée générale, un Conseil d'administration a été créé. Au total, 135 entreprises de sécurité privées, 13 organisations de la société civile et cinq gouvernements de toutes les régions du monde font partie des membres fondateurs de l'ICoCA, preuve de l'intérêt mondial envers cette initiative.
- À l'instar des Nations Unies, plusieurs États (Australie, Royaume-Uni et États-Unis) exigent, ou exigeront, de toute entreprise de sécurité privée qu'elle soit membre de l'ICoCA pour pouvoir être engagée, témoin du rôle de premier

plan accordé à l'ICoC pour améliorer les normes dans l'ensemble du secteur. De même, la Suisse exigera des entreprises fournissant des services de sécurité à l'étranger qu'elles aient adhéré à l'ICoCA.

- Quarante-neuf États et trois organisations internationales ont adhéré au Document de Montreux. La Conférence Montreux +5 a donné des orientations précises sur la façon d'appuyer efficacement la mise en œuvre de l'initiative dans les prochaines années, en mettant plus particulièrement l'accent sur la nécessité d'encourager les bonnes pratiques visées dans le Document de Montreux.

Pour de plus amples informations sur le programme du DCAF proposant des services de conseil aux entreprises de sécurité privées, voir [www.icoc-ppsp.org](http://www.icoc-ppsp.org) et <http://www.dcaf.ch/Programmes/Private-Security-Governance>

# Les entreprises et la réforme du secteur de la sécurité

## Dates importantes :

---

- 2012** Le DCAF adhère aux Principes volontaires sur la sécurité et les droits de l'homme (PV) en qualité d'observateur officiel et instaure un partenariat avec le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) en vue de promouvoir les bonnes pratiques en matière de RSS au titre des PV.
- 
- 2013** Le DCAF crée la division Opérations IV pour servir de centre de gravité institutionnel aux travaux du Centre sur la promotion des partenariats public-privé relatifs à la gouvernance de la sécurité. La question des entreprises et de la réforme du secteur de la sécurité constitue l'un des principaux thèmes de travail de la division.
- Au titre de leur contribution à la présidence suisse des VP, le DCAF et le CICR entament un projet commun visant à élaborer des orientations pour les entreprises signataires des VP collaborant avec des services de sécurité publics et privés dans des environnements complexes.
- 
- 2014** À l'occasion de l'Assemblée plénière des VP organisée à Montreux en 2014, la Suisse, le DCAF et le CICR présentent de nouveaux instruments sur *L'engagement auprès des pays hôtes* et *La force publique*. Le DCAF et le CICR présentent également un nouveau pôle de connaissances destiné à faciliter le partage de ressources, d'orientations et d'outils.

Le DCAF soutient l'adoption d'approches globales pour relever les défis complexes que pose la gouvernance du secteur de la sécurité. Il part en effet du postulat que pour assurer l'efficacité et la pérennité des réformes, il importe que tous les acteurs compétents concernés par la sécurité de l'État et des citoyens se mobilisent. Dans ce contexte, le Centre s'emploie à élaborer et à promouvoir des initiatives multipartites et/ou des partenariats public-privé réunissant secteur privé, pouvoirs publics, organisations internationales et organisations de la société civile pour réaliser des objectifs communs et œuvrer en faveur de la sécurité, du développement et de la protection des droits de l'homme.

Les Principes volontaires sur la sécurité et les droits de l'homme (PV) sont au cœur des travaux du DCAF relatifs aux entreprises et à la réforme du secteur de la sécurité (RSS). Cette initiative multipartite qui réunit des piliers du secteur public, de l'industrie et de la société civile, encourage des entreprises du secteur de l'extraction à sécuriser leurs activités en prenant des mesures qui garantissent le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentale. En 2012, le DCAF a adhéré aux PV en qualité d'observateur officiel. Par la suite, le Centre a instauré un partenariat avec le Comité international de la Croix-Rouge (CICR), lui aussi au bénéfice du statut d'observateur, en vue de définir et de promouvoir les bonnes pratiques en matière de RSS par le biais des PV. Avec le concours du Département fédéral des Affaires étrangères suisse, ils ont entamé un projet commun visant à élaborer des orientations pour les entreprises signataires des VP collaborant avec des services de sécurité publics et privés dans des environnements complexes.

En 2013, le DCAF et le CICR ont procédé à une analyse approfondie des besoins auprès des parties prenantes aux PV dans le but de recenser les difficultés liées à la mise en œuvre des principes ainsi que les lacunes en termes d'orientations et d'outils disponibles. Des études sur le terrain ont ensuite été menées en Colombie, en République démocratique du Congo et au Pérou. Sur la base des résultats de ces recherches, le DCAF et le CICR travaillent à l'élaboration d'une boîte à outils sur les bonnes pratiques relatives à la RSS en vue de favoriser la mobilisation des pays d'accueil, de la force publique et des entreprises. Cette boîte à outils mettra en lumière les difficultés les plus courantes auxquelles se heurtent les entreprises d'extraction, dans différents contextes, en ce qui concerne les dispositifs de sécurité publique. En s'appuyant sur les bonnes pratiques en matière de RSS, des recommandations sur la façon de lever ces difficultés seront proposées. Enfin, la boîte à outils comprendra des listes de contrôle, des modèles et des exemples de bonnes pratiques.

Cette boîte à outils sera complétée par la mise en place d'un pôle de connaissances qui facilitera l'accès aux ressources, orientations, études de cas et instruments pertinents sur la collaboration avec les services de sécurité des secteurs privé et public tant pour le personnel du siège que sur le terrain. Ce pôle de connaissances prendra la forme d'une plateforme Web qui pourra être librement consultée par les parties prenantes aux PV et d'autres acteurs<sup>61</sup>.

Les produits conçus par le DCAF et le CICR offrent des orientations axées sur la mise en œuvre pour remédier aux problèmes sur le terrain.

<sup>61</sup> Le pôle de connaissances est accessible à l'adresse [www.securityhumanrightshub.org](http://www.securityhumanrightshub.org)

Ils visent également à jeter des passerelles entre différents groupes de parties prenantes en démontrant que l'utilisation de bonnes pratiques et de méthodes de travail communes peut être source de valeur ajoutée pour les acteurs du secteur public comme du secteur privé relevant de la sphère des entreprises, de la RSS ou des droits de l'homme. À ce titre, ils représentent un outil précieux dans la détermination à long terme du DCAF à favoriser la création de solides partenariats public-privé dans le domaine de la gouvernance de la sécurité.

#### **Principaux résultats obtenus en 2013 :**

- Le DCAF et le CICR ont procédé à une étude des besoins auprès d'entreprises, de gouvernements et d'organisations de la société civile signataires des PV.
- Au titre de leur contribution à la présidence suisse des VP, le DCAF et le CICR ont entamé un projet commun visant à élaborer des orientations pratiques à l'usage des entreprises signataires des VP collaborant avec des services de sécurité publics et privés dans des environnements complexes.

# La cybersécurité, la politique numérique et la gouvernance de l'Internet

## Dates importantes :

---

- 2010** Le DCAF publie *Trends and Challenges in International Security: An Inventory*, une étude qui fait de la cybersécurité un élément fondamental de la gouvernance du secteur de la sécurité d'aujourd'hui.
- 
- 2010-2012** Le DCAF publie une série d'études sur les défis de la cybersécurité et sur ses liens avec la GSS/RSS intitulées *Democratic Governance Challenges and Cyber Security*, *Cyber Security: The Road Ahead* et *On Cyberwarfare*.
- 
- 2013** Le DCAF crée la division Opérations IV pour servir de centre de gravité institutionnel aux travaux du Centre relatifs à la promotion des partenariats public-privé en matière de GSS. La gouvernance du secteur de la cybersécurité fait partie des principaux thèmes de travail de la division.
- Le DCAF achève une étude pour le compte du Département fédéral des Affaires étrangères suisse qui décrit les enjeux les plus urgents en matière de cybersécurité et présente les options de politique numérique qui s'offrent à la Suisse.
- Le Gouvernement suisse instaure un groupe de travail chargé de définir une vision politique pour la Maison de la Paix, y compris la possibilité de créer une cyber-plateforme destinée à favoriser la coopération entre les centres d'excellence sur la cybersécurité en Suisse, l'industrie et la société civile, et à servir de base à d'éventuelles initiatives de politique numérique. La « Geneva Internet Platform » est inaugurée en octobre 2013.
- 
- 2014** La division Opérations IV du DCAF, la « Geneva Internet Platform » et plusieurs autres partenaires actifs dans le domaine de la cybersécurité sont hébergés dans de nouveaux locaux à proximité de la Maison de la Paix.
- Le DCAF et la DiploFoundation préparent la conférence multipartite de la « Geneva Internet Platform » prévue en septembre 2014 sur le thème « La gouvernance d'Internet à la croisée des chemins ».

Le DCAF a fait partie des premiers organismes à consacrer des ressources considérables à la recherche sur les liens entre la cybersécurité et la GSS/RSS. Dans le cadre du projet « Horizon 2015 » lancé à l'occasion de son dixième anniversaire, le Centre a inventorié les problèmes et les thèmes qui domineront l'ordre du jour 2015 relatif à la GSS et à la RSS. Entre 2010 et 2015, le DCAF a réalisé quatre études sur la cybersécurité et la cybergouvernance, persuadé que le monde numérique, les menaces et les opportunités qu'il engendre seraient reconnus d'ici à 2015 comme l'un des enjeux les plus urgents au niveau international. L'histoire lui a donné raison.

La nécessité d'établir des « règles du jeu » communes est l'une des conditions préalables essentielles pour définir l'évolution future de l'Internet. Les gouvernements, l'industrie de l'Internet et la société civile sont tous confrontés à la question de savoir quel rôle jouer, quelles libertés accorder et quelles responsabilités assumer dans ce contexte. La révélation sur la scène internationale des dénonciations extrêmement controversées de Julian Assange et d'Edward Snowden ont rendu ces interrogations d'autant plus légitimes. Ces activités font en effet jaillir une multitude de questions en lien direct avec la GSS/RSS, à savoir : Comment garantir le contrôle politique et parlementaire de la cybersphère ? Comment maintenir l'équilibre entre sécurité nationale et liberté d'information ? Comment aboutir à un consensus international sur des sujets caractérisés par des divergences fondamentales sur le droit d'ingérence de l'État ? Et enfin, comment garantir une gouvernance adéquate dans un espace où l'évolution constante de la technologie rend rapidement obsolète toute tentative de réglementation ?

Le projet « Horizon 2015 » du DCAF dresse une analyse et un inventaire précis des questions soulevées par la cybersécurité en faisant la distinction entre cyberguerre (le fait de transformer des outils virtuels en armes dans le cadre de conflits entre États), la cybercriminalité et le vandalisme (l'utilisation criminelle de fragilités informatiques par des individus et/ou des organisations terroristes ou criminelles) et la cybergouvernance (la définition des « règles du jeu »). Le DCAF considère que sa mission consiste à remédier aux problèmes relevant de la troisième catégorie : la gouvernance.

En s'inspirant du modèle du processus de Montreux, qui a réussi à résoudre la question complexe de la réglementation du secteur privé de la sécurité, le DCAF est partisan d'une approche non contraignante en ce qui concerne les multiples problèmes liés à la gouvernance de l'Internet<sup>62</sup>. Cette idée est née de la décision du Gouvernement suisse de créer la « Geneva Internet Platform » (GIP), une cyber-plateforme destinée à favoriser la collaboration entre tous les centres d'excellence

sur la politique numérique et la cybersécurité de Suisse et à servir d'instrument pour encourager les discussions et la coopération au niveau international sur les initiatives de politique numérique. La GIP a été inaugurée en octobre 2013. Elle est étroitement liée au projet de la Maison de la Paix qui réunira très prochainement sous un même toit l'Institut de hautes études internationales et du développement, le DCAF, le Centre de politique de sécurité de Genève, le Centre international de déminage humanitaire de Genève et une vingtaine d'autres organisations partenaires. La Maison de la Paix formera ainsi un pôle de compétences sans précédent pour toutes les questions relatives à la bonne gouvernance, à la sécurité, à la cybersécurité, au désarmement, au développement durable et au règlement des conflits.

En 2013, au titre d'un mandat du Département fédéral des Affaires étrangères suisse, le DCAF a fourni l'infrastructure nécessaire à la mise en place réussie de la GIP. En collaboration avec la DiploFoundation, basée à Genève, et d'autres partenaires, le Centre fera partie des principaux organisateurs et participants à la première conférence multipartite de la GIP qui aura lieu en septembre 2014 sur le thème « La gouvernance d'Internet à la croisée des chemins ».

#### Principaux résultats obtenus en 2013 :

- Le DCAF a contribué à la création et fourni l'infrastructure nécessaire à la mise en place de la « Geneva Internet Platform » – une initiative multipartite visant à renforcer la coopération et à encourager le débat sur de grandes questions de politique numérique.
- Le Centre a appuyé le projet du Gouvernement suisse visant à marquer la création de la « Geneva Internet Platform » par l'organisation d'une conférence internationale inaugurale de haut niveau prévue pour septembre 2014. Le DCAF a ainsi contribué à consolider l'assise de la Genève internationale dans le domaine de la politique numérique.

<sup>62</sup> Pour de plus amples informations, voir la section III *Les grands thèmes de la GSS en 2013 / La gouvernance des services de sécurité privés*.

# Les institutions de médiation pour les forces armées

## Dates importantes :

---

- |           |  |
|-----------|--|
| 2007      | Le DCAF et le PNUD publient le recueil de recommandations <i>Monitoring and Investigating the Security Sector: Recommendations for Ombudsman Institutions to Promote and Protect Human Rights for Public Security</i> .  |
| 2008      | Le DCAF et le Bureau des institutions démocratiques et des droits de l'homme (BIDDH) de l'OSCE publient le <i>Manuel sur les droits de l'homme et les libertés fondamentales du personnel des forces armées</i> .  |
| 2009-2013 | La première Conférence internationale des institutions d'ombudsman pour les forces armées a lieu au <i>Bundestag</i> allemand à Berlin. Organisée et dirigée par le DCAF, elle est suivie de réunions annuelles à Vienne (2010), à Belgrade (2011), à Ottawa (2012) et à Oslo (2013) |
| 2012      | Le DCAF publie le manuel <i>Ombuds Institutions for the Armed Forces: A Handbook</i> .   |
| 2013      | La Conférence internationale des institutions d'ombudsman pour les forces armées réunit des représentants de 44 pays ainsi que des représentants de l'UE, d'EUROMIL, de l'OTAN, de l'OSCE et des Nations Unies.  |

Depuis 2009, le DCAF apporte son soutien à la Conférence internationale des institutions d'ombudsman pour les forces armées. Cette association informelle rassemble des représentants d'institutions de médiation du monde entier venus échanger les expériences, meilleures pratiques et enseignements tirés de leurs missions sur les capacités et le fonctionnement des institutions de médiation ayant compétence sur les forces armées.

À ce jour, des représentants d'institutions de médiation des 44 pays suivants participent à la conférence : l'Afrique du Sud, l'Albanie, l'Allemagne, l'Argentine, l'Arménie, l'Australie, l'Autriche, la Belgique, la Bosnie-Herzégovine, le Burkina Faso, le Burundi, le Canada, la Côte d'Ivoire, l'Estonie, les États-Unis, la Finlande, la France, la Géorgie, le Honduras, la Hongrie, l'Irlande, le Japon, le Kirghizistan, le Kosovo<sup>3</sup>, la

Lettonie, la Lituanie, la Mongolie, le Monténégro, le Népal, la Norvège, les Pays-Bas, la Pologne, la République tchèque, la Roumanie, le Royaume-Uni, la Russie, le Sénégal, la Serbie, la Slovaquie, la Slovénie, la Suède, le Tadjikistan, la Tunisie et l'Ukraine. De plus, l'Organisation européenne des associations militaires (EUROMIL), l'OTAN, l'Union européenne, l'OSCE et les Nations Unies participent aux réunions de la conférence en qualité d'observateurs.

Dans le cadre de sa contribution à l'organisation de la Conférence internationale des institutions d'ombudsman pour les forces armées, le DCAF a créé son site web et en assure la gestion. Celui-ci sert de centre de documentation pour les besoins de la conférence et met à la disposition des institutions de médiation pour les forces armées existantes et des États désireux d'établir de telles institutions une plate-forme d'échange d'informations ainsi qu'une base de données centralisée<sup>63</sup>.

En 2013, les activités de la conférence ont essentiellement porté sur le rôle des institutions de médiation en ce qui concerne la réception et l'instruction de plaintes portant sur des questions de genre ou ayant trait aux anciens combattants. Par le biais de plateformes et activités apparentées à la conférence, le DCAF a atteint les objectifs suivants :

- poursuite des réunions de la Conférence internationale des institutions d'ombudsman pour les forces armées, laquelle sert de tribune propice à l'échange de bonnes pratiques et au dialogue entre institutions de médiation du Caucase, d'Asie centrale, d'Europe, du Moyen-Orient, d'Afrique du Nord, de l'ensemble des Amériques et d'Afrique subsaharienne ;
- aide au transfert de connaissances et à l'échange de bonnes pratiques, grâce notamment à la réalisation de travaux de recherche sur différents thèmes liés aux anciens combattants, à la parité entre les sexes et au renforcement des capacités ;
- appui à l'établissement d'institutions de médiation pour les forces armées dans des États en transition ou sortant d'un conflit. De nouvelles institutions de médiation pour les forces armées sont ainsi en cours de création dans les pays suivants : Côte d'Ivoire, Géorgie, Kosovo, Népal et Tunisie.

<sup>‡</sup> L'Assemblée du Kosovo a déclaré l'indépendance du territoire le 17 février 2008. Tandis que 36 États membres du Conseil de fondation du DCAF ont reconnu l'indépendance du Kosovo, à la date de la publication du présent rapport, 24 ne l'ont pas acceptée et continuent, s'agissant du Kosovo, de suivre les directives de la Résolution 1244 du Conseil de sécurité de l'ONU.

<sup>63</sup> [www.icoaf.org](http://www.icoaf.org)

En 2013, les travaux du DCAF relatifs aux institutions de médiation pour les forces armées auront notamment été marqués par :

- L'atelier intersession de la Conférence internationale des institutions d'ombudsman pour les forces armées sur « Le rôle des institutions de médiation pour les questions de genre et les forces armées » coorganisé par le DCAF et le Commissaire aux plaintes des forces armées du Royaume-Uni. Cette manifestation s'inscrivait dans le cadre d'une série de réunions intersession – axées sur l'intégration de la thématique du genre dans les forces armées – visant à rassembler des informations et à mieux orienter les débats au cours de la réunion annuelle de la conférence. Des représentants d'institutions de médiation et des spécialistes venus d'Allemagne, d'Irlande, de Norvège, de Serbie et du Royaume-Uni, ainsi que des représentants de l'OTAN/du Grand quartier général des puissances alliées en Europe ont assisté à l'atelier. Une manifestation parallèle avait également été organisée sur le rôle des femmes dans les forces armées du Royaume-Uni, en présence du Sous-chef d'état-major de la Défense responsable du personnel et de la formation, et d'officiers supérieurs de la Royal Air Force, de la Royal Army et de la Royal Navy du Royaume-Uni.
- La cinquième réunion de la Conférence internationale des institutions d'ombudsman pour les forces armées, coorganisée par le Commissaire parlementaire aux forces armées norvégien et le DCAF. La conférence avait pour thèmes principaux les anciens combattants, la parité entre les sexes et le renforcement des capacités ; elle a réuni 65 délégués de 32 États du Caucase, d'Asie centrale, d'Europe, du Moyen-Orient, d'Amérique du Nord et d'Afrique subsaharienne, ainsi que des observateurs de l'OTAN et de l'OSCE. À cette occasion, le DCAF a présenté les premières conclusions d'une étude diagnostique menée en collaboration avec le Bureau des institutions démocratiques et des droits de l'homme (BIDDH) de l'OSCE sur « Les institutions d'ombudsman pour les forces armées dans la région de l'OSCE ». Suite à cette conférence, le DCAF a été chargé d'élaborer un guide sur la place du genre dans les institutions d'ombudsman pour les forces armées.
- La publication de l'ouvrage *Les institutions de médiation pour les forces armées en Afrique francophone – Burkina Faso, Burundi et Sénégal*, fruit d'un projet de recherche commandité par l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF), qui examine le fonctionnement des institutions de médiation pour les forces armées dans plusieurs pays de l'Afrique francophone. Cette étude s'appuie sur les travaux d'experts locaux et passe en revue les institutions de médiation nationales, leur statut juridique, leurs missions, leurs points forts et leurs points faibles, avant d'évaluer leurs besoins en termes de renforcement des

capacités. La cérémonie de lancement de la publication a été organisée conjointement par le DCAF et l'OIF à Genève, en octobre 2013. Pour y faire suite, le DCAF a été chargé de réaliser d'ici à 2014 une étude diagnostique des institutions de médiation pour les forces armées de tous les pays francophones d'Afrique subsaharienne.

- La conclusion d'un accord entre le DCAF et le BIDDH sur la réalisation conjointe d'une étude exploratoire relative au fonctionnement des institutions de médiation pour les forces armées des États membres de l'OSCE. Cette étude permettra de combler les lacunes actuelles en termes de connaissances sur l'efficacité et l'équité dont font preuve les institutions de médiation dans l'instruction des plaintes relatives à de possibles violations des droits de l'homme et cas de mauvaise gestion du fait ou au sein des forces armées. Elle donnera lieu à un ensemble de recommandations sur l'amélioration du fonctionnement des institutions de médiation ayant compétence sur les forces armées. Ses conclusions seront également mises à profit dans le cadre de futurs ateliers de renforcement des capacités.

#### Principaux résultats obtenus en 2013 :

- En collaboration avec le Commissaire aux plaintes des forces armées du Royaume-Uni, le DCAF a organisé un atelier sur « Le rôle des institutions de médiation pour les questions de genre et les forces armées ».
- Le Centre a organisé, à Oslo, la cinquième Conférence internationale des institutions d'ombudsman pour les forces armées. La manifestation a réuni les représentants d'institutions de médiation de 32 États et de trois organisations internationales, notamment des délégués venus de plusieurs pays d'Afrique, de l'ensemble des Amériques et d'Asie centrale.
- Le DCAF a présenté un ensemble d'études politiques sur le rôle des institutions de médiation dans la protection et la promotion des droits des anciens combattants, l'égalité des sexes et le renforcement des capacités.
- Publication de l'ouvrage OIF-DCAF intitulé *Les institutions de médiation pour les forces armées en Afrique francophone – Burkina Faso, Burundi et Sénégal*.
- Le DCAF a entamé une étude diagnostique sur les institutions de médiation pour les forces armées dans la région de l'OSCE.

Pour de plus amples informations sur les travaux du DCAF concernant les institutions de médiation pour les forces armées, voir [www.icoaf.org](http://www.icoaf.org)

# La place du genre dans la réforme du secteur de la sécurité

## Dates importantes :

2005	Le DCAF met en place une équipe Genre et sécurité.
2006	Le DCAF publie <i>Les femmes dans un monde d'insécurité – Violences à l'égard des femmes – Faits, données et analyse</i> .
2007	Le DCAF publie <i>Sexual Violence in Armed Conflict: Global Overview and Implications for the Security Sector</i> .
2008	Le DCAF publie la boîte à outils <i>Place du genre dans la réforme du secteur de la sécurité</i> . Le DCAF lance le programme Genre et sécurité en Afrique de l'Ouest.
2009	Le DCAF lance le programme Genre et sécurité dans les Balkans de l'Ouest.
2011	Le DCAF lance le projet Renforcement de la capacité en matière d'égalité des sexes dans les pays du Sud.
2012	Le DCAF publie le <i>Guide d'auto-évaluation sur le genre pour la police, les forces armées et le secteur de la justice</i> .
2013	Le DCAF publie le <i>Guide pour les femmes sur la réforme du secteur de la sécurité</i> .

En 2013, le DCAF a maintenu sa position de chef de file pour les questions de genre et de réforme du secteur de la sécurité (RSS) en poursuivant sa collaboration avec des organisations multilatérales comme l'ONU, l'OTAN, l'OSCE ou l'UE. Il a également poursuivi ses activités de renforcement des capacités et de sensibilisation sur la place du genre dans la RSS tant au niveau régional que directement auprès d'institutions nationales de police, de défense, de sécurité et de justice, en leur indiquant comment intégrer la question du genre, dans leurs orientations stratégiques que dans leurs opérations sur le terrain.

En Europe du Sud-Est, le DCAF a continué de mettre en place sa série de projets visant à inscrire la question du genre à l'agenda des institutions du secteur de la sécurité et a apporté son soutien à la police nationale et

aux forces armées en Albanie, au secteur de la justice en Bosnie-Herzégovine ainsi qu'à divers organismes du secteur de la sécurité en Serbie. Il a également étendu ses activités au niveau régional en apportant son appui au Centre régional pour l'Europe de l'Est et du Sud-Est d'échange d'informations pour la réduction des armes légères (relevant du Programme des Nations Unies pour le développement) et au Centre de coopération pour la sécurité du Centre d'aide régional pour la vérification et la mise en œuvre du contrôle des armements (RACVIAC)<sup>64</sup>.

En Afrique, le DCAF a poursuivi ses efforts de sensibilisation à l'intégration du genre auprès des services de police, des forces armées, des établissements d'enseignement et de formation et de la société civile en Afrique de l'Ouest et en Afrique australe. À la demande du Commandement des États-Unis pour l'Afrique, le Centre a également apporté son soutien aux ministères de la Défense et des Affaires étrangères espagnols et hollandais dans l'organisation d'une formation pilote sur la perspective du genre dans les opérations sur le terrain<sup>65</sup>.

En 2013, le DCAF a achevé la mise en place de son projet de « Renforcement de la capacité en matière d'égalité des sexes dans les pays du Sud », dont l'objectif est de réduire la dépendance des établissements d'enseignement et de formation en matière de sécurité vis-à-vis des experts appartenant à des pays donateurs en améliorant la capacité des institutions locales, des formateurs et des praticiens à inscrire la question du genre à leurs programmes. Les institutions partenaires ont bénéficié d'un soutien continu par le biais de formations sur l'élaboration de programmes d'enseignement, de cours de formation destinés aux formateurs, de conseils techniques et de produits du savoir.

Grâce à la mise en œuvre du projet de « Renforcement de la capacité en matière d'égalité des sexes dans les pays du Sud », le Centre de formation aux opérations de maintien de la paix de la Force de défense nationale sud-africaine propose désormais, deux fois par an, un cours d'une semaine sur le thème du genre spécialement destiné aux instructeurs (« Gender for Instructors »). En 2013, le DCAF a continué de collaborer au titre de ce projet avec plusieurs institutions partenaires dont l'Université Al-Istiqlal à Jéricho, le Centre international Kofi Annan de formation au maintien de la paix à Accra, la Force de défense nationale sud-africaine et le Réseau sud-africain pour la gestion de la défense et de la sécurité. Les activités de soutien en faveur des partenaires du Centre basés en Afrique se poursuivront en 2014.

<sup>64</sup> Pour de plus amples informations, voir la section II *La coopération régionale/L'Europe du Sud-Est*

<sup>65</sup> Pour de plus amples informations, voir la section II *La coopération régionale/L'Afrique subsaharienne*

Outre la mise en œuvre de projets spécifiquement consacrés à la dimension du genre, le principe de la sensibilisation à l'égalité des sexes sous-tend l'ensemble des activités du DCAF. Fidèles à ce principe, les collaborateurs du Centre, quel que soit leur domaine d'activité, s'emploient à préserver et à améliorer leur capacité à intégrer la question du genre dans leurs programmes respectifs. Parallèlement, l'équipe Genre et sécurité du DCAF offre des séances de formation en interne pour renforcer la capacité à intégrer la perspective du genre au sein même de l'organisation.

Les résultats des travaux de recherche du DCAF sur la place du genre dans la RSS sont devenus l'instrument de référence pour les praticiens et les universitaires du monde entier. En 2013, dans le cadre de ses travaux de recherche axés sur les politiques, le programme du DCAF sur la place du genre dans la RSS a permis :

- de publier, en partenariat avec l'Institut pour la sécurité inclusive, du *Guide pour les femmes sur la réforme du secteur de la sécurité*. Ce manuel d'introduction, qui s'adresse tout spécialement aux femmes, présente les grands principes de la sécurité, indique par quels moyens les femmes peuvent arriver à jouer un rôle dans le secteur de la sécurité et sa réforme, et propose des modèles d'outils de mise en œuvre. Elaboré avec l'aide de femmes militantes d'Afghanistan, du Libéria, de Libye, du Népal, du Sénégal et de Serbie, le guide a été lancé à l'Institut des États-Unis pour la paix de Washington DC puis présenté à l'occasion d'une série d'ateliers organisés en Bosnie-Herzégovine. Il est disponible en arabe, en bosniaque et en français<sup>66</sup> ;
- de publier les versions en français, albanais et arabe du *Guide d'auto-évaluation sur le genre pour la police, les forces armées et le secteur de la justice*<sup>67</sup> ;
- de commanditer une étude sur « Le genre et les politiques de ressources humaines dans les forces armées » qui donnera une vue d'ensemble des approches et des bonnes pratiques adoptées dans les forces armées en Europe et en Afrique. L'étude sera publiée en 2014.
- d'entamer un projet de recherche novateur sur la violence domestique et les violences sexuelles à l'encontre des hommes ;

<sup>66</sup> <http://www.dcaf.ch/Publications/A-Women-s-Guide-to-Security-Sector-Reform>

<sup>67</sup> <http://www.dcaf.ch/Publications/Gender-Self-Assessment-Guide-for-the-Police-Armed-Forces-and-Justice-Sector>

- de rédiger un chapitre sur les femmes et les armes légères en vue de la publication à venir de l'ouvrage *Small Arms Survey* (Enquête sur les armes légères) ;
- de publier une étude sur *Le rôle des parlements dans la promotion de l'agenda « Femmes, paix et sécurité » dans les pays membres de l'OTAN* commandée par l'Assemblée parlementaire de l'OTAN.

#### Principaux résultats obtenus en 2013 :

- Le DCAF a publié le *Guide pour les femmes sur la réforme du secteur de la sécurité* en arabe, bosniaque, anglais et français.
- Grâce à l'appui du DCAF au titre du projet « Renforcement de la capacité en matière d'égalité des sexes dans les pays du Sud », le Centre de formation aux opérations de maintien de la paix de la Force de défense nationale sud-africaine propose désormais, deux fois par an, un cours d'une semaine sur le thème du genre spécialement destiné aux instructeurs (« Gender for Instructors »).
- Le Centre a organisé un séminaire régional de trois jours sur « Le genre et la police » qui a réuni des représentants des services de police de Côte d'Ivoire, de Guinée, du Libéria, du Sénégal et du Sierra Leone.
- Avec le parrainage du Département de la justice américain, le DCAF a organisé un voyage d'étude en Oregon à l'intention d'une délégation de neuf juges bosniaques qu'il avait réunis dans le cadre de leurs travaux de recherche sur les moyens de remédier à la violence domestique.

Pour de plus amples informations sur le programme du DCAF relatif à la place du genre dans la RSS, voir [www.dcaf.ch/Programmes/Gender-and-Security](http://www.dcaf.ch/Programmes/Gender-and-Security)

# Le renforcement de l'intégrité

## Dates importantes :

2008	L'OTAN lance le programme Renforcement de l'intégrité.
2010	Le DCAF publie le recueil <i>Building Integrity and Reducing Corruption in Defence: A Compendium of Best Practices</i> (Renforcer l'intégrité et faire reculer la corruption dans les institutions de défense – Recueil des meilleures pratiques).
2012	Le DCAF publie la boîte à outils <i>Toolkit on Police Integrity</i> .

En 2013, le DCAF a continué de participer activement à différentes initiatives visant au renforcement de l'intégrité et de la lutte anti-corruption dans le milieu de la défense.

Au cours de l'année écoulée, l'ouvrage intitulé *Développement de l'intégrité et réduction de la corruption dans le secteur de la défense – Recueil des meilleures pratiques* a été publié en azéri, en français, en géorgien et en serbe. Des traductions en bosniaque et en croate sont en cours<sup>68</sup>.

Dans le cadre de sa coopération continue avec l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) et d'un projet financé par le Fonds de l'OTAN pour le renforcement de l'intégrité, le DCAF a contribué en décembre 2012 au lancement du Processus d'auto-évaluation de l'intégrité dans les États signataires du Processus des réunions de ministres de la Défense du Sud-Est de l'Europe (l'Albanie, la Bosnie-Herzégovine, la Bulgarie, la Croatie, les États-Unis, la Grèce, l'Italie, la Macédoine, le Monténégro, la Roumanie, la Serbie, la Slovaquie, la Turquie et l'Ukraine). En 2013, le DCAF a été chargé par l'OTAN de mettre en œuvre ce projet sur deux ans en organisant une série d'activités de renforcement de la capacité destinées aux équipes nationales chargées du processus d'auto-évaluation.

Associé à ce processus, en 2013, le déploiement du « Programme sur mesure pour le développement de l'intégrité en Europe du Sud-Est » a démarré dans cette région. Trois ateliers de développement

<sup>68</sup> <http://www.dcaf.ch/Publications/Building-Integrity-and-Reducing-Corruption-in-Defence>

professionnel ont ainsi été mis en place à Sarajevo, Sofia et Belgrade sur le thème du renforcement de l'intégrité en général et de ses incidences sur la budgétisation et la gestion financière du secteur de la défense en particulier. Le premier atelier visait à améliorer la capacité d'experts de l'ensemble du secteur de la défense à mieux comprendre en quoi consiste la corruption, à mettre en place un processus d'auto-évaluation fiable des risques de corruption et à concevoir et mettre en œuvre des stratégies et des programmes en faveur de l'intégrité. Le deuxième atelier avait pour objectif de consolider les connaissances et les compétences acquises au cours du premier atelier et d'étudier plus en profondeur les procédures de gestion et les mesures de lutte contre la corruption au sein du secteur de la défense. Enfin, le troisième atelier était consacré à l'analyse des procédures de financement et de budgétisation du secteur de la défense en ce qui concerne la prévention de la corruption.

#### Principaux résultats obtenus en 2013 :

- Le DCAF s'est acquitté d'un mandat de l'OTAN le chargeant de conduire des ateliers de développement professionnel pour faciliter la mise en place de programmes sur l'intégrité dans les États signataires du Processus des réunions de ministres de la Défense du Sud-Est de l'Europe.
- Le DCAF a entamé le déploiement du « Programme sur mesure pour le développement de l'intégrité en Europe du Sud-Est » ; parallèlement, il a élargi et renforcé la coopération avec une multitude d'acteurs par le biais de la plateforme sur le renforcement de l'intégrité.
- Le DCAF a traduit en azéri, géorgien et serbe l'ouvrage intitulé *Développement de l'intégrité et réduction de la corruption dans le secteur de la défense – Recueil des meilleures pratiques*.

Pour de plus amples informations sur le programme du DCAF relatif au renforcement de l'intégrité, voir [www.dcaf.ch/Programmes/Defence-Reform](http://www.dcaf.ch/Programmes/Defence-Reform)

# L'Équipe internationale de conseil au secteur de la sécurité (ISSAT)

# L'Équipe internationale de conseil au secteur de la sécurité (ISSAT)

## Milestones:

---

- 2008** Le DCAF crée l'Équipe internationale de conseil au secteur de la sécurité (ISSAT). Le Comité de direction de l'ISSAT se réunit pour la première fois à Genève en présence de sept donateurs bilatéraux et des Nations Unies. L'ISSAT devient pleinement opérationnelle en fin d'année.
- 
- 2009** La nouvelle stratégie de l'ISSAT est présentée : l'Équipe a pour mission de fournir à ses membres : 1) un service de conseil pour les opérations sur le terrain, 2) un soutien en termes de formation et de renforcement des capacités, 3) des services en matière de gestion du savoir et 4) un soutien en matière de plaidoyer et de sensibilisation à la RSS.
- 
- 2011** Le Comité de direction de l'ISSAT compte désormais 19 membres dont 14 donateurs bilatéraux, auxquels viennent s'ajouter des organisations régionales et multilatérales dont les Nations Unies, l'OCDE, l'OIF et l'UE ; l'Union africaine et la Banque africaine de développement assistent par ailleurs régulièrement aux réunions du Comité de direction.
- Le champ d'opération de l'ISSAT s'élargit : l'Équipe soutient désormais chaque année 65 missions au total, ainsi que des activités menées dans plus de 20 pays et sur quatre continents.
- Mise en ligne du premier cours d'enseignement à distance sur la RSS et création du portail de la Communauté des praticiens de la RSS.
- 
- 2012** L'ISSAT organise une séance du Groupe de haut niveau sur les défis et perspectives de la RSS en Afrique de l'Est et élargit son rayonnement géographique grâce au renforcement de ses activités en Amérique latine et en Asie du Sud-Est.
- 
- 2013** L'OSCE entre au Conseil de direction de l'ISSAT.
- L'ISSAT lance une plate-forme d'enseignement à distance sur le site internet de sa Communauté des praticiens. Divers cours sont proposés dans plusieurs langues, y compris un nouveau cours sur « les principes fondamentaux du conseil stratégique dans les situations de réforme ».

Créée en 2008, l'Équipe internationale de conseil au secteur de la sécurité (International Security Sector Advisory Team, ISSAT) fait partie intégrante du DCAF. L'équipe apporte son soutien à la communauté internationale en renforçant les efforts individuels ou collectifs de ses membres en vue de promouvoir la sécurité et la justice, principalement dans les États fragiles ou affaiblis par un conflit. L'ISSAT accompagne ses membres et forge leur capacité afin qu'ils puissent œuvrer plus efficacement à l'amélioration des processus de réforme du secteur de la sécurité (RSS).

Le Comité de direction de l'ISSAT compte actuellement dix-neuf membres, dont les organisations multilatérales et les pays suivants : l'Allemagne, l'Autriche, la Belgique, le Canada, l'Estonie, la Finlande, la France, l'Irlande, la Norvège, les Pays-Bas, le Royaume-Uni, la Slovaquie, la Suède, la Suisse, l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF), l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), les Nations Unies, l'Union européenne. L'Union africaine et la Banque africaine de développement assistent également aux réunions du Comité de direction de l'ISSAT en qualité d'observateurs.

L'ISSAT est composée de conseillers confirmés pour les questions de sécurité et de justice. Un groupe de professionnels de haut niveau vient également compléter et renforcer cette équipe en apportant des compétences supplémentaires et des connaissances spécialisées de sorte que l'ISSAT ait suffisamment de ressources humaines et d'expertise pour couvrir la totalité des questions relatives à la réforme du secteur de la justice et de la sécurité ainsi que de solides connaissances s'agissant des pays où elle intervient.

En 2013, l'ISSAT a continué de jouer un rôle de premier plan dans les efforts de coopération internationale liés à la réforme de la sécurité et de la justice. Mettant à profit les procédures et les missions que l'ISSAT a mises en place au fil des ans, l'équipe a consolidé, affiné et approfondi ses connaissances et ses compétences dans toutes sortes de contextes, processus, domaines thématiques ou géographiques.

Les activités et les services de l'ISSAT peuvent être regroupés en quatre catégories : Conseil pour les opérations sur le terrain ; Formation et renforcement de la capacité ; Gestion du savoir ; Plaidoyer et sensibilisation. En 2013, l'ISSAT a entrepris 71 missions au total pour 16 membres dans 40 pays. Cinquante-neuf de ces missions étaient des projets, dont certains comportaient plusieurs volets ; d'autres ont eu la tâche difficile d'avoir à réunir des parties prenantes locales et diverses organisations internationales pour travailler à des évaluations et/ou des examens.

### Conseil pour les opérations sur le terrain

La branche Conseil pour les opérations sur le terrain de l'ISSAT offre au personnel de ses membres des services ciblés, adaptés à chaque pays, visant à renforcer leur capacité en matière d'évaluation préalable, d'élaboration de programmes, d'examen et d'évaluation finale, conformément aux bonnes pratiques internationales. Elle propose également des services de renforcement continu aux praticiens sur le terrain. En 2013, l'ISSAT a entrepris au total 21 missions de conseil pour les opérations sur le terrain, dont 11 en Afrique, cinq en Amérique latine, deux au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, une en Asie du Sud-Est et deux en Europe du Sud-Est. S'il est vrai que cela représente une baisse par rapport aux années précédentes, certains de ces mandats se sont traduits par plusieurs déploiements répartis sur 27 pays et cinq continents. Tel a été par exemple le cas pour l'UE qui a demandé à l'ISSAT d'effectuer une mission dans onze pays d'Amérique latine et des Caraïbes sur une période de quatre mois. Il faut aussi noter qu'un grand nombre de missions qui avaient commencé en 2012 ont été renouvelées, par exemple l'aide apportée au Royaume-Uni pour l'évaluation annuelle de son Programme sur l'obligation de rendre compte dans le secteur de la sécurité et sur la réforme de la police en République démocratique du Congo, l'aide apportée à la Mission d'appui des Nations Unies en Libye dans l'élaboration du Livre blanc sur la défense, l'aide apportée au programme de réforme de la police en Somalie dans le cadre du PNUD, et les cours de formation destinés au personnel du PNUD travaillant pour l'Observatoire somalien de la violence et de la criminalité. Cette tendance a permis à l'ISSAT de mettre à profit les enseignements dégagés lors de missions précédentes et d'approfondir sa connaissance des contextes locaux. En outre, les missions de conseil pour les opérations sur le terrain ont continué à s'appliquer à de nombreux domaines de la RSS : 42 pour cent ont concerné la réforme de la police, 32 pour cent la réforme de la justice et 16 pour cent la réforme de la défense. Toutes ont eu un rapport avec la gouvernance, soit en tant qu'objectif principal soit en tant que composante importante du mandat.

En 2013, l'ISSAT s'est vu confier 12 missions de conseil aux opérations sur le terrain par des membres bilatéraux du Conseil de direction et neuf par des organisations multilatérales. Le tableau ci-dessous donne un aperçu des missions menées à bien par l'ISSAT en 2013 :

Lieu	Missions	Commanditaires
 <b>Albanie</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Examen du Programme de police de proximité.</li> </ul>	Suède
<b>Amérique latine et Caraïbes</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Soutien de l'UE pour la réforme des secteurs de la justice et de la sécurité en Amérique latine et aux Caraïbes (y compris une étude documentaire sur 34 pays et des missions sur le terrain dans 11 pays).</li> </ul>	Union européenne
 <b>Burundi</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Examen du processus de RSS au Burundi.</li> <li>Audit/Évaluation de l'Inspection générale de la sécurité publique.</li> </ul>	Pays-Bas
 <b>Congo (République démocratique du)</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Examen annuel par le ministère britannique du Développement international du Programme sur l'obligation de rendre compte dans le secteur de la sécurité et sur la réforme de la police.</li> </ul>	Royaume-Uni
 <b>Éthiopie</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Contribution à un atelier sur l'élaboration de la version préliminaire de notes de conseils opérationnels pour le Cadre stratégique de l'Union africaine sur la RSS.</li> </ul>	Union africaine
 <b>Guatemala</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Examen du Programme de l'UE d'appui à la réforme de la justice et du Programme de USAID contre la violence et l'impunité.</li> </ul>	Réseau international de l'OCDE sur les conflits et les situations de fragilité
 <b>Honduras</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Mission exploratoire pour assister la Direction suisse du développement et de la coopération (DDC) concernant sa nouvelle stratégie de coopération pour l'Amérique centrale.</li> <li>Renforcement du soutien en matière de RSS, d'analyse des conflits et de campagnes de sensibilisation.</li> </ul>	Suisse
 <b>Indonésie</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Évaluation de la coopération juridique entre l'Indonésie et les Pays-Bas.</li> </ul>	Pays-Bas
 <b>Kenya</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Étude de faisabilité sur la réforme de la police au Kenya.</li> <li>Aide pour l'élaboration d'un programme de réforme de la police d'une durée de trois ans.</li> </ul>	Suède

Lieu	Missions	Commanditaires
 Libéria	<ul style="list-style-type: none"> <li>Examen des mécanismes de gestion et de l'obligation de rendre compte au sein de la police nationale, du système judiciaire et de la magistrature libériens.</li> </ul>	Mission de l'ONU au Libéria et PNUD
 Libye	<ul style="list-style-type: none"> <li>Aide à la Mission d'appui des Nations Unies en Libye pour l'élaboration du Livre blanc sur la défense.</li> <li>Aide à l'ONU pour l'organisation d'un atelier sur les enseignements à tirer de la réforme de la police.</li> </ul>	ONU
 Serbie	<ul style="list-style-type: none"> <li>Examen à mi-parcours des progrès accomplis dans la mise en œuvre du Plan d'action de la stratégie de développement du ministère de l'Intérieur serbe.</li> </ul>	Suède
 Somalie	<ul style="list-style-type: none"> <li>Encadrement et formation des personnels du PNUD travaillant pour l'Observatoire somalien de la violence et de la criminalité.</li> <li>Conseils pour une évaluation en vue de renforcer le Programme du PNUD pour le maintien de l'ordre civil.</li> </ul>	PNUD
 Soudan du Sud	<ul style="list-style-type: none"> <li>Évaluation de la situation concernant le contrôle démocratique des forces armées au Soudan du Sud.</li> </ul>	Suisse

#### Formation et renforcement des capacités

L'ISSAT continue de consacrer une grande partie de ses activités à la formation et au renforcement des capacités. Son objectif est de permettre à la communauté internationale de fournir un réel soutien à la RSS dans des pays touchés par des conflits ou en développement. Au cours de l'année 2013, l'ISSAT a organisé 26 formations, dont 10 cours d'introduction à la RSS (niveau 1) et de perfectionnement (niveau 2) et 16 cours *ad hoc*/spécialisés. Le tableau ci-dessous donne un aperçu des formations dispensées par l'ISSAT en 2013 :

Lieu	Cours	Commanditaires
 <b>Arménie</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Cours d'introduction à la RSS (niveau 1) et cours de sensibilisation pour fonctionnaires de haut rang</li> </ul>	Autriche
 <b>Autriche</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Cours de base sur la RSS pour le Collège européen de sécurité et de défense.</li> </ul>	Autriche
 <b>Bosnie-Herzégovine</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Cours de perfectionnement sur la RSS (niveau 2)</li> </ul>	Suisse
 <b>Finlande</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Session sur la RSS dans le cadre d'un cours intégré sur la gestion des crises.</li> <li>• Cours d'introduction à la RSS (niveau 1).</li> </ul>	Finlande
 <b>Côte d'Ivoire</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Appui à la Mission des Nations Unies en Côte d'Ivoire dans le cadre d'un atelier sur la RSS destiné aux responsables du secteur de la défense ivoirien.</li> </ul>	ONU
 <b>Ghana</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Participation à l'examen du Programme de formation sur la RSS et la réforme de la police, élaboré par le Centre international Kofi Annan de formation au maintien de la paix (KAIPTC).</li> </ul>	Suisse
 <b>Guatemala</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Cours d'introduction à la RSS (niveau 1).</li> </ul>	Pays-Bas
 <b>Italie</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Cours « Intégrer la réforme de la police et la RSS ».</li> </ul>	Force de police permanente de l'ONU
 <b>Pays-Bas</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Cours de perfectionnement sur la SSR (niveau 2)</li> </ul>	Pays-Bas
 <b>Sénégal</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Introduction à la réforme du secteur de la justice et de la sécurité : « Comment fonctionnent les processus de réforme du secteur de la justice et de la sécurité en Afrique ».</li> </ul>	Banque africaine de développement (par l'intermédiaire de la Suisse)
 <b>Suisse</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Cours d'introduction sur la place de la RSS dans les opérations de maintien de la paix.</li> <li>• Cours de perfectionnement sur la SSR (niveau 2)</li> <li>• Encadrement lors de l'atelier inter-agences de l'ONU pour les praticiens confirmés de la RSS.</li> </ul>	Suisse  ONU

Lieu	Cours	Commanditaires
	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Cours magistral des conseillers stratégiques confirmés sur la place de la réforme de la police dans le contexte plus large de la RSS à l'échelle internationale ».</li> </ul>	Canada, Pays-Bas, Norvège, Royaume-Uni

Les faits marquants de l'année 2013 en matière de formation et de renforcement des capacités auront été la consolidation des modules de niveaux 1 et 2, la finalisation du cours en ligne « Introduction à la RSS » et la nouvelle plate-forme d'enseignement à distance sur les « principes fondamentaux du conseil stratégique dans les situations de réforme ». A ce jour, 1 700 participants se sont inscrits à ces deux cours. D'autre part, l'ISSAT a terminé les traductions vers l'arabe, le français et l'espagnol du cours d'enseignement à distance « Introduction à la RSS », qui viennent s'ajouter à la version anglaise. L'ISSAT a également assisté plusieurs centres de formation au maintien de la paix en prodiguant des conseils à leurs formateurs et en leur donnant des directives générales quant à l'élaboration et la dispense des cours.

Étant donné qu'elle abrite le secrétariat de l'ASSET (Association for Security Sector Reform Education and Training), l'ISSAT a aidé à organiser la cinquième réunion de l'Assemblée générale annuelle de l'association à Accra au Ghana. Deux autres institutions ont participé à l'organisation de cette réunion : le Centre international Kofi Annan de formation au maintien de la paix (KAIPTC) et le Réseau africain pour le secteur de la sécurité (ASSN). Les débats ont principalement porté sur la question de savoir comment l'ASSET pouvait aider à la mise en œuvre des stratégies de RSS par le biais de la formation.

Enfin, de nouveaux outils et produits de formation ont été mis au point en 2013 :

- le cours d'introduction à la RSS a été mis en ligne sur la nouvelle plate-forme d'enseignement à distance de l'ISSAT sous la rubrique Communauté des praticiens de son site internet. Il est proposé en anglais, en arabe, en espagnol et en français;
- un autre cours d'enseignement à distance sur « les principes fondamentaux du conseil stratégique dans les situations de réforme » a officiellement été mis en ligne dans la rubrique Communauté des praticiens en octobre 2013 ;

- le module d'introduction à la RSS (niveau 1) a été finalisé en anglais, espagnol et français, et plusieurs modules ont été traduits en arabe. Le module de perfectionnement (niveau 2) est disponible en anglais et en français.

### Gestion du savoir

Les services Gestion du savoir de l'ISSAT ont pour objet d'aider les personnels de l'équipe, les spécialistes faisant partie de la liste des experts, les membres du Comité de direction et d'autres praticiens de la RSS à optimiser leur soutien aux programmes de RSS en mettant à leur disposition des outils, des cours de formation à distance ainsi que d'autres moyens d'acquérir des connaissances pratiques sur la RSS et de les mettre en application.

Dans le cadre des efforts déployés en permanence pour transformer les enseignements tirés d'expériences sur le terrain en un ensemble d'outils et de connaissances pratiques, 18 bilans ont été réalisés en 2013 sous la direction du service Gestion du savoir de l'ISSAT. Ces analyses, qui ont amélioré le processus d'apprentissage, continuent d'étoffer le savoir accumulé par l'ISSAT en mettant à profit l'expérience acquise lors des activités de conseil pour les opérations sur le terrain ou de formation, et lors des campagnes de sensibilisation.

Les services de gestion du savoir de l'ISSAT ont continué à accroître la valeur ajoutée de la Communauté des praticiens (CdP), qui compte à présent plus de 1 100 membres, ce qui représente une augmentation de plus de 500 membres depuis la fin de 2012. L'ISSAT a transformé la rubrique CdP de son site internet en une véritable plate-forme d'apprentissage. De plus, les services de la gestion du savoir ont créé une section méthodologie qui donne une représentation visuelle des principales activités concernées par le soutien à la réforme de la justice et de la sécurité et met à disposition un ensemble d'informations utiles.

Pour finir et afin de répondre aux besoins de cette communauté qui ne cesse de s'agrandir, de nouvelles fonctions et/ou des fonctions améliorées ont été mises au point et intégrées au site internet de la CdP cette année, notamment :

- une nouvelle plate-forme d'apprentissage à distance donnant accès à trois cours dans plusieurs langues ;
- un bulletin hebdomadaire destiné tous les membres de la CdP ;
- une bibliothèque de documents d'orientation, guides, études de cas, vidéos et autres ouvrages de référence, et des informations sur des événements et des offres d'emploi relatifs à la RSS ;

- des formulaires en ligne pour les demandes de mission, les retours d'information ponctuels et annuels ; et
- tout un éventail de petites améliorations visant à rendre le site plus facile d'utilisation.

En 2013, l'ISSAT a aussi enregistré une augmentation considérable du nombre de demandes d'information rapides provenant de praticiens de la RSS via son site internet sur des sujets aussi variés que les conférenciers, les demandes et les offres de services de conseil, les contributions aux diverses études, etc.

#### **Plaidoyer et sensibilisation**

Dans le cadre de ses activités de plaidoyer et de sensibilisation, l'ISSAT veille à faire en sorte que les membres de son Comité de direction et la communauté de la RSS au sens large soient attentifs à l'application des bonnes pratiques internationales relatives au soutien à la RSS, en acceptent l'idée et même se l'approprient. Il est prévu à cet effet des visites de capitales, des réunions du Comité de direction, des débats du Groupe de haut niveau, des réunions d'information sur la RSS ainsi que d'autres activités de réseautage permettant de rassembler de grands praticiens de la RSS. D'autre part, le service Plaidoyer et sensibilisation s'efforce d'aider à élargir, approfondir et disséminer les connaissances en matière de RSS et d'assurer la bonne compréhension du concept en encourageant les discussions sur les aspects pratiques de la réforme, en promouvant la transparence et en favorisant le partage des enseignements.

Bien parti sur sa lancée, le service Plaidoyer et sensibilisation a vu le nombre de ses activités et de ses missions augmenter régulièrement en 2013. Même si la majeure partie des mandats confiés à l'ISSAT comportent par définition une composante de plaidoyer ou de sensibilisation, il convient de noter que 22 activités, dont 12 missions, ont été des campagnes de sensibilisation et d'information.

En ce qui concerne l'amélioration des connaissances (qu'il s'agisse de la notion de RSS elle-même ou de ses principes applicatifs), l'ISSAT a aidé l'Irlande à organiser des campagnes de sensibilisation sur le renforcement de la capacité en matière de RSS avec le Gouvernement japonais et plusieurs ONG. De même, l'équipe a aidé le Gouvernement français à mettre en place toute une série de manifestations, notamment deux ateliers consacrés à la RSS sous les auspices de l'Institut des hautes études de la défense nationale, et une séance d'information à l'intention de divers ministères français concernés par l'un ou l'autre des aspects de la RSS.

Sur le plan des meilleures pratiques, l'ISSAT a fait un exposé suivi d'un débat sur l'utilisation des « théories du changement dans le cadre de programmes pour la prévention des conflits et la consolidation de la paix » lors de l'atelier annuel sur l'Instrument de l'UE pour la stabilité. L'équipe a fait un autre exposé puis organisé un débat avec des États membres de l'OTAN et de l'UE sur les tendances, les défis à relever et les leçons à retenir en matière de RSS dans les pays fragiles.

Grâce aux conseils de l'ISSAT pour identifier les points susceptibles d'être améliorés, la Slovaquie a organisé une journée de brainstorming pangouvernementale sur l'appui ultérieure qu'elle peut apporter à la réforme du secteur de la sécurité. Il a fallu auparavant présenter les principes de la réforme du secteur de la justice et de la sécurité afin de s'assurer que toutes les parties prenantes avaient la même conception des choses.

En plus de ce qui précède, l'ISSAT a participé aux activités suivantes :

- des visites de capitales en Irlande, Norvège et au Royaume-Uni ainsi que des séances d'information pour les membres des missions permanentes à Genève ;
- un briefing de sensibilisation à l'attention des Corps alliés de déploiement rapide de l'OTAN ;
- des exposés à l'attention des officiers de l'Académie néerlandaise de la police et de la défense sur « la RSS et la réforme dans les situations d'après-conflit » ;
- un briefing à l'attention du Groupe inter-services de l'UE sur la RSS, à Bruxelles ;
- la rédaction d'un document destiné à la Banque africaine de développement et au Groupe de personnalités de haut niveau de l'UA sur les États fragiles ;
- un exposé lors d'une conférence sur « l'économie politique en temps de paix et de conflit au Soudan du Sud », organisée par l'Institut des études internationales danois ; et
- un briefing à l'attention du Groupe politico-militaire et du Comité chargé des aspects civils de la gestion des crises de l'UE, à Bruxelles.

### Principaux résultats obtenus en 2013 :

- L'ISSAT a étendu sa couverture géographique en exécutant des missions en Amérique latine et aux Caraïbes ainsi qu'en Afrique du Nord.
- L'ISSAT a contribué aux travaux de la Commission européenne en vue d'élaborer le prochain programme de soutien (2014-2020) en Amérique latine et aux Caraïbes en réalisant une étude sur « l'appui à la réforme du secteur de la justice et de la sécurité en Amérique latine et aux Caraïbes ».
- L'ISSAT a continué à bâtir sa communauté mondiale de praticiens (CdP) de la justice et de la sécurité en privilégiant l'échange d'informations, de savoir et d'expérience. Aujourd'hui, la CdP dispose d'une importante bibliothèque de documents d'orientation, guides, cours en ligne, études de cas, vidéos et autres ouvrages de référence, et communique des informations sur certains événements et offres d'emploi relatifs à la RSS ;
- Comme chaque année et pour la troisième fois, l'ISSAT a aidé le Canada, les Pays-Bas la Norvège et le Royaume-Uni à donner leur « cours magistral des conseillers stratégiques confirmés sur la place de la réforme de la police dans le contexte plus large de la RSS à l'échelle internationale » dont l'objectif est de mieux préparer les officiers de police de haut niveau aux postes de direction et de gestion lors de missions multilatérales et bilatérales de maintien de la paix.
- Le contrôle de gestion interne de l'ISSAT a permis de mettre en lumière les bons résultats suivants:
  - d'après 92 pour cent des rapports de missions d'appui sur le terrain, les services de l'ISSAT ont été jugés bons ou très bons ;
  - la totalité des membres a déclaré que l'ISSAT offrait un excellent rapport qualité/prix ;
  - 87 pour cent des participants aux formations ont déclaré que les programmes étaient soit très bons soit excellents ;
  - le nombre des membres de la CdP de l'ISSAT a doublé.

# Annexes

# Le Conseil de fondation du DCAF

Le Conseil de fondation est l'organe suprême de la Fondation DCAF. En 2013, il était composé de **61 États membres** (y compris le canton de Genève) plus **six observateurs permanents**. Le Conseil est présidé par M. Christophe Keckeis (Suisse). L'hon. Adolf Ogi, ex-conseiller fédéral et ex-président de la Confédération helvétique est président honoraire du Conseil de fondation du DCAF.

Le tableau ci-dessous donne la liste des États membres du DCAF par ordre alphabétique. La date entre parenthèses indique pour chacun des États l'année d'adhésion à la Fondation DCAF. La liste des représentants des États membres du DCAF est à jour au 5 mai 2014.

	<b>Afrique du Sud</b> (2001)	<i>Nomination en attente</i>
	<b>Albanie</b> (2000)	<i>Nomination en attente</i>
	<b>Allemagne</b> (2002)	Contre-amiral Thorsten <b>Kahler</b> Directeur de la politique de sécurité, Ministère fédéral de la Défense
	<b>Argentine</b> (2009)	<i>Nomination en attente</i>
	<b>Arménie</b> (2002)	Son Excellence Monsieur Charles <b>Aznavour</b> Ambassadeur, Représentant permanent auprès de l'Office des Nations Unies et des autres organisations internationales à Genève
	<b>Autriche</b> (2000)	<i>Nomination en attente</i>
	<b>Azerbaïdjan</b> (2002)	Son Excellence Monsieur Araz <b>Azimov</b> Vice-ministre des Affaires étrangères
	<b>Bélarus</b> (2002)	Son Excellence Monsieur Mikhail <b>Khvostov</b> Ambassadeur, Représentant permanent auprès de l'Office des Nations Unies et des autres organisations internationales à Genève
	<b>Belgique</b> (2004)	Son Excellence Monsieur Bertrand de <b>Crombrugghe de Picquendaele</b> Ambassadeur, Représentant permanent auprès de l'Office des Nations Unies et des institutions spécialisées à Genève

 <b>Bosnie-Herzégovine</b> (2001)	Son Excellence Monsieur Miloš <b>Prica</b> Ambassadeur Représentant permanent auprès de l'Office des Nations Unies et des autres organisations internationales à Genève
 <b>Bulgarie</b> (2000)	Son Excellence Monsieur Ivan <b>Piperkov</b> Ambassadeur, Représentant permanent auprès de l'Office des Nations Unies et des autres organisations internationales à Genève
 <b>Burkina Faso</b> (2009)	Colonel Honoré Lucien <b>Nombre</b> Chef de la planification politique, Ministère de la Défense
 <b>Burundi</b> (2010)	Brigadier général Athanase <b>Kararuz</b> État-major, Ministère de la Défense nationale et des Anciens combattants
 <b>Canada</b> (2003)	Son Excellence Madame Elissa <b>Golberg</b> Ambassadrice, Représentante permanente auprès de l'Office des Nations Unies et des autres organisations internationales à Genève
 <b>Chypre</b> (2008)	<i>Nomination en attente</i>
 <b>Côte d'Ivoire</b> (2001)	Son Excellence Monsieur Kouadio <b>Adjoumani</b> Ambassadeur, Représentant permanent auprès de l'Office des Nations Unies et des autres organisations internationales à Genève
 <b>Croatie</b> (2001)	Son Excellence Madame Vesna <b>Vuković</b> Ambassadrice, Représentante permanente auprès de l'Office des Nations Unies et des autres organisations internationales à Genève
 <b>Danemark</b> (2002)	<i>Nomination en attente</i>
 <b>Espagne</b> (2001)	<i>Nomination en attente</i>
 <b>Estonie</b> (2000)	Son Excellence Monsieur Juri <b>Seilenthal</b> Ambassadeur, Représentant permanent auprès de l'Office des Nations Unies et des autres organisations internationales à Genève
 <b>États-Unis d'Amérique</b> (2000)	Colonel William B. <b>Langan</b> Attaché de défense auprès de l'Ambassade des États-Unis à Berne
 <b>Fédération de Russie</b> (2000)	Son Excellence Monsieur Alexey <b>Borodavkin</b> Ambassadeur, Représentant permanent auprès de l'Office des Nations Unies et des autres organisations internationales à Genève
 <b>Finlande</b> (2000)	Son Excellence Madame Paivi <b>Kairamo-Hella</b> Ambassadeur, Représentant permanent auprès de l'Office des Nations Unies et des autres organisations internationales à Genève

	<b>France</b> (2000)	Son Excellence Monsieur Jean-Hugues <b>Simon-Michel</b> Ambassadeur, Représentant permanent auprès de la Conférence du désarmement
	<b>Canton de Genève</b> (2000)	Monsieur Jean <b>Freymond</b> Directeur, Dialogues Genève
	<b>Géorgie</b> (2001)	Monsieur Shalva <b>Tsiskarashvili</b> Représentant permanent auprès de l'Office des Nations Unies et des autres organisations internationales à Genève
	<b>Ghana</b> (2011)	Brigadier général Seidu <b>Adams</b> Chef d'état-major a.i. des forces armées du Ghana
	<b>Grèce</b> (2002)	<i>Nomination en attente</i>
	<b>Hongrie</b> (2000)	Monsieur Peter <b>Siklosi</b> Secrétaire d'État adjoint pour la politique de défense et la planification militaire, Ministère de la Défense
	<b>Indonésie</b> (2007)	Son Excellence Monsieur Triyono <b>Wibowo</b> Ambassadeur, Représentant permanent auprès de l'Office des Nations Unies et des autres organisations internationales à Genève
	<b>Irlande</b> (2000)	<i>Nomination en attente</i>
	<b>Italie</b> (2001)	Son Excellence Monsieur Vinicio <b>Mati</b> Ambassadeur, Représentant permanent auprès de la Conférence du désarmement
	<b>Kirghizistan</b> (2011)	Son Excellence Madame Gulnara <b>Iskakova</b> Ambassadrice, Représentante permanente auprès de l'Office des Nations Unies et des autres organisations internationales à Genève
	<b>Lettonie</b> (2000)	Monsieur Janis <b>Karlsbergs</b> Sous-secrétaire d'État à la logistique, Ministère de la Défense
	<b>Liban</b> (2007)	Brigadier-général Walid <b>Salman</b> Chef d'état-major de l'armée libanaise
	<b>Liechtenstein</b> (2006)	Son Excellence Monsieur Norbert <b>Frick</b> Ambassadeur, Représentant permanent auprès de l'Office des Nations Unies et des autres organisations internationales à Genève
	<b>Lituanie</b> (2000)	Monsieur Vaidotas <b>Urbelis</b> Directeur politique, Ministère de la Défense nationale
	<b>Luxembourg</b> (2003)	Son Excellence Monsieur Jean-Marc <b>Hoscheit</b> Ambassadeur, Représentant permanent auprès de l'Office des Nations Unies et des autres organisations internationales à Genève

	<b>Macédoine*</b> (2000)	Monsieur Marijan <b>Pop-Angelov</b> Directeur de la coopération politique et de sécurité, Ministère des Affaires étrangères
	<b>Mali</b> (2011)	Monsieur Yacouba <b>Diallo</b> Inspecteur général de la police, Directeur du Programme Gouvernance Partagée de la Sécurité et de la Paix
	<b>Malte</b> (2008)	Son Excellence Monsieur John Paul <b>Grech</b> Ambassadeur, Représentant permanent auprès de l'Office des Nations Unies et des autres organisations internationales à Genève
	<b>Monténégro</b> (2006)	Son Excellence Monsieur Ljubiša <b>Perović</b> Ambassadeur, Représentant permanent auprès de l'Office des Nations Unies et des autres organisations internationales à Genève
	<b>Nigéria</b> (2000)	Son Excellence Monsieur Umunna Humphrey <b>Orjiako</b> Ambassadeur, Représentant permanent auprès de l'Office des Nations Unies et des autres organisations internationales à Genève
	<b>Norvège</b> (2002)	Son Excellence Monsieur Steffen <b>Kongstad</b> Ambassadeur, Représentant permanent auprès de l'Office des Nations Unies et des autres organisations internationales à Genève
	<b>Pays-Bas</b> (2001)	Son Excellence Monsieur Henk <b>Cor van der Kwast</b> Ambassadeur, Représentant permanent auprès de la Conférence du désarmement
	<b>Philippines</b> (2011)	Monsieur Pio Lorenzo F. <b>Batino</b> Sous-secrétaire d'État aux Affaires juridiques, législatives et stratégiques, Département de la Défense nationale
	<b>Pologne</b> (2000)	Monsieur Adam <b>Bugajski</b> Directeur du Département de la politique de sécurité, Ministère des Affaires étrangères
	<b>Portugal</b> (2003)	<i>Nomination en attente</i>
	<b>République de Moldavie</b> (2002)	Son Excellence Monsieur Victor <b>Moraru</b> Ambassadeur, Représentant permanent auprès de l'Office des Nations Unies et des autres organisations internationales à Genève
	<b>République tchèque</b> (2000)	Son Excellence Madame Kateřina <b>Sequensova</b> Ambassadrice, Représentante permanente auprès de l'Office des Nations Unies et des autres organisations internationales à Genève

\* Désignée à toutes fins utiles au sein de l'UE, de l'OTAN, de l'OSCE et des Nations Unies sous le nom d'« ex-République yougoslave de Macédoine ».

	<b>Roumanie</b> (2000)	Son Excellence Madame Maria <b>Ciobanu</b> Ambassadrice, Représentante permanente auprès de l'Office des Nations Unies et des autres organisations internationales à Genève
	<b>Royaume-Uni</b> (2000)	Monsieur Guy <b>Pollard</b> Représentant permanent adjoint auprès de la Conférence du désarmement
	<b>Sénégal</b> (2011)	Colonel Wagane <b>Faye</b> Directeur du contrôle, des études et de la législation, Ministère des Forces armées
	<b>Serbie</b> (2001)	Son Excellence Monsieur Vladislav <b>Mladenović</b> Ambassadeur, Représentant permanent auprès de l'Office des Nations Unies et des autres organisations internationales à Genève
	<b>Slovaquie</b> (2000)	Son Excellence Monsieur Fedor <b>Rosocha</b> Ambassadeur, Représentant permanent auprès de l'Office des Nations Unies et des autres organisations internationales à Genève
	<b>Slovénie</b> (2001)	<i>Nomination en attente</i>
	<b>Suède</b> (2001)	Son Excellence Monsieur Jan <b>Knutsson</b> Ambassadeur, Représentant permanent auprès de l'Office des Nations Unies et des autres organisations internationales à Genève
	<b>Suisse</b> (2000)	Monsieur Willi <b>Graf</b> Directeur adjoint pour le secteur privé, Coopération régionale, Direction du développement et de la coopération (DDC), Département fédéral des Affaires étrangères  Monsieur Christophe <b>Keckeis</b> Président du Conseil de Fondation du DCAF  Son Excellence Monsieur Urs <b>Schmid</b> Ambassadeur, Représentant permanent auprès de la Conférence du désarmement
	<b>Tunisie</b> (2011)	Son Excellence Monsieur Abderrazak <b>Kilani</b> Ambassadeur, Représentant permanent auprès de l'Office des Nations Unies à Genève et des institutions spécialisées en Suisse
	<b>Turquie</b> (2003)	<i>Nomination en attente</i>
	<b>Ukraine</b> (2000)	Son Excellence Monsieur Mykola <b>Maimeskul</b> Ambassadeur, Représentant permanent auprès de l'Office des Nations Unies et des autres organisations internationales à Genève

### Observateurs permanents

	<b>Cambodge</b> (2009)	Son Excellence Monsieur Sun <b>Suon</b> Ambassadeur, Représentant permanent auprès de l'Office des Nations Unies et des autres organisations internationales à Genève
	<b>Chili</b> (2011)	<i>Nomination en attente</i>
	<b>Kazakhstan</b> (2012)	Monsieur Murat <b>Nurtileuov</b> Ministre-conseiller, Mission permanente auprès de l'Office des Nations Unies et des autres organisations internationales à Genève
	<b>Thaïlande</b> (2009)	Son Excellence Monsieur Thani <b>Thongphakdi</b> Ambassadeur, Représentant permanent auprès de l'Office des Nations Unies et des autres organisations internationales à Genève
	<b>OIF</b> (2008)	Son Excellence Monsieur Ridha <b>Bouabid</b> Ambassadeur, Observateur permanent, Délégation permanente auprès de l'Office des Nations Unies et des autres organisations internationales à Genève
	<b>UIP</b> (2009)	Monsieur Martin <b>Chungong</b> Secrétaire général

## Le Bureau du DCAF

Le Bureau du Conseil de fondation du DCAF prend les décisions politiques entre les réunions du Conseil. Il est formé du Président, du Trésorier, du Secrétaire du Conseil et de quatre membres élus par le Conseil.

	<b>Suisse</b>	Président	Monsieur Christophe <b>Keckeis</b> Président du Conseil de Fondation du DCAF (Suisse)
	<b>Suisse</b>	Secrétaire	Monsieur Willi <b>Graf</b> Directeur adjoint pour le secteur privé, Coopération régionale, Direction du développement et de la coopération DDC, Département fédéral suisse des Affaires étrangères
	<b>Suisse</b>	Trésorier	Son Excellence Monsieur Urs <b>Schmid</b> Ambassadeur, Représentant permanent de la Suisse auprès de la Conférence du désarmement
	<b>France</b>	Membre	Son Excellence Monsieur Jean-Hugues <b>Simon-Michel</b> Ambassadeur, Représentant permanent de la France auprès de la Conférence du désarmement
	<b>Norvège</b>	Membre	Son Excellence Monsieur Steffen <b>Kongstad</b> Ambassadeur, Représentant permanent de la Norvège auprès de l'Office des Nations Unies et des autres organisations internationales à Genève
	<b>Royaume-Uni</b>	Membre	Monsieur Guy <b>Pollard</b> Représentant permanent adjoint du Royaume-Uni auprès de la Conférence du désarmement
	<b>Suède</b>	Membre	Son Excellence Monsieur Jan <b>Knutsson</b> Ambassadeur, Représentant permanent de la Suède auprès de l'Office des Nations Unies et des autres organisations internationales à Genève

# Le Comité d'experts international du DCAF

Le Comité d'experts international du DCAF est l'organe de conseil principal du Centre. Il est composé d'un groupe d'experts internationaux de renom spécialisés dans les divers domaines d'activité du DCAF, agissant à titre personnel. La liste des membres du Conseil consultatif du DCAF est à jour au 5 mai 2014.

<b>Sven Alkalaj</b>	Secrétaire exécutif, Sous-secrétaire général, Commission économique des Nations Unies pour l'Europe
<b>Nayef Al-Rodhan</b>	Membre éminent du St. Antony's College, Université d'Oxford; Chercheur principal en géostratégie, directeur du programme sur les incidences géopolitiques de la mondialisation et de la sécurité transnationale, Centre de politique de sécurité – Genève
<b>Alexey Arbatov</b>	Membre correspondant de l'Académie des sciences de la Fédération de Russie; Directeur du Centre d'étude de la sécurité internationale à l'Institut de l'économie mondiale et des relations internationales
<b>Nicole Ball</b>	Chercheur principal, Centre de politique internationale, Washington DC
<b>Carl Bildt</b>	Membre du Conseil consultatif, mis en disponibilité durant l'exercice de ses fonctions de ministre des Affaires étrangères en Suède
<b>Kjell Arne Bratli</b>	Commissaire parlementaire pour les forces armées norvégiennes
<b>Véronique Bujon-Barré</b>	Ancien ambassadeur de France en Macédoine (2003-2006) et au Danemark (2010-2013)
<b>Philippe Burrin</b>	Directeur de l'Institut de hautes études internationales et du développement (IHEID) de Genève
<b>Christian Catrina</b>	Chef du service Politique de sécurité, Secrétariat général, Département fédéral suisse de la défense, de la protection de la population et des sports

<b>Umit Cizre</b>	Directrice du Centre international pour les études modernes turques, Université de la ville d'Istanbul (Istanbul Sehir)
<b>Jean-Jacques de Dardel</b>	Ambassadeur de Suisse en Chine
<b>Elisabeth Decrey Warner</b>	Présidente exécutive, Geneva Call
<b>Christian Dussey</b>	Directeur, Centre de politique de sécurité –Genève
<b>Corina Eichenberger-Walther</b>	Membre du Conseil national, Parlement suisse
<b>Thomas Greminger</b>	Ambassadeur, Représentant permanent de la Suisse auprès de l'OSCE, des Nations Unies et des organisations internationales à Vienne
<b>István Gyarmati</b>	Président, Centre international pour la transition démocratique à Budapest
<b>Miroslav Hadžić</b>	Président du Conseil d'administration du Centre pour la politique de sécurité de Belgrade; Faculté des sciences politiques, Université de Belgrade
<b>François Heisbourg</b>	Conseiller spécial, Fondation pour la recherche stratégique, Paris; Président, Centre de politique de sécurité – Genève; Président, Institut international des études stratégiques, Londres
<b>Helga Hernes</b>	Conseillère principale, PRIO (Institut international de recherche pour la paix, Oslo)
<b>Eboe Hutchful</b>	Président et secrétaire exécutif par intérim du Réseau africain pour le secteur de la sécurité, Accra
<b>Ljubica Jelusič</b>	Ancienne ministre de la Défense de Slovénie
<b>Adam Kobieracki</b>	Directeur du Centre de prévention des conflits de l'OSCE
<b>Sonja Licht</b>	Présidente, Fonds de Belgrade pour l'excellence
<b>Michael Matthiessen</b>	Conseiller principal, Sommet Asie-Europe (ASEM), Département Asie-Pacifique, Service européen pour l'action extérieure (SEAE)
<b>Christian Miesch</b>	Ancien membre du Conseil national suisse
<b>Boubacar N'Diaye</b>	Professeur, Département de sciences politiques, College of Wooster
<b>N'dioro N'diaye</b>	Présidente, Alliance pour la migration, le leadership et le développement (AMLD), Dakar, Sénégal; Ancienne ministre des Affaires familiales du Sénégal
<b>François Nordmann</b>	Ancien ambassadeur de Suisse au Royaume-Uni (1994-1999) et en France (2004-2007)
<b>Jürg Noth</b>	Chef du Corps des gardes-frontière suisses

<b>Funmi Olonisakin</b>	Directrice, Groupe Conflits, sécurité et développement, Institut international d’études politiques, King’s College, Londres
<b>Ioan Mircea Pașcu</b>	Membre du Parlement européen, ancien ministre de la Défense nationale de Roumanie
<b>Olivier Pecorini</b>	Directeur adjoint, Division principale Coopération policière internationale, Office fédéral suisse de la police
<b>Abdulaziz Sager</b>	Président, Centre de recherche du Golfe, Dubaï
<b>Wolfgang Schneiderhan</b>	Ancien chef d’état major des forces armées, Allemagne
<b>Walter Slocombe</b>	Associé, Caplin & Drysdale, Chartered, Washington DC; Ancien conseiller principal et directeur pour les questions de sécurité (Sécurité et défense nationales) dans le cadre de l’Autorité provisoire de la coalition pour l’Iraq; Ancien sous-secrétaire à la politique de défense, Département américain de la Défense
<b>Fred Tanner</b>	Conseiller principal du Secrétaire général de l’OSCE
<b>Jusuf Wanandi</b>	Membre du Conseil d’administration, chercheur principal, Centre d’études internationales et stratégiques, Jakarta
<b>Scott Weber</b>	Directeur général, Interpeace, Genève
<b>W. Bruce Weinrod</b>	Directeur général et conseiller général pour International Technology & Trade Associates, Inc.; Membre du Conseil d’administration de la Fondation Potomac; Ancien délégué du secrétaire à la défense pour l’Europe; Ancien adjoint du secrétaire à la défense pour l’Europe et l’OTAN, Washington DC
<b>Andrei Zagorski</b>	Maître de conférences, Institut d’État des relations internationales, Moscou

# L'Équipe internationale de conseil au secteur de la sécurité du DCAF (ISSAT)

L'Équipe internationale de conseil au secteur de la sécurité (ISSAT) accompagne la communauté internationale dans son action pour améliorer la sécurité et la justice, notamment dans les États fragiles ou affaiblis par un conflit. C'est dans ce but que l'équipe travaille – en collaboration avec un groupe d'États membres et d'institutions – à l'élaboration et la promotion de bonnes pratiques et de bons principes de RSS, et qu'elle aide ses membres à renforcer les capacités qui leur permettront de mettre en œuvre les processus nationaux et régionaux de réforme des secteurs de la sécurité et de la justice.

En mai 2014, le Comité de direction de l'ISSAT était composé de représentants de 14 pays et cinq organisations multilatérales. Outre les membres du Comité de direction, l'Union africaine et la Banque africaine de développement assistent aux réunions bi-annuelles du Comité de direction de l'ISSAT en qualité d'observateurs.

## États

 Allemagne	 Finlande	 Royaume-Uni
 Autriche	 France	 Slovaquie
 Belgique	 Irlande	 Suède
 Canada	 Norvège	 Suisse
 Estonie	 Pays-Bas	

## Organisations multilatérales

 Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE)
 Organisation internationale de la Francophonie (OIF)
 Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE)
 Nations Unies
 Union européenne

# Le Fonds d'affectation pour l'aide au développement du secteur de la sécurité en Afrique du Nord du DCAF

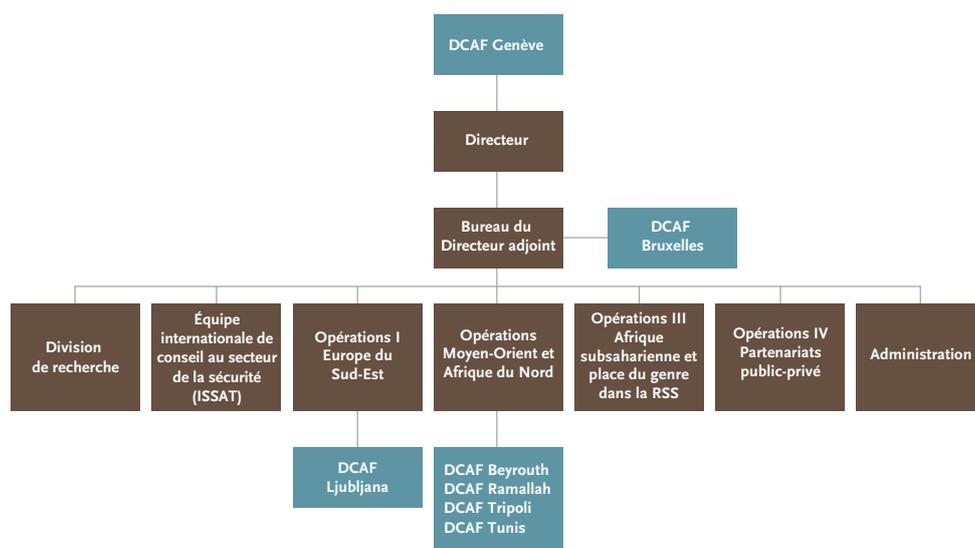
Pour apporter une meilleure réponse globale aux exigences de la situation sur le terrain et aux attentes des donateurs, le DCAF a créé en juin 2012 un Fonds d'affectation pour l'aide au développement du secteur de la sécurité en Afrique du Nord.

Ce fonds permet de soutenir les activités du DCAF en Égypte, en Libye, au Maroc et en Tunisie. Il est conçu de façon à garantir que le DCAF sera en mesure de réagir avec rapidité et souplesse face à une situation locale et sert de plate-forme de coordination pour les donateurs souhaitant contribuer aux activités de RSS du DCAF dans la région, conformément à la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide de l'OCDE. Structuré sous forme de mécanisme de financement commun, le fonds d'affectation est régi par les États donateurs qui se réunissent plusieurs fois par an dans le cadre de son Comité directeur. Par le biais de ce Comité directeur, les donateurs fournissent des orientations stratégiques et supervisent les activités du DCAF dans la région. L'engagement des donateurs a été très positif, avec des contributions versées ou annoncées de plus de 5,6 millions de francs suisses fin 2013.

## États donateurs

-  Luxembourg
-  Pays-Bas
-  Slovaquie
-  Suède
-  Suisse

# Le Centre : organigramme et bureaux



## Bureaux régionaux et nationaux du DCAF



# Le personnel du DCAF

En 2012, le personnel du DCAF comptait 150 employés issus de 40 pays, travaillant au siège du DCAF à Genève ou dans ses bureaux régionaux et nationaux à Beyrouth, Bruxelles, Ljubljana, Ramallah, Tripoli et Tunis. On trouvera ci-dessous une liste des nationalités du personnel permanent en 2013.

## Personnel permanent en 2013

 Afrique du Sud	1	 Libye	1
 Allemagne	8	 Macédoine	1
 Australie	1	 Niger	1
 Autriche	1	 Pakistan	1
 Belgique	3	 Territoire palestinien occupé	10
 Bosnie-Herzégovine	1	 Pays-Bas	4
 Brésil	1	 Philippines	1
 Cameroun	1	 Portugal	1
 Canada	2	 Roumanie	1
 Danemark	2	 Royaume-Uni	13
 Espagne	4	 Serbie	1
 Estonie	1	 Slovaquie	2
 États-Unis d'Amérique	5	 Slovénie	9
 Fédération de Russie	1	 Sri Lanka	1
 Finlande	2	 Suède	2
 France	14	 Suisse	31
 Hongrie	1	 Tunisie	11
 Inde	2	 Turquie	1
 Liban	1		

# Le personnel en détachement

Plusieurs pays apportent leur soutien au DCAF en détachant du personnel au Centre.

La Suisse, par le biais du Département fédéral des Affaires étrangères, envoie un directeur en poste au DCAF. La France dépêche deux généraux, l'un en qualité d'officier de liaison avec la France et de conseiller principal auprès du Directeur du DCAF pour les relations civilo-militaires, l'autre en qualité de conseiller principal auprès de l'Équipe internationale de conseil au secteur de la sécurité (ISSAT) pour les questions de police et de gendarmerie.

Le bureau du DCAF à Ljubljana a accueilli quatre officiers de police de haut rang – deux envoyés par la Slovénie, un par l'Autriche, un par la Macédoine ainsi qu'un ancien directeur de la police nationale envoyé par le Liechtenstein qui fera fonction de conseiller principal pour toutes les questions relatives au maintien de l'ordre et à la police des frontières. Ces personnes travaillent de concert avec le secrétariat de la Convention de coopération policière pour l'Europe du Sud-Est, hébergé par le bureau du DCAF à Ljubljana.

## Personnel en détachement en 2013

	Autriche	1
	France	2
	Liechtenstein	1
	Macédoine	1
	Slovénie	2
	Suisse	1

# Le bilan financier du DCAF

En 2013, les revenus du Groupe DCAF se sont élevés à 35 millions de francs suisses – dont 51,7 pour cent ont été financés par la Suisse et 48,3 pour cent par d'autres États membres et organisations internationales. Des informations détaillées sur les recettes et les postes de dépenses, ainsi que la liste des donateurs du DCAF en 2013, figurent ci-après. Tous les montants sont exprimés en francs suisses.

## I. Contributions en espèces versées au Groupe DCAF 2013

### 1. Suisse

Département fédéral suisse des Affaires étrangères (DFAE) - financement de base	10,727,700
DFAE – financement de projets	4,229,365
Département fédéral suisse de la défense, de la protection de la population et des sports (DDPS) - financement de projets	643,658
<b>Total – Suisse</b>	<b>15,600,723</b>

### 2. Autres États membres et organisations internationales

Autriche	99,016
Bulgarie	4,541
Estonie	6,225
Finlande	35,013
France	61,829
Hongrie	12,427
Irlande	241,200
Lettonie	24,900
Liechtenstein	74,888
Luxembourg	367,500
Macédoine	12,427
Monténégro	24,925
Norvège	1,550,900

Pays-Bas	1,137,461
Royaume-Uni	437,856
Slovaquie	12,185
Slovénie	12,399
Suède	875,700
Autres États membres	983,195
Nations Unies	86,916
OTAN	19,707
Union européenne (contribution en faveur du DCAF - Genève)	434,449
<b>Total – Autres États membres et organisations internationales</b>	<b>6,515,659</b>

### 3. Revenus transitoires

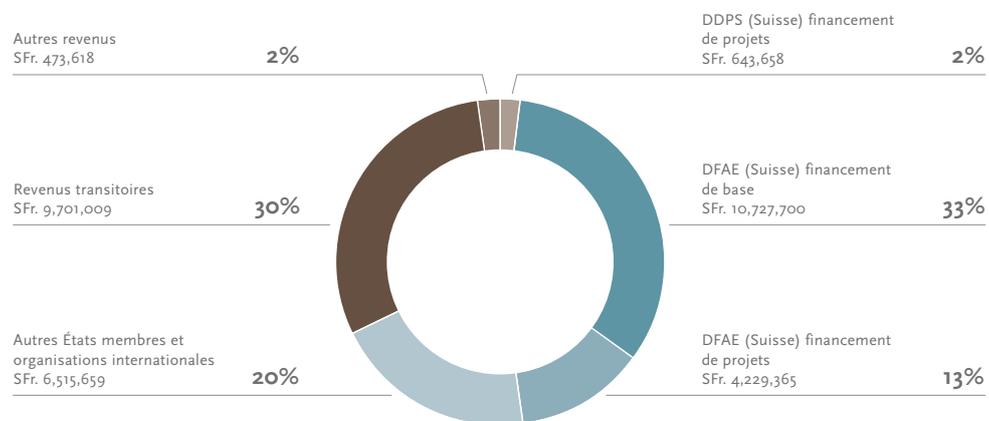
Allemagne	84,373
Espagne	338,595
France	102,874
Luxembourg	670,116
Norvège	827,557
Pays-Bas	3,635
Royaume-Uni	137,313
Suède	3,962,892
Suisse	1,825,085
Union européenne	486,986
Autres États membres	1,261,586
<b>Total – Revenus transitoires</b>	<b>9,701,009</b>

### 4. Autres revenus

Intérêts reçus	3,638
Remboursement d'assurance	83,531
Loyer des bureaux sis avenue Blanc 49 Genève	48,000
Divers	21,283
Revenu provenant de la commission sur frais généraux liés aux projets	317,167
<b>Total – Autres revenus</b>	<b>473,618</b>

<b>Total – Contributions en espèces</b>	<b>32,291,009</b>
---	-------------------

Annexes – Le bilan financier du DCAF



## II. Dépenses du Groupe DCAF

### 1. Personnel

Salaires	6,472,934
Charges sociales	1,061,594
Divers	181,722
<b>Total – Personnel</b>	<b>7,716,249</b>

### 2. Frais généraux de fonctionnement

Locaux (loyer, entretien, acquisition de biens )	1,315,966
Administration	337,232
Frais bancaires et financiers ; pertes de change	508
<b>Total – Frais généraux de fonctionnement</b>	<b>1,653,706</b>

### 3. Organes statutaires

Conseil de fondation international	13,069
Comité d'experts international	16,753
<b>Total – Organes statutaires</b>	<b>29,822</b>

### 4. Divisions et bureaux du DCAF

#### Bureau du Directeur

Bureau du Directeur	132,660
<b>Total – Bureau du Directeur</b>	<b>132,660</b>

#### Bureau du Directeur adjoint

Dépenses de base	155,318
Dépenses liées aux projets	617,077
Dépenses à partir des revenus transitoires	86,358
<b>Total – Bureau du Directeur adjoint</b>	<b>858,753</b>

#### Opérations I Europe du Sud-Est

Dépenses de base	515,564
Dépenses liées aux projets	3,689,878
Dépenses à partir des revenus transitoires	1,523,744
<b>Total – Opérations I Europe du Sud-Est</b>	<b>5,729,186</b>

Opérations Moyen-Orient et Afrique du Nord

Dépenses de base	126,609
Dépenses liées aux projets	3,030,723
Dépenses à partir des revenus transitoires	2,463,641
<b>Total – Opérations Moyen-Orient et Afrique du Nord</b>	<b>5,620,972</b>

Opérations III Afrique subsaharienne et place du genre dans la RSS

Dépenses de base	288,827
Dépenses liées aux projets	1,497,380
Dépenses à partir des revenus transitoires	612,230
<b>Total – Opérations III Afrique subsaharienne et place du genre dans la RSS</b>	<b>2,398,436</b>

Opérations IV Partenariats public-privé

Dépenses de base	15,586
Dépenses liées aux projets	445,357
Dépenses à partir des revenus transitoires	423,477
<b>Total – Opérations IV Partenariats public-privé</b>	<b>884,420</b>

Équipe internationale de conseil au secteur de la sécurité (ISSAT)

Dépenses de base	2,071,011
Dépenses liées aux projets	736,648
Dépenses à partir des revenus transitoires	464,523
<b>Total – ISSAT</b>	<b>3,272,182</b>

Division de recherche

Dépenses de base	164,014
Dépenses liées aux projets	313,230
Dépenses à partir des revenus transitoires	236,993
<b>Total – Division de recherche</b>	<b>714,236</b>

Présidence en exercice suisse de l'OSCE

Dépenses liées aux projets	113,832
Dépenses à partir des revenus transitoires	516,568
<b>Total – Présidence en exercice suisse de l'OSCE</b>	<b>630,401</b>

DCAF Bruxelles

DCAF Bruxelles	54,538
<b>Total – DCAF Bruxelles</b>	<b>54,538</b>

DCAF Ljubljana

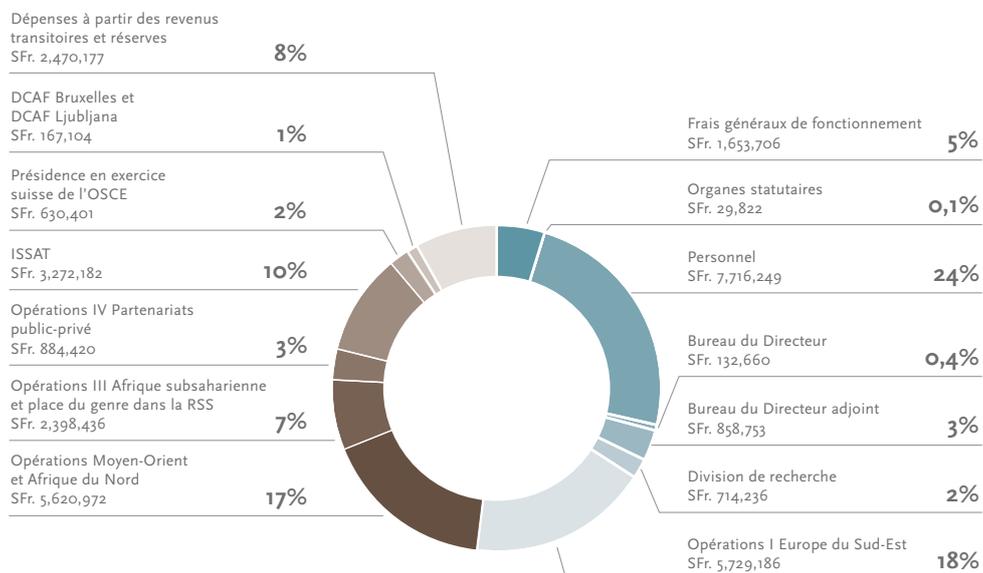
DCAF Ljubljana	112,566
<b>Total – DCAF Ljubljana</b>	<b>112,566</b>

<b>Total – Divisions et bureaux du DCAF</b>	<b>29,808,127</b>
---	-------------------

5. Dépenses à partir des revenus transitoires et réserves 2012–2013

Dépenses à partir de la réserve centrale	64,605
Dépenses à partir des revenus transitoires et des réserves spéciales 2012–2013*	2,405,573
<b>Total – Dépenses à partir des revenus transitoires et réserves</b>	<b>2,470,177</b>

<b>TOTAL – Dépenses du Group DCAF</b>	<b>32,278,305</b>
Excédent de l'exercice	12,704



\* Voir ci-dessus les dépenses à partir des revenus transitoires pour chaque division

### III. Ensemble des contributions versées au Groupe DCAF

#### 1. Suisse

DFAE – contributions en espèces	14,957,065
DFAE – contributions en nature	660,000
DDPS – contributions en espèces	643,658
DDPS – contributions en nature	10,000
<b>Total – Suisse</b>	<b>16,270,723</b>

#### 2. Autres États membres et organisations internationales

Contributions en espèces	6,515,659
Contributions en nature	1,835,259
<b>Total – Autres États membres et organisations internationales</b>	<b>8,350,918</b>

#### 3. Revenus transitoires de 2012

Suisse	1,825,085
Autres États membres	7,875,924
<b>Total – Revenus transitoires de 2012</b>	<b>9,701,009</b>

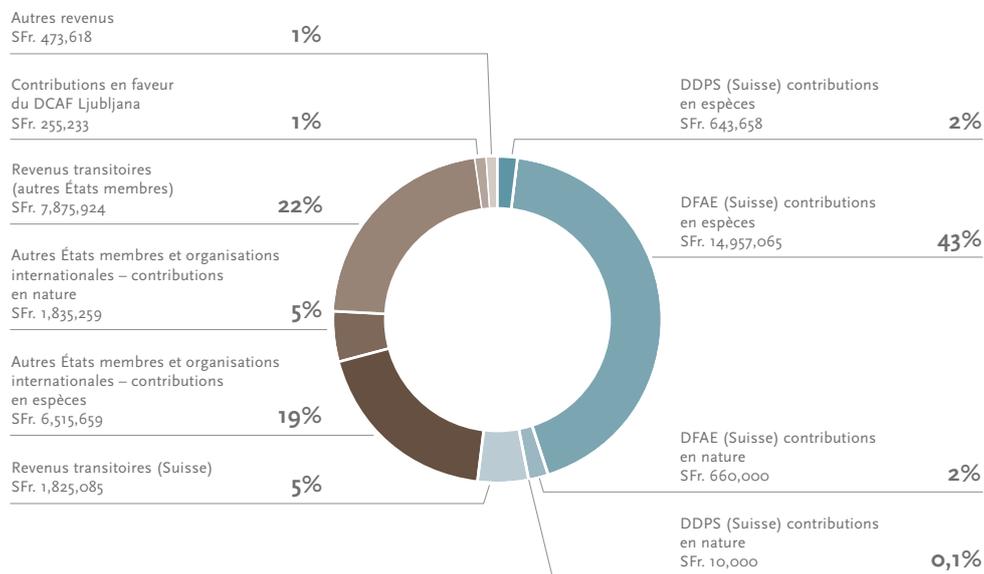
#### 4. Autres revenus

Remboursement d'assurance	83,531
Loyer des bureaux sis avenue Blanc 49 Genève	48,000
Divers	342,087
<b>Total – Autres revenus</b>	<b>473,618</b>

#### 5. Contributions en faveur des bureaux du DCAF

DCAF Ljubljana	255,233
----------------	---------

<b>Total général pour le Groupe DCAF</b>	<b>35,051,501</b>
--	-------------------



# Les donateurs du DCAF en 2013

	Financement de base	Financement de projets	Détachement de personnel	Contributions en nature
 Autriche	•	•	•	•
 Bulgarie	•			
 Estonie	•			
 Finlande	•			
 France	•	•	•	•
 Hongrie	•			•
 Irlande	•			•
 Lettonie	•			
 Liechtenstein	•	•	•	
 Luxembourg	•			
 Macédoine	•		•	•
 Monténégro	•			
 Norvège	•	•		•
 Pays-Bas	•	•		
 Royaume-Uni	•			
 Serbie	•			•
 Slovaquie	•	•		•
 Slovénie		•	•	•
 Suède	•	•		
 Suisse	•	•	•	•
 Nations Unies		•		•
 OIF		•		•
 OSCE		•		•
 OTAN		•		•
 Union européenne		•		•

# Les publications récentes du DCAF

En 2013, les activités sur le terrain du DCAF ont été étayées par plusieurs projets de recherche sur les politiques, ce qui s'est traduit par la publication tout au long de l'année de quelque 30 monographies, collections d'ouvrages et documents de recherche. Sauf indication contraire, la plupart des publications du DCAF peuvent être téléchargées gratuitement au format PDF depuis le site web du DCAF à l'adresse : [www.dcaf.ch/publications](http://www.dcaf.ch/publications). Certains ouvrages peuvent également être obtenus en version imprimée à partir du site web du DCAF ou des sites d'éditeurs commerciaux ou de librairies en ligne. La liste des derniers titres publiés par le DCAF figure ci-dessous.



**Palestinian Draft Law on Access to Information:  
Bringing Access To Information Legislation In Line With International  
Civil-Democratic Standards**

Riham Abu Alta et al. (dir. publ.)

—  
DCAF 2013

*(disponible en anglais et en arabe)*



**Palestinian Legal Collections:  
Financial and Administrative Oversight in the Security Sector**

Fawaz Abu-Zir et al. (dir. publ.)

—  
DCAF 2013

*(disponible en arabe)*



**Almanac on Security Sector Reform in the Kyrgyz Republic**  
Aida Alymbaeva (dir. publ.)

—  
DCAF 2013

*(disponible en anglais, en kirghize et en russe)*

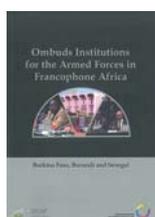


### Developing a Community Safety Plan for Hebron

Fareed A'mer et al. (dir. publ.)

—  
DCAF 2012

*(disponible en anglais et en arabe)*

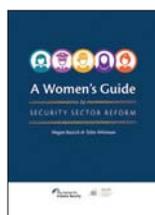


### Les institutions de médiation pour les forces armées en Afrique francophone - Burkina Faso, Burundi et Sénégal

Jean-Pierre Bayala, Athanase Ndikumana et Dior Fall Sow

—  
DCAF; OIF 2013

*(disponible en anglais et en français)*



### Guide pour les femmes sur la réforme du secteur de la sécurité

Megan Bastick et Tobie Whitman

—  
DCAF; The Institute for Inclusive Security 2013

*(disponible en anglais, arabe, bosniaque et en français)*



### Parliamentary Oversight of the Security Sector

Hans Born

—  
Parlement européen, Bureau pour la promotion de la démocratie parlementaire 2013

*(disponible en anglais)*



### Médias et gouvernance du secteur de la sécurité en Tunisie

Wided Boujeh, Jonas Loetscher, et Alia Melki

—  
DCAF 2014

*(disponible en français)*



**Progress and Opportunities Five Years on:  
Challenges and Recommendations for Montreux Document Endorsing States**  
Benjamin S. Buckland et Annie Burdzy

—  
DCAF 2013  
*(disponible en anglais)*



**Almanac on Security Sector Governance in Ukraine 2012**  
Anna Chernova, Oleksiy Melnik, Liudmila Shangina,  
et Mykola Sungurovskiy (dir. publ.)

—  
DCAF; Razumkov Centre 2013  
*(disponible en anglais et en ukrainien)*



**National Security Policy Development in North West Africa: Adapting to a  
Changing Context**

—  
DCAF 2013  
*(disponible en anglais)*



**Measuring the Impact of Peacekeeping Missions  
on Rule of Law and Security Institutions**

—  
DCAF; OROLSI 2012  
*(disponible en anglais)*



**Collective Security Treaty Organisation: 2002-2012**  
Alena F. Douhan et Anatoliy A. Rozanov (dir. publ.)

—  
DCAF 2013  
*(disponible en anglais)*

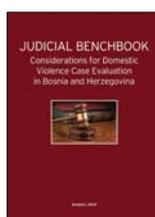


**The Integration of a Gender Perspective in the Sierra Leone Police**

Aisha Fofana Ibrahim et Anike Doherty (dir. publ.)

—  
DCAF 2013

*(disponible en anglais)*



**Judicial Benchbook: Considerations for Domestic Violence**

**Case Evaluation in Bosnia and Herzegovina**

Nenad Galić et Heather Huhtanen (dir. publ.)

—  
DCAF 2014

*(disponible en anglais et en bosniaque)*



**Controles Democráticos del Sistema de Seguridad en el Ámbito Legislativo**

Ma. Patricia González Chávez, Philipp Fluri  
et Valentín Guzmán Soto (dir. publ.)

—  
DCAF 2014

*(disponible en espagnol)*



**The Security Sector Legislation of Ukraine**

Anatoli Grytsenko, Marcin Koziel, Andrey Yermolaev et Philipp Fluri (dir. publ.)

—  
Centre for Army, Conversion and Disarmament; DCAF 2013

*(disponible en anglais et en ukrainien)*



**Security post-2014: What Role for the EU and NATO?**

Giji Gya (dir. publ.)

—  
DCAF; European Parliament; NATO Parliamentary Assembly 2013

*(disponible en anglais)*



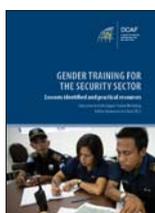
### Comparative Analysis of Regional Practices for Parliamentary Financial Oversight of Intelligence Services

Magdalena Lembovska

—  
Analytica; DCAF 2013

*(disponible en anglais à l'adresse:*

*[http://analyticamk.org/~analytic/images/stories/files/report/Financial\\_oversight\\_english.pdf](http://analyticamk.org/~analytic/images/stories/files/report/Financial_oversight_english.pdf) )*



### Gender Training for the Security Sector: Lessons identified and practical resources

Analee Pepper, Kristin Valasek et Callum Watson (dir. publ.)

—  
DCAF 2013

*(disponible en anglais)*



### The EU's Comprehensive Approach to Crisis Management

Nicoletta Pirozzi et Giji Gya (dir. publ.)

—  
DCAF 2013

*(disponible en anglais)*



### Rôle des parlements dans la promotion de l'agenda «Femmes, paix et sécurité» dans les pays membres de l'OTAN

Audrey Reeves, Daniel de Torres, Aiko Holvikivi et Callum Watson (dir. publ.)

—  
DCAF 2013

*(disponible en anglais et en français)*

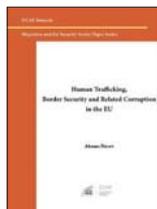


### The Shanghai Cooperation Organisation and Central Asia's Security Challenges

Anatoliy A. Rozanov

—  
DCAF 2013

*(disponible en anglais et en russe)*



**Human Trafficking, Border Security and Related Corruption in the EU**

Atanas Rusev

—  
DCAF 2013

*(disponible en anglais)*



**Gouvernance et réforme du secteur de la sécurité en Afrique de l'Ouest : du concept à la réalité**

Okey Uzoechina

—  
DCAF 2014

*(disponible en anglais, en français et en portugais)*



**Security Sector Legislation in the Kyrgyz Republic: A Review**

Mindia Vashakmadze

—  
DCAF 2013

*(disponible en kirghize et en russe)*



**Security Sector Legislation in the Republic of Tajikistan: A Review**

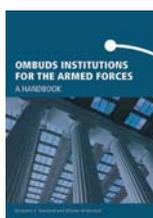
Mindia Vashakmadze

—  
DCAF 2013

*(disponible en russe et en tadjik)*

# Les manuels du DCAF

Les manuels du DCAF sont des guides pratiques traitant de questions précises relatives à la gouvernance du secteur de la sécurité. Ils contiennent des exemples, des descriptifs de meilleures pratiques, des normes et des règles, ainsi que des directives et des listes de contrôle. Pour être accessibles au plus grand nombre, les manuels du DCAF sont publiés en plusieurs langues et peuvent être téléchargés gratuitement au format PDF depuis le site web du DCAF à l'adresse : [www.dcaf.ch/Publications](http://www.dcaf.ch/Publications)



## Ombuds Institutions for the Armed Forces: A Handbook

Benjamin S. Buckland et William McDermott

DCAF 2012

*(Disponible en albanais, anglais, arabe, russe, serbe et en ukrainien)*



## Contrôle parlementaire du secteur de la sécurité – Guide Parlement de la CEDEAO–DCAF à l'usage des parlementaires ouest-africains

Hans Born, Jean-Jacques Gacond et Boubacar N'Diaye (dir. publ.)

DCAF et Parlement de la CEDEAO 2011

*(Disponible en anglais, en français et en portugais)*

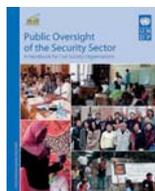


## Monitoring and Investigating the Security Sector

Eden Cole and Katrin Kinzelbach (dir. publ.)

DCAF et PNUD 2007

*(Disponible en anglais, en dari et en russe)*



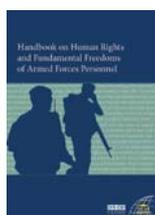
### Contrôle Public du Secteur de la Sécurité Guide pratique pour les organisations de la société civile

Eden Cole, Kerstin Eppert et Katrin Kinzelbach (dir. publ.)

—

DCAF et PNUD 2008

*(Disponible en anglais, dari, français, pachto et en russe)*



### Manuel sur les droits de l'homme et libertés fondamentales du personnel des forces armées

Hans Born et Ian Leigh

—

DCAF et OSCE/BIDDH 2008

*(Disponible en albanais, anglais, arménien, azéri, bosniaque, croate, espagnol, français, géorgien, russe et en serbe)*



### Making Intelligence Accountable

Hans Born et Ian Leigh

—

DCAF, Parlement norvégien et l'Université de Durham 2005

*(Disponible en albanais, anglais, arabe, bulgare, croate, dari, espagnol, géorgien, indonésien (bahasa), macédonien, pachto, russe, serbe, turc et en ukrainien)*



### Contrôle parlementaire du secteur de la sécurité – Principes, mécanismes et pratiques

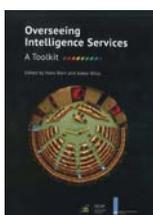
Hans Born, Philipp Fluri et Anders Johnsson (dir. publ.)

—

DCAF et Union interparlementaire 2003

*(Disponible en albanais, allemand, anglais, arabe, arménien, azéri, bosniaque, bulgare, chinois, croate, dari, espagnol, estonien, farsi, français, géorgien, hongrois, indonésien (bahasa), japonais, kazakh, kirghiz, letton, macédonien, mongol, népalais, ourdou, ouzbek, pachto, polonais, portugais, roumain, russe, serbe, slovène, tadjik, tétoum, thaï, turc et en ukrainien)*

# Les boîtes à outils du DCAF



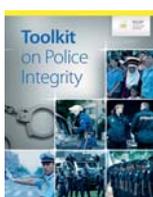
## Overseeing Intelligence Services: A Toolkit

*(La boîte à outils sur le contrôle des services de renseignement)*

Hans Born et Aidan Wills (dir. publ.)

—  
DCAF 2012

*(Disponible en albanais, anglais, bosniaque, croate, macédonien et en serbe)*



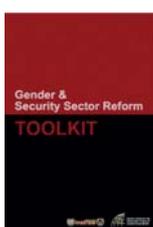
## Toolkit on Police Integrity

*(La boîte à outils sur l'intégrité de la police)*

Pierre Aepli (ed.)

—  
DCAF 2012

*(Disponible en albanais, anglais, arménien, croate, macédonien, roumain et en serbe)*



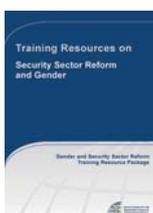
## Place du genre dans la réforme du secteur de la sécurité

Megan Bastick et Kristin Valasek (dir. publ.)

—  
DCAF; OSCE/BIDDH; UN-INSTRAW 2008

*(Disponible en anglais, en arabe et en français)*

[www.dcaf.ch/gssrtoolkit](http://www.dcaf.ch/gssrtoolkit)

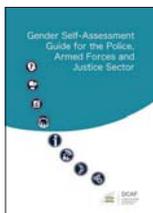


## Dossier de supports de formation sur la place du genre dans la réforme du secteur de la sécurité

Megan Bastick et Kristin Valasek (dir. publ.)

—  
DCAF 2008

*(Disponible en anglais et en français)*



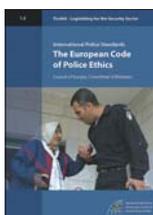
**Guide d'auto-évaluation sur le genre pour la police, les forces armées et le secteur de la justice**

Megan Bastick

—

DCAF 2011

*(Disponible en anglais et en français)*



**Légiférer pour le secteur de la sécurité**

—

DCAF 2011-2012

*(Disponible en arabe, en anglais et en français)*



**The Role of the Media in Security Sector Governance:  
A Toolkit for Trainers**

*(Le rôle des médias dans la gouvernance du secteur de la sécurité: kit d'outils pour formateurs)*

—

DCAF 2013

*(Disponible en anglais)*

# Les documents de travail Horizon 2015

Le projet « Horizon 2015 » du DCAF dresse un inventaire et passe en revue les nombreux enjeux qui auront une grande incidence sur la RSS et la GSS dans un avenir proche. Tous les documents de travail de la série « Horizon 2015 » sont disponibles en anglais et peuvent être téléchargés gratuitement à partir du site web du DCAF à l'adresse : [www.dcaf.ch/publications](http://www.dcaf.ch/publications)



## On Cyberwarfare

Fred Schreier

DCAF 2012



## International Coherence in Security Sector Reform

Alan Bryden

DCAF 2011



## Armed Non-State Actors: Current Trends & Future Challenges

DCAF and Geneva Call

DCAF 2011



**Cyber Security: The Road Ahead**  
Fred Schreier, Barbara Weekes et Theodor H. Winkler  
—  
DCAF 2011



**Private Military & Security Companies:  
Future Challenges in Security Governance**  
Benjamin S. Buckland et Anne-Marie Buzatu  
—  
DCAF 2010



**Public Private Cooperation:  
Challenges and Opportunities in Security Governance**  
Benjamin S. Buckland et Theodor H. Winkler  
—  
DCAF 2010



**Democratic Governance Challenges of Cyber Security**  
Benjamin S. Buckland, Fred Schreier et Theodor H. Winkler  
—  
DCAF 2010



**Trends and Challenges in International Security**  
Fred Schreier  
—  
DCAF 2010

# Les « SSR Papers » du DCAF

En 2011, le DCAF a publié les premiers « SSR Papers » (documents relatifs à la RSS), une série d'ouvrages phares destinés à alimenter la réflexion sur des thèmes et des approches importants relatifs à la RSS dans le cadre plus vaste de la gouvernance du secteur de la sécurité. D'un caractère novateur et original, les analyses présentées dans les SSR Papers abordent des sujets en lien direct avec les enjeux du programme de réforme du secteur de la sécurité axé sur la gouvernance. Trois nouveaux documents ont été publiés en 2013 ; tous sont disponibles en anglais et peuvent être téléchargés gratuitement à partir du site web du DCAF à l'adresse : [www.dcaf.ch/ssrpapers](http://www.dcaf.ch/ssrpapers)



## SSR Paper 10 Dealing with the Past in Security Sector Reform

Alexander Mayer-Rieckh

—  
DCAF 2013



## SSR Paper 9 The "Democratic Soldier": Comparing Concepts and Practices in Europe

Sabine Mannitz

—  
DCAF 2013



## SSR Paper 8 The Paradox of Gendarmeries: Between Expansion, Demilitarization and Dissolution

Derek Lutterbeck

—  
DCAF 2013



**SSR Paper 7**  
**Mapping Evolving Internal Roles of the Armed Forces**  
Marc Krupanski et Albrecht Schnabel

—  
DCAF 2012



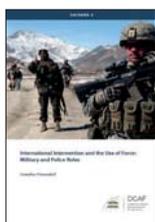
**SSR Paper 6**  
**Measuring the Impact of Peacebuilding Interventions on Rule of Law and Security Institutions**  
Vincenza Scherrer

—  
DCAF 2012



**SSR Paper 5**  
**The Rule of Law and Security Sector Reform:  
Conceptualising a Complex Relationship**  
Christoph Bleiker et Marc Krupanski

—  
DCAF 2012



**SSR Paper 4**  
**International Intervention and the Use of Force:  
Military and Police Roles**  
Cornelius Friesendorf

—  
DCAF 2012



**SSR Paper 3**  
**UN Use of Private Military and Security Companies:  
Practices and Policies**  
Åse Gilje Østensen

—  
DCAF 2011



**SSR Paper 2**  
**Arab Uprisings and Armed Forces:  
Between Openness and Resistance**  
Derek Lutterbeck

---

DCAF 2011



**SSR Paper 1**  
**Security Sector Reform:  
Narrowing the Gap between Theory and Practice**  
Hans Born and Albrecht Schnabel

---

DCAF 2011

# Les Documents d'information (Backgrounders) du DCAF

La série des Documents d'information du DCAF (« DCAF Backgrounders ») fournit une introduction claire et concise à différentes questions sur la gouvernance et la réforme du secteur de la sécurité qui présentent un intérêt crucial pour les praticiens. A ce jour, 26 thèmes ont été traités. Les documents d'information de base ont été traduits en plusieurs langues et peuvent être téléchargés gratuitement à partir du site web du DCAF à l'adresse : [www.dcaf.ch/backgrounders](http://www.dcaf.ch/backgrounders).



- Associations de personnel féminin dans le secteur de la sécurité
- Attachés de défense
- Comités parlementaires de défense et de sécurité
- Conseils de sécurité nationaux
- Contrôle démocratique des forces armées
- Contrôle parlementaire des services de renseignement
- Défis contemporains de la communauté de renseignement
- Enfants soldats
- Entreprises militaires privées
- Envoi de troupes à l'étranger
- États d'urgence
- Forces armées multiethniques
- Gouvernance et réforme du secteur de la sécurité
- Médiateurs militaires
- Place du genre dans la réforme du secteur de la sécurité
- Politique de sécurité nationale
- Procédures d'examen, évaluation et sélection dans le secteur de la sécurité
- Réforme de la défense
- Réforme de la police
- Réforme du secteur de la sécurité et construction de la paix après les conflits
- Réforme du secteur de la sécurité et droits de l'homme
- Réforme du secteur de la sécurité et Organisations intergouvernementales
- Rôle du parlement dans la planification du budget de la Défense
- Rôle du parlement dans la procurement de la défense
- Services de renseignement
- Traite des êtres humains

# Les sites web du DCAF

Le DCAF œuvre en faveur d'une plus grande transparence et s'emploie à mieux faire connaître ses activités en hébergeant et en contribuant à plusieurs sites web. Ces sites fournissent des renseignements récents sur l'ensemble des activités du Centre et servent de plate-forme d'échange d'informations entre experts et praticiens de la RSS.

- [www.dcaf.ch](http://www.dcaf.ch)

Le site web principal du DCAF donne des informations sur l'organisation et sur ses grands domaines d'activité, par thème et par région.

- [issat.dcaf.ch](http://issat.dcaf.ch)

Le site web de l'Équipe internationale de conseil au secteur de la sécurité du DCAF (ISSAT) offre un accès à la Communauté des praticiens (CdP), des renseignements sur les formations proposées, des liens vers le blog de l'ISSAT et ceux de membres, un centre de documentation et un forum permettant aux membres de consulter et de déposer des commentaires sur différentes questions pratiques concernant la CdP.

- [www.dcaf-tfna.org](http://www.dcaf-tfna.org)

Le site web du DCAF consacré au Fonds d'affectation pour l'aide au développement du secteur de la sécurité en Afrique du Nord fournit des informations détaillées sur les activités du fonds en Égypte, en Libye, au Maroc et en Tunisie, ainsi que sur les pays donateurs et leurs contributions.

- [www.icoc-pp.org](http://www.icoc-pp.org)

Ce site web est consacré au Code de conduite international des prestataires privés de services de sécurité ; il contient des informations actualisées sur les entreprises signataires du Code et sur l'élaboration de son Mécanisme de contrôle.

- [www.icoaf.org](http://www.icoaf.org)

Site web de la Conférence internationale des institutions d'ombudsman pour les forces armées.

- [www.gssrtraining.ch](http://www.gssrtraining.ch)

Ce site web vient compléter le programme thématique du DCAF sur l'intégration des questions de genre dans la réforme du secteur de la sécurité. Il contient des liens vers un large éventail de ressources et de supports de formation en ligne sur la place du genre dans la réforme du secteur de la sécurité, notamment la boîte à outils *Place du genre dans la réforme du secteur de la sécurité*, le Dossier de supports de formation sur la place du genre dans la réforme du secteur de la sécurité et le *Guide pour les femmes sur la réforme du secteur de la sécurité*.

- [www.asset-ssr.org](http://www.asset-ssr.org)  
Site web de l'Association for Security Sector Reform Education and Training (ASSET).
- [www.ipf-ssg-sea.net](http://www.ipf-ssg-sea.net)  
Site web du Forum interparlementaire sur la gouvernance du secteur de la sécurité en Asie du Sud-Est.
- [www.dcaf-tunisie.org](http://www.dcaf-tunisie.org)  
Ce site web présente les activités du DCAF en Tunisie et soutient son action en matière de réforme du secteur de la justice et de la sécurité. Il peut être consulté en arabe, en français et en anglais.
- [www.legislation-securite.tn](http://www.legislation-securite.tn)  
Cette base de données renferme toute la législation régissant le secteur de la sécurité en Tunisie ainsi que les traités de coopération en matière de droits de l'homme, de sécurité et de défense signés par ce pays. Le site peut être consulté en arabe, en français et en anglais.
- [spcp2012-16.ch](http://spcp2012-16.ch)  
Site web du Programme suisse de coopération policière régionale dans les Balkans de l'Ouest ; ce programme vise à accroître la coopération policière régionale dans les Balkans de l'Ouest au cours de la période 2012–2016 dans l'objectif de garantir une approche plus efficace s'agissant de la lutte contre la criminalité organisée et les autres formes graves de criminalité.

Le Centre pour le contrôle démocratique des forces armées – Genève (DCAF) est une fondation internationale qui a pour mission d'aider la communauté internationale à mettre en œuvre la bonne gouvernance et la réforme du secteur de la sécurité. Le Centre élabore des normes et des recommandations visant à encourager la gouvernance démocratique du secteur de la sécurité. Il met au point des programmes d'assistance technique dont il supervise la gestion aux niveaux national et régional, et fournit des services de conseil pour les opérations sur le terrain en appui à des processus de réforme des secteurs de la sécurité et de la justice conformément aux bonnes pratiques internationales.

[www.dcaf.ch](http://www.dcaf.ch)

## Le Centre pour le contrôle démocratique des forces armées – Genève (DCAF)

### DCAF Genève

Case postale 1360  
CH-1211 Genève 1  
Suisse  
Tél : +41 (22) 741 77 00  
Fax : +41 (22) 741 77 05

### DCAF Bruxelles

Place du Congrès 1  
1000 Bruxelles  
Belgique  
Tél : +32 (2) 229 39 66  
Fax : +32 (2) 229 00 35

### DCAF Ljubljana

Dunajska cesta 104  
1000 Ljubljana  
Slovénie  
Tél : + 386 (3) 560 9 300  
Fax : + 386 (3) 560 9 303

### DCAF Ramallah

Rue Al-Maaref 34  
Ramallah / Al-Bireh  
Cisjordanie, Palestine  
Tél : +972 (2) 295 6297  
Fax : +972 (2) 295 6295

### DCAF Beyrouth

Gefinor Bloc C,  
Bureau 604, Ras Beyrouth  
Liban  
Tél: +961 (1) 738 401  
Fax : +961 (1) 738 402

### DCAF Tunis

Rue Ibn Zohr 14  
1082 Tunis  
Tunisie  
Tél : +216 (71) 286 755  
Fax : +216 (71) 286 865



**DCAF**

un centre pour la sécurité,  
le développement et  
l'état de droit